

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

TAXE DES FRAIS DE JUSTICE

RÉFORME FISCALE DES LOIS DES 26 JANVIER 1892 ET 28 AVRIL 1893

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 18 mars 1908, à 1 heure

PAR

Georges MAIRE

Président : M. ALGLAVE, professeur.

Suffragants { *MM. GARÇON, professeur.*
TISSIER, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTES

A. MICHALON

36, Rue Monsieur-le-Prince 36

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

TAXE DES FRAIS DE JUSTICE

RÉFORME FISCALE DES LOIS DES 26 JANVIER 1892 ET 28 AVRIL 1893

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 18 mars 1908, à 1 heure

PAR

Georges MAIRE

Président : M. ALGLAVE, professeur.

Suffragants { *MM. GARÇON, professeur.*
TISSIER, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTES

A. MICHALON

36, Rue Monsieur-le-Prince, 36

—
1908

A MON PÈRE

A MA MÈRE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA RÉFORME

Depuis la loi fondamentale du 22 frimaire an VII sur l'Enregistrement, la loi du 26 janvier 1892 constitue l'une des réformes les plus importantes qui aient été apportées à la législation fiscale de la Révolution. C'est aussi l'une des lois d'impôt qui ont été le mieux accueillies par les contribuables : elle a réalisé dans un sens très démocratique une réforme qui était depuis longtemps désirée et attendue : elle s'est efforcée de rendre la justice moins chère aux plaideurs peu fortunés, sans diminuer les ressources du Trésor ; elle y est à peu près parvenue en abrogeant le principe de la pluralité des droits fixes et en établissant un nouveau droit proportionnel, qui frappe les jugements de condamnation ; cette taxe est destinée à compenser les droits supprimés ou réduits.

Cette réforme était depuis longtemps réclamée par l'opinion publique. L'élévation des frais de justice

avait été souvent critiquée ; certes, le principe de la gratuité de la justice constitue un desideratum auquel d'ici longtemps, il ne sera pas possible d'accorder satisfaction : en effet, l'idée d'une justice gratuite signifie, non pas qu'il n'en coûterait rien pour saisir les tribunaux des griefs les mieux fondés, mais que c'est à l'État de rémunérer non seulement les juges, mais encore les auxiliaires de la justice, car, il paraît indispensable que, dans une démocratie, les fonctionnaires chargés de rendre la justice soient rétribués ; sinon l'accès des fonctions judiciaires ne serait possible qu'aux citoyens favorisés par la fortune. Le seul objectif qui soit d'une réalisation facile pour les particuliers, c'est d'avoir à déboursier le moins d'argent possible pour arriver à obtenir satisfaction et à voir leurs prétentions légitimes accueillies et sanctionnées par les magistrats.

Depuis 1789, une amélioration sensible a été apportée à la situation des plaideurs : c'est ainsi que la Révolution a fait disparaître la coutume des épices, qui était à la fois ruineuse pour les parties et humiliante pour les juges. Mais il faut convenir que bien d'autres causes de dépenses ont survécu, constituant un luxe difficilement accessible aux fortunes modestes. Au lendemain de 1789, les frais des plaideurs comprenaient, en effet, d'abord les émoluments dus aux différents officiers ministériels (greffiers, avoués, huissiers) et représentant les salaires des actes et forma-

lités en vue desquels ces fonctionnaires prêtent leur ministère ; d'autre part, des droits multiples (greffe, timbre, enregistrement) perçus à l'occasion des différentes phases de la procédure. Ces frais s'étaient même relevés peu à peu ; les actes avaient cru en nombre et en complication par suite d'un accord tacite entre l'État et les officiers ministériels. Cette tendance de l'Administration à multiplier les droits et à en augmenter le taux constituait un danger et un abus d'autant plus criant qu'il n'existait pas la moindre proportion entre les frais du procès et l'intérêt pécuniaire engagé. A part un droit minime de condamnation (2 0/0), tous les droits rentraient dans la classe des droits fixes et le nombre des actes de procédure ne variait pas sensiblement avec la valeur du litige ; ce nombre était à peu près le même pour les instances peu importantes et pour les procès portant sur des sommes considérables. Une réforme s'imposait donc ; mais, pour la rendre efficace, le législateur comprenait qu'il devait s'attaquer à la fois aux émoluments distribués aux officiers ministériels et aux perceptions opérées pour le compte du Trésor ; il y avait, en d'autres termes, à diminuer le nombre des actes judiciaires et à modifier en même temps la quotité des droits exigibles. La logique commandait, préalablement à toute atténuation des droits fiscaux, de réduire le nombre des actes et de déterminer ceux paraissant susceptibles de disparaître.

Le second Empire était entré dans cette voie dès 1862. Une Commission fut alors chargée de réviser le Code de procédure. Elle acheva ce rapport en 1868 et le remit au Conseil d'État. Mais la guerre de 1870 empêcha le projet d'aboutir. En 1883, le gouvernement de la troisième République estima qu'il y avait lieu de reprendre la réforme et un décret du 10 juillet 1883, rendu alors que M. Martin Feuillée était garde des Sceaux, nomma une nouvelle Commission extra-parlementaire. M. Martin Feuillée se rendait parfaitement compte de la diminution que la réforme apporterait aux ressources du Trésor ; mais il se préoccupait avant tout de l'intérêt des contribuables, et, d'autre part, il songeait aussi à des compensations possibles.

Dans un rapport du 21 décembre 1885, M. Henri Brisson, alors ministre de la Justice, présenta au chef de l'État un travail résumant les innovations élaborées par la Commission. M. Brisson proposait de réviser le Code de procédure ; il évaluait, en se référant seulement aux neuf premiers livres du titre II, à 6 millions les sommes que le fisc perdrait à la disparition de certains actes condamnés par tout le monde. Assurément, une réforme de ce genre constituait un obstacle financier des plus sérieux ; mais, suivant l'expression du rapporteur, il serait facile de compenser la diminution de certains droits en re-

portant la charge fiscale sur un autre moment du drame judiciaire.

Pour opérer une modification de cette nature, il semblait nécessaire de transformer l'impôt des frais de justice, dont la proportionnalité était unanimement critiquée. Depuis la loi du 22 frimaire an VII, les droits d'enregistrement, de timbre et de greffe étaient fixes ; par suite, il n'existait aucune relation entre leur taux et les intérêts en litige ; ou, pour mieux dire, la relation était inverse : le petit plaideur avait à supporter des frais beaucoup plus élevés que ceux incombant à une cause qui mettait en jeu des intérêts atteignant une valeur considérable.

Le projet fut déposé le 28 octobre 1886 : son idée maîtresse était d'alléger les charges des justiciables sans toucher à la vénalité des offices. Dans la pensée des auteurs du projet, la refonte du Code de procédure s'imposait ; mais c'était là une œuvre complexe, touchant à la fois à la législation civile, aux intérêts particuliers des citoyens, à l'organisation de la justice, à la situation des officiers ministériels et aux intérêts du Trésor. Cet enchevêtrement de projets risquait de compromettre, ou tout au moins de retarder la réforme. D'abord les Chambres pouvaient être arrêtées par la crainte de sacrifier une partie des ressources de l'État. En outre, la révision complète du Code de procédure civile apparaît comme une œuvre de longue haleine, qui ne saurait être accom-

plie avec fruit à l'occasion d'une réforme fiscale. Elle nécessite une étude minutieuse et développée, qui ne pourrait être menée à bonne fin que si elle est débarrassée de toute préoccupation d'une autre nature. Les difficultés d'ordre civil, déjà très délicates, ne doivent pas être augmentées par leur jonction avec des questions de nature exclusivement fiscale. En conséquence, il sembla sage de disjoindre les deux projets, de commencer par se débarrasser des difficultés financières qui étaient les plus délicates à résoudre et de s'occuper, en premier lieu, de la réforme des frais de justice. Une fois cette question tranchée, on espérait que la refonte du Code de procédure serait facile à effectuer.

C'est de ce changement de direction apporté par le législateur à son œuvre qu'est sortie la loi du 26 janvier 1892. La loi du 22 frimaire an VII, à la rigueur de laquelle on cherchait à remédier, contenait une série de principes qui étaient réputés à bon droit comme singulièrement favorables au Trésor : d'abord, la loi de l'an VII consacre la distinction des droits fixes et des droits proportionnels : les droits fixes atteignent tous les actes qui ne donnent lieu à aucun déplacement de valeurs ; les autres sont assis sur les valeurs qu'ils frappent au moment de leurs mutations successives. Or l'établissement d'un tarif uniforme ne va pas sans soulever des objections sérieuses. En effet, sous cette forme, l'impôt ne se mesure

plus au service rendu ; la rémunération de l'Etat n'est plus différente suivant les circonstances ; elle est la même pour tous les actes. C'était là une organisation fiscale défectueuse, surtout relativement aux actes judiciaires, étant donné que l'on était au lendemain de la Déclaration des droits de l'Homme, qui proclamait la gratuité de la justice.

Un autre principe non moins critiqué était celui qui avait trait aux dispositions indépendantes (1). Chacune des dispositions de cette nature contenue dans un acte était considérée, au point de vue fiscal, comme conservant son individualité et donnait ouverture à un droit particulier. Cette règle avait été adoptée, parce que, disait-on, c'est à la disposition elle-même qu'il convient de se référer pour la déclarer passible du droit. Mais les praticiens les plus expérimentés savent qu'il est souvent difficile d'apprécier si une disposition offre ou non le caractère d'indépendance et, dans le doute, l'agent du fisc ne manque pas de percevoir des droits multiples, en vue d'éviter une erreur qui serait, par la suite, relevée à sa charge. La combinaison de ces deux séries de règles avait pour résultat, dans l'application, de grever lourdement les justiciables.

La loi de 1892 a, d'ailleurs, été précédée par d'autres mesures législatives conçues dans un but humani-

1. Article 11 de la loi du 22 frimaire an VII.

taire et destinées à diminuer les charges des plaideurs peu fortunés. Dès le début de la seconde moitié du XIX^e siècle, la loi du 22 janvier 1851, modifiée récemment, le 10 juillet 1901, avait, en réglementant l'assistance judiciaire, facilité aux indigents la poursuite ou la défense de leurs droits devant les tribunaux. Si l'assisté gagne son procès, l'adversaire supporte tous les droits dont l'indigent aurait dû consentir l'avance ; s'il succombe, il ne paie pas les greffiers et autres officiers ministériels, de plus, il est déchargé des droits d'enregistrement et de timbre. L'assistance judiciaire n'est d'ailleurs accordée par le bureau établi près le tribunal civil ou la Cour d'appel que sur la justification d'une insolvabilité complète, laquelle résulte d'un certificat délivré par le maire et d'une attestation par le percepteur que le postulant n'est pas imposé.

Mais la loi de 1851 ne constituait qu'une réforme insuffisante. Elle ne s'adresse qu'aux indigents et elle laisse en dehors de son application les plaideurs qui, sans être absolument insolubles, ne possèdent qu'une fortune tellement modeste qu'ils n'osent pas la compromettre dans l'aléa d'un procès. Puis, nombreux sont les indigents qui n'osent pas demander un service trop semblable à une aumône. Fréquemment aussi, par suite d'une erreur d'appréciation dans l'examen des titres à l'assistance judiciaire, le bénéfice de la loi, qui en principe n'est pas de droit, se trouve

refusé, et celle-ci demeure lettre morte, en dépit de situations singulièrement dignes de pitié. Toutefois, il faut reconnaître qu'aujourd'hui, surtout à Paris, l'assistance judiciaire est accordée avec une facilité beaucoup plus grande que lors des premières années de l'application de la loi de 1851.

La condition des plaideurs avait été adoucie par une autre loi, celle du 23 octobre 1884, qui est venue dégrever les ventes judiciaires d'immeubles de faible valeur : pour la vente en justice d'un immeuble dont le prix principal d'adjudication ne dépasse pas 2.000 francs, le Trésor abandonne tous les droits perçus sur les actes antérieurs au jugement ou au procès-verbal d'adjudication ; en outre, les officiers ministériels subissent une réduction d'une partie de leurs émoluments (du quart), et les formalités de publicité sont simplifiées.

Mais ces lois de 1851 et 1884, favorables aux justiciables sur certains points, n'avaient apporté aucune modification d'ensemble au système fiscal en vigueur sur les actes judiciaires. C'est à M. Brisson qu'est revenu l'honneur de faire accepter une innovation d'une portée singulièrement plus considérable. Le 27 janvier 1891, M. Brisson déposait sur le Bureau de la Chambre une proposition de loi destinée à supprimer les droits d'enregistrement, de greffe et de timbre sur les actes de procédure et à pourvoir à leur remplacement par un droit perçu sur le juge-

ment. Cette proposition ne devait pas diminuer les ressources du budget : l'abaissement prévu de 40 millions était comblé, et au delà, par une recette de 42 millions provenant de la taxe de remplacement. Celle-ci, conçue dans un sens plus favorable à la proportionnalité des charges, était telle que certains procès étaient dégrevés en tout ou en partie, tandis que d'autres litiges se trouvaient assujettis à une taxe plus lourde que par le passé. M. Brisson proposait de supprimer tous les droits de timbre et d'enregistrement sur les actes de procédure, d'ordre et de contribution.

Pour se rendre compte de la portée de la réforme accomplie en 1892 et 1893, il convient de commencer par l'examen des travaux préparatoires de ces lois et surtout de la proposition Brisson.

Histoire de la réforme accomplie en 1892 et 1893.

Dans sa proposition (1), M. Brisson commence par remarquer combien les frais de justice provoquent les réclamations des contribuables par leur injuste proportionnalité. Tous les droits d'enregistrement, de greffe et de timbre auxquels sont assujettis les actes de procédure sont fixes : ils n'offrent, en conséquence,

1. *J. O.*, annexe n° 1154, à la séance de la Chambre du 27 janvier 1891.

aucune relation proportionnelle avec les intérêts ou les valeurs qui forment l'objet de l'instance. Que l'on envisage un litige portant sur quelques centaines de francs ou un procès relatif à des sommes considérables, les droits fiscaux ne varient guère. Par exemple, les acceptations de successions étant tarifées à 5 fr. 63, un héritier qui recueille 1.000.000 de francs verse à l'État 5 fr. 63 seulement, mais 10 héritiers qui se partagent 1.000 francs doivent payer 56 fr. 30 ; tel est l'inconvénient de la pluralité des droits fixes.

Le principe des dispositions indépendantes n'engendre pas des conséquences moins critiquables : dans ce rapport, M. Brisson relatait que, à la suite d'une adjudication devant le tribunal de Soissons, 39 acquéreurs ayant notifié le jugement à 63 créanciers, il fut perçu pour un seul acte d'huissier $39 \times 63 = 2.457$ droits fixes de 2 francs, c'est-à-dire, décimes compris, 5.405 fr. 40 pour une vente totale de 34.173 francs. D'après la statistique du ministre de la Justice (1) pour les ventes judiciaires inférieures à 500 francs les frais s'élevaient à 137 fr. 37 0/0 ; tandis qu'ils s'abaissaient à 2 fr. 69 0/0 dans les ventes supérieures à 10.000 francs.

Un exemple convaincant des exagérations fiscales auxquelles aboutissait le principe des dispositions indépendantes est fourni par un jugement rendu le

1. Compte général de 1889, p. 65.

13 novembre 1889 au sujet d'un litige survenu entre M^{me} Carpentier et M. Hermant. Ce jugement, qui est rapporté par M. Brisson, contenait une condamnation à 200 francs de dommages-intérêts donnant lieu à 5 francs de droits proportionnels, mais la théorie des dispositions indépendantes rendait exigible une série de droits de 7 fr. 50 dont voici l'énumération

« Le tribunal dit que c'est à tort et sans droit que Hermant a fait figurer le nom de Marie Carpentier dans son roman *La Surintendante* (coût 7 fr. 50) ; — lui donne acte de sa déclaration de supprimer ce nom dans les publications ultérieures (coût 7 fr. 50) ; — dit qu'il n'y pas lieu d'ordonner d'autres suppressions (coût 7 fr. 50) ; — ordonne l'insertion du présent jugement à la première page du *Gil Blas* dans le prochain numéro (coût 7 fr. 50) ; — dit qu'il n'y a pas lieu à d'autres insertions (coût 7 fr. 50). »

Contre des abus de cette sorte, contre l'iniquité de ces interminables séries de droits fixes qui se superposaient les uns aux autres dans l'enregistrement des jugements dès qu'une connexité bien visible ne reliait pas leurs différentes dispositions, M. Brisson protestait au nom de l'équité, et il proposait de les remplacer par une taxe unique exigible sur le jugement ou sur l'acte final de la procédure, taxe proportionnelle aux intérêts en jeu. En sorte que depuis l'acte introductif de l'instance jusqu'à la décision, tous les droits fixes de greffe, d'enregistrement et de timbre

étaient supprimés ; un droit proportionnel à la valeur du litige leur était substitué. Le droit fixe n'était maintenu que dans les instances qui, par leur nature, ne se prêtaient pas au droit proportionnel en l'absence d'une valeur appréciable en chiffres et susceptible d'une estimation servant de base à la perception.

Les droits proportionnels et fixes proposés par M. Brisson étaient gradués suivant le tribunal appelé à connaître du litige ; ils étaient calculés de manière à dégrever dans une large mesure les procédures engagées devant les tribunaux inférieurs, où se rencontrent le plus grand nombre de plaideurs peu fortunés. La réforme projetée aboutissait donc à améliorer le sort des travailleurs de l'agriculture et de l'industrie, et leur permettait l'accès du prétoire dans des conditions moins onéreuses.

M. Brisson poursuivait la réalisation d'une autre idée : il avait établi ses tarifs de manière à rejeter les droits les plus élevés sur les instances volontairement introduites par les parties en vue d'obtenir la consécration d'un droit contesté ; il abaissait, au contraire, à un taux minime les taxes relatives aux instances qu'il est impossible d'éviter et qui constituent plutôt des formalités protectrices des mineurs et des incapables, telles que les demandes en licitation et partage. D'un autre côté, une réduction était apportée aux droits perçus sur les faillites.

D'après la proposition, l'exemption de la formalité commençait immédiatement après l'exploit ou l'acte introductif d'instance, c'est-à-dire, pour les justices de paix, après l'avertissement en conciliation ; pour les tribunaux civils et de commerce, après l'assignation ; pour les Cours d'appel, après l'exploit ou l'acte d'appel. L'immunité s'appliquait à toutes les instances devant toutes les 'juridictions, justices de paix, conseils de prud'hommes, tribunaux civils et de commerce, Cours d'appel et de cassation, tribunaux de simple police, correctionnels et criminels. L'exemption s'étendait à tous les exploits et actes judiciaires indispensables pour arriver à une décision définitive, ce qui comprenait les actes d'avoué à avoué, les citations, les significations dans les enquêtes et expertises, les actes passés au greffe durant l'instance et nécessités par l'instance, les procès-verbaux d'enquête, d'expertise, les ordonnances rendues nécessaires par une instance en cours, les jugements interlocutoires, préparatoires et d'instruction, les cahiers des charges, etc., et enfin les significations aux avoués et aux parties des jugements définitifs.

Ce n'était pas seulement aux actes de procédure dans les instances que s'appliquait l'exonération ; elle profitait encore aux actes concernant les ordres, les contributions et les faillites.

En outre M. Brisson proposait la suppression de tous les droits de greffe ; et, par là, une notable di-

minution de frais se trouvait réalisée, non seulement pour les actes de procédure proprement dits, mais aussi pour des actes extra-judiciaires tels que des renonciations à communauté ou à succession. Toutefois, pour ne pas porter atteinte à des situations acquises, M. Brisson, tenant compte de ce qu'une faible partie des droits de greffe est attribuée aux greffiers à titre d'émoluments et constitue pour eux une rétribution, maintenait les émoluments des greffiers sur les droits dont il s'agit.

Toutes les taxes supprimées étaient remplacées par un droit unique de condamnation, tantôt fixe, tantôt proportionnel. La graduation des tarifs, très rationnelle, tenait compte à la fois du degré de la juridiction et de la nature du litige ; c'était devant les tribunaux inférieurs, ou relativement aux instances impossibles à éviter, que les dégrèvements étaient le plus accentués. La suppression des droits fixes s'étendait d'ailleurs aux procédures en matière de simple police et en matière criminelle.

Comment convient-il d'apprécier la proposition de M. Brisson ? L'idée fondamentale du système projeté, c'est-à-dire le remplacement du droit fixe par une taxe proportionnelle, était des plus heureuses ; au point de vue de l'équité, un impôt qui accumule les mêmes charges sur le petit plaideur et sur le riche propriétaire, sur un litige insignifiant et sur un procès considérable, est anti-démocratique et contraire

au principe de la proportionnalité des taxes ; seulement la détermination des facultés et de la fortune du justiciable est délicate, aussi s'en rapporte-t-on à des présomptions : presque toujours l'importance des intérêts litigieux est en rapport avec la fortune des parties.

Le point de départ du système proposé par M. Brisson est donc à l'abri de la critique ; mais on ne saurait porter le même jugement sur toutes les mesures par lesquelles il s'efforçait de réaliser son système. Dans l'ensemble, la proposition pouvait, à différents égards, soulever des objections : 1° dans les procès très importants, la perspective du paiement d'une taxe proportionnelle fort lourde pouvait arrêter les parties et multiplier les transactions. Par suite, le Trésor, n'encaissant que les droits d'enregistrement et de timbre afférents à l'exploit introductif d'instance, subissait une perte incontestable.

2° Le système du droit fixe, perçu sur chaque acte depuis la loi de frimaire, présentait l'avantage de fractionner l'impôt en versements minimes, que les contribuables payaient facilement ; en outre les officiers ministériels en consentaient l'avance sans difficulté au Trésor, vis-à-vis duquel ils jouaient le rôle de collecteurs gratuits. Avec la proposition Brisson disparaissaient ces avantages : tous les droits étaient acquittés en une seule fois ; les officiers ministériels se désintéressaient de leur recouvrement ; le plaideur

les versait directement dans les caisses publiques, et, s'il devenait insolvable, le Trésor était exposé à une perte.

3° Le système proposé paraissait de nature à susciter ou à entretenir de graves abus : l'immunité fiscale, largement accordée aux actes de la procédure, aurait encouragé les dispositions processives, multiplié l'emploi des procédés dilatoires et accentué le goût des instances : les incidents se seraient renouvelés dans les litiges ; ce danger se serait aggravé encore par suite de la disposition qui n'assujettissait les jugements de débouté qu'à un simple droit fixe. En définitif, moyennant une somme minime, les personnes de mauvaise foi pouvaient se procurer la satisfaction de plaider.

4° La proposition de M. Brisson ne constituait qu'un système de demi-mesure, il accumulait, sans doute les dégrèvements sur les frais d'instance ; mais il ne s'occupait pas de réduire les frais d'exécution des jugements ; or, de toutes les procédures, c'est assurément celle relative à l'exécution qui est la plus onéreuse.

Toutefois, dans l'ensemble, la proposition de M. Brisson était plutôt favorablement appréciée. On peut citer dans ce sens l'opinion formulée par M. Besson (1) : « A supposer que l'expérience récla-

1. Aujourd'hui Directeur de l'Enregistrement du département de la Seine.

mée par M. Brisson eût l'inconvénient, selon nous assez minime, de sortir des sentiers battus et de mettre en échec les principes surannés de la loi de l'an VII, nous devons tout au moins reconnaître qu'elle tendait à introduire dans la perception de l'impôt judiciaire plus de clarté et plus de justice, sans demander au Trésor le moindre sacrifice. En remplacement du produit des droits fixes supprimés, le projet apportait au budget une ressource pour le moins équivalente; ce n'était pas une loi de dégrèvement, mais une loi de péréquation, que l'honorable député proposait à la sanction du Parlement. Transformer les taxes parasites et multiformes qui encombrant l'accès du prétoire en une redevance unique toujours proportionnée à l'intérêt du litige ; faire payer aux grosses affaires la rançon des allègements accordés aux petites, tel était l'objectif de la réforme. Et cette conception éminemment démocratique, la proposition la réalisait intégralement, puisque, d'après les statistiques produites à l'appui, la part du droit proportionnel qui, jusqu'alors, n'avait été que de 3 millions 600.000 francs était portée à 38 millions, tandis que celle du droit fixe se reculait de 36 millions à 3 millions 1/2. » M. Brisson estimait que sa proposition entraînerait une diminution de recettes d'environ 40 millions; par contre, le déficit était compensé par la création de droits proportionnels qui étaient présumés susceptibles de fournir un produit total de

42 millions, laissant un excédent de 2 millions considéré comme nécessaire pour parer aux erreurs de calcul.

La proposition de M. Brisson fut accueillie favorablement par la Chambre des députés. Soumise à l'examen de la deuxième Commission d'initiative parlementaire (1), elle y rencontra peu de résistance ; le 12 mars 1891, M. Louis Jourdan, député du Var, déposa son rapport de prise en considération et l'ensemble de ces documents fut communiqué à la Commission du budget de 1892. L'incorporation de la réforme à la loi de finances paraissait le moyen le plus sûr et le plus rapide pour aboutir ; on pensait qu'en suivant cette voie au lieu de la filière de la procédure parlementaire ordinaire, on échapperait aux lenteurs occasionnées par la nomination et l'organisation d'une Commission spéciale, et à l'épreuve d'une double délibération. La Chambre se rangea à cet avis et la Commission du budget examina le projet, mais, afin de tenir compte le plus possible des critiques, elle y apporta quelques modifications notables (2).

La Commission du budget commence par recon-

1. *J. O.*, annexe n° 1286, à la séance de la Chambre du 12 mars 1891.

2. Rapport de M. Cavaignac au nom de la Commission du budget, annexe n° 1626 ; et rapport de M. Henri Brisson, annexe n° 1644, à la séance de la Chambre du 18 juillet 1891.

naître que les frais de procédure, consistant surtout en droits fixes, sont hors de proportion avec l'objet de l'instance. C'est ainsi que, à l'occasion d'une demande en paiement d'une somme de 60 francs devant un tribunal de paix, les frais exposés atteignirent le chiffre de 25 fr. 90 (timbre de la citation, 1 fr. 20 ; enregistrement, 2 fr. 80 ; timbre et enregistrement du jugement, 3 fr. 60 ; timbre de l'expédition, 5 fr. 40 ; timbre des bordereaux d'inscription, 1 fr. 20 ; timbre du registre du conservateur et du bulletin, 1 fr. 80 ; timbre et enregistrement d'une signification, 4 fr. 95 ; timbre d'une saisie-arrêt pour l'exécution du jugement, 4 fr. 95) ; dans cette affaire les frais représentent 50 0/0 du montant de la condamnation. La Commission du budget avait sous les yeux le texte d'une autre décision : dans un jugement rendu par un tribunal de commerce et portant condamnation au paiement d'un effet protesté de 125 francs, il fut perçu 40 fr. 20 (pour protêt et assignation, 9 fr. 20 ; mise au rôle, 1 fr. 88 ; timbre et enregistrement de la minute, 10 fr. 57 ; timbre de la grosse, 5 fr. 40 ; droit de rôle moins la remise du greffier, 4 fr. 20 ; timbre et enregistrement de la signification, 6 fr. 15 ; timbre des bordereaux d'inscription, 1 fr. 20 ; timbre du registre du conservateur et des bulletins, 1 fr. 60). En sorte que, pour obtenir la condamnation, il avait fallu un débours correspondant à 32 0/0 du montant de l'effet protesté. Si l'on compare ces chiffres aux

frais concernant des litiges importants, on constate que, dans ces derniers, la proportion peut descendre au-dessus de 1 0/0.

En présence de semblables résultats, la réforme s'imposait, urgente. A ceux qui craignaient que la réduction des frais de justice n'augmentât le nombre des procès, la Commission du budget répondit qu'une réforme de cette nature était au contraire susceptible d'accroître les ressources du Trésor, attendu que personne n'hésiterait plus désormais à porter en justice ses revendications légitimes : « Il faut que l'impôt de l'enregistrement redevienne proportionnel, ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être ; et le développement normal des affaires produira au Trésor des bénéfices inattendus. Un membre du barreau qui a occupé une place distinguée dans l'Assemblée constituante de 1848 nous disait un jour, en constatant la diminution des procès civils, ces mots caractéristiques : le fisc tue la poule aux œufs d'or. Rien n'est plus exact. Le nombre des affaires qui, à cause de l'élévation et de la multiplicité des droits fixes de timbre, d'enregistrement et de greffe, échappe à la juridiction volontaire ou contentieuse, est incalculable. Dans certains districts ruraux où la propriété est très morcelée, il n'y a, pour ainsi dire, ni licitations ni partages judiciaires, bien que les incapables y soient tout aussi nombreux que partout ailleurs. Les formalités protectrices édictées par les lois civiles ne sont plus observées ;

les tuteurs préfèrent, dans un but d'économie, se porter forts de leurs pupilles et l'on se contente d'actes informes et irréguliers, pour ne pas aborder la barre des tribunaux. Les citoyens qui renoncent à l'exercice de leurs droits les plus légitimes, au recouvrement de leurs créances, pour ne pas s'exposer eux et même leurs débiteurs à des frais hors de proportion avec l'importance des affaires, se comptent par milliers (1). »

La Commission accepta la suppression, proposée par M. Brisson, des droits de greffe perçus pour le compte du Trésor dans les procédures et qui étaient au nombre de trois :

1° Le droit de mise au rôle, perçu lors de la mise au rôle de chaque cause. Le greffier en opérait auparavant le versement entre les mains du receveur de l'Enregistrement le premier de chaque mois, en présentant à son visa le registre d'inscription des causes. Ce droit était de 1 franc en justice de paix ; 1 fr. 50 pour les causes sommaires des tribunaux civils et toutes les causes commerciales ; 3 francs pour les causes ordinaires des tribunaux civils ou sur appel des jugements de paix ; 5 francs pour les Cours d'appel.

2° Le droit de rédaction ou de transcription. Les

1. DUJARDIN. *Des droits d'enregistrement de timbre et de greffe au point de vue de la proportionnalité de l'impôt*, page 131.

deux noms attribués à ce droit provenaient de ce qu'il représentait le salaire de la rédaction des actes et de leur transcription sur les registres du greffe. Les droits de greffe comprenaient un tarif fixe et un tarif proportionnel. Les droits fixes étaient de 1 fr. 25, 1 fr. 50 ou 3 francs suivant la nature de l'acte. Celui des droits proportionnels se montait à 0 fr. 50 0/0 pour les prix d'adjudication sur les cinq premiers mille francs ; à 0 fr. 25 0/0 sur le surplus du prix ; à 0 fr. 25 0/0 sur les bordereaux de collocation, avec un minimum de 1 fr. 25. Ces droits étaient diminués de 1/10 perçu par le greffier ; en d'autres termes, sur un droit de 1 fr. 25, le Trésor encaissait 1 fr. 125, plus deux décimes, et le greffier 0 fr. 125.

3° Le droit d'expédition, perçu sur chaque rôle des expéditions délivrées par les greffiers autres que les greffiers de paix. Ce droit était de 1 franc par rôle pour les expéditions des actes du greffe, des jugements préparatoires et ceux des tribunaux de commerce ; 1 fr. 25 par rôle des jugements définitifs en première instance ; 2 francs par rôle des arrêts d'appel. Sur ces sommes, les greffiers prélevaient une remise fixe de 0 fr. 30 par rôle, de sorte que l'État encaissait seulement 0 fr. 70, 0 fr. 95, 1 fr. 70, plus 2 décimes supplémentaires, si bien que le droit d'expédition se montait exactement à 0 fr. 90, 1 fr. 20 ou 2 fr. 10 par rôle.

On voit par cet aperçu que la perception des droits

de greffe était compliquée ; elle donnait lieu à des erreurs fréquentes, et elle augmentait notablement le coût des frais de justice. Dans sa proposition, M. Brisson voulait supprimer tous les droits de greffe, même ceux étrangers à la procédure et concernant par exemple les acceptations de communautés, successions ou legs, ou les renonciations à ces droits. Mais la Commission considéra que l'exemption, pour les actes de cette catégorie, ne devait pas résulter d'un texte consacré aux frais de justice ; d'autre part, il eût paru excessif de demander à un droit proportionnel sur le jugement de combler le vide causé par l'abandon de perceptions qui n'étaient pas faites à l'occasion d'un procès ; en conséquence, la Commission maintint les droits de greffe portant sur les actes étrangers à la procédure et au jugement. De ce chef, le Trésor recouvrait environ deux millions. Grâce à ce maintien, la Commission put abaisser les droits proportionnels portant sur les jugements ; ce fut ainsi que les droits furent abaissés de 5 à 4 0/0 en matière civile, de 3 à 2 0/0 en matière d'ordre judiciaire, de 3 à 1 0/0 pour les ordres amiables. D'autre part, elle donna à l'impôt proportionnel sur les jugements le nom de taxe des frais de justice au lieu de droit de condamnation.

Mais l'innovation principale réalisée par la Commission consistait dans l'établissement d'une consignation préalable au jugement, ayant pour but de

répondre aux objections de quelques adversaires de la réforme, en parant aux dangers, au point de vue fiscal, de la multiplication des procès ou des désistements. Le taux de la consignation variait avec la nature et le chiffre du litige : en matière commerciale, il était de 5 francs jusqu'à 1.000 francs, de 10 francs, de 1.000 à 2.000 francs ; puis de 10 francs en plus par 2.000 francs ou par chaque fraction de 2.000 francs. Cette consignation était établie aussi bien dans l'intérêt des parties que dans celui du Trésor, en vue d'éviter des restitutions qui auraient entraîné des dérangements et des frais souvent hors de proportion avec les sommes à restituer, et qui auraient compromis la fixité de l'impôt. D'autre part, le chiffre de la consignation était suffisamment élevé pour ne pas permettre sans raison l'accès du prétoire aux personnes peu fortunées. Cette consignation était versée au greffier sur une déclaration signée par les parties ou par leurs avoués et indiquant le montant de la demande en principal. Pour les affaires dispensées du rôle, elle pouvait avoir lieu dans les dix jours de l'exploit ou de l'acte introductif d'instance, mais au plus tard avant le jugement (1). En matière civile, cette consignation s'élevait à 25 francs pour les demandes de 5.000 francs et au-dessous, et croissait ensuite de 10 francs pour

. Article 21 du projet.

chaque somme ou valeur de 2.000 francs ou fraction de 2.000 francs ; le greffier donnait quittance des sommes consignées et devait, le premier de chaque mois, verser toutes les consignations au receveur de l'Enregistrement. Il n'y avait pas de consignation en matière de faillite, de vente judiciaire d'immeubles, d'homologation de partage ou de liquidation, ni dans les procédures d'ordre ou de contribution. La consignation ne constituait qu'une simple avance imputée sur les frais de justice, et qui venait en déduction du droit exigible sur la décision ; mais, quelle que fut l'issue du procès, les sommes versées à titre de provision ne pouvaient être restituées, attendu que, d'après l'article 60 de la loi de frimaire, tout droit d'enregistrement régulièrement perçu ne peut être restitué.

La consignation, ayant pour but d'entraver les demandes inconsidérées, et de mettre le Trésor à l'abri des mécomptes provenant des transactions et des désistements, garantissait le fisc contre une partie des pertes provenant de ces transactions ou désistements ; d'autre part, la consignation permettait de conserver un certain équilibre dans le budget ; en effet, la mise en vigueur du système de M. Brisson, qui n'admettait pas la consignation, aurait abaissé pendant quelque temps le chiffre des perceptions sur les actes judiciaires : de sorte que, dans l'espace de temps séparant l'application des tarifs anciens et les

perceptions nouvelles, c'est-à-dire pour les procès en cours, le Trésor n'aurait rien perçu jusqu'au jugement et les premiers budgets se seraient trouvés en déficit. Le système des consignations paraît d'une manière efficace à ces inconvénients.

L'obligation de la consignation *in limine litis* n'avait pas cependant été admise sans protestation, et elle se heurtait en effet à des objections de trois ordres :

1° La consignation est assurément contraire à l'équité, c'est presque une caution *judicatum solvi* imposée aux Français eux-mêmes. Sous le prétexte d'arrêter les demandes exagérées, de mettre obstacle aux actions téméraires, on risque ainsi d'élever une barrière qui empêcherait les citoyens peu fortunés de s'adresser aux tribunaux. Il est facile de s'en convaincre par quelques exemples : un père de famille, employé d'une compagnie de chemin de fer, est blessé pendant son service. Il veut introduire contre la Compagnie une demande en dommages-intérêts de deux cent mille francs (200.000 fr.). Sous la loi de frimaire, il ne doit consentir qu'une avance minime ; sous l'empire de la nouvelle loi, il devra consigner immédiatement plus de 1.000 francs ; cette charge lui incombe au moment précis de l'accident, alors qu'une brèche a été apportée à ses économies, et qu'il a la perspective d'attendre pendant deux ou trois ans le résultat du procès. Ou encore, un agri-

culteur est ruiné par un sinistre tel qu'un incendie, une grêle. Il assigne la Compagnie d'assurances pour obtenir l'indemnité convenue ; il est tenu en vertu de la loi de consigner une somme importante au moment où tout son avoir a disparu ; de plus, les polices d'assurances donnent souvent lieu à de grosses difficultés : la Compagnie oppose, par exemple, l'incompétence du tribunal ; et son déclinatoire est accueilli. La somme versée par l'agriculteur à titre de consignation est irrévocablement perdue. Lorsque celui-ci ira devant un autre tribunal, il devra faire une nouvelle consignation. Si l'on suppose que la Compagnie, décidée à user de tous les artifices de la procédure et surtout des moyens dilatoires, excipe d'un vice de forme et que le tribunal lui donne satisfaction, la seconde consignation est perdue à son tour, et l'agriculteur, qui a ainsi sacrifié sa dernière ressource, se trouve livré à l'arbitraire de la Compagnie. De tels résultats heurtent singulièrement l'équité.

2° De plus, il est facile de se rendre compte que la consignation va à l'encontre du but qu'elle devrait poursuivre : l'exagération d'un impôt exerce une influence directe sur la matière imposable ; elle la raréfie, et donne une prime à la dissimulation et à la fraude. Elle risque donc de diminuer dans l'avenir le rendement de l'impôt et même d'en tarir la source. En face d'une pareille obligation, les plaideurs pré-

fèreront d'adresser à des arbitres, et cela au grand détriment du Trésor. C'est ainsi que, jusqu'en 1859, les marchés et traités commerciaux, passés en la forme sous seing privé payaient un droit proportionnel et étaient soumis à l'enregistrement, sous peine d'un double droit, avant toute instance ; l'impôt à percevoir était calculé, non sur le litige, mais sur le montant de toutes les sommes mises en évidence dans la convention litigieuse. Il arrivait alors ceci : ou bien les parties ne s'adressaient pas à la justice ; ou bien elles se contentaient d'alléguer des conventions verbales vis-à-vis desquelles le fisc se montrait moins intransigeant.

En vue de déjouer cette fraude, la loi de finances du 11 juin 1859 est venue atténuer la loi de frimaire, en différant la perception du droit proportionnel jusqu'à la fin de l'instance et en autorisant l'enregistrement provisoire des actes de commerce moyennant un simple droit fixe. Bien que ce précédent ne remontât pas à une date lointaine, la Commission du budget passant outre, prit le contrepied de la mesure fort sage qui avait été édictée en 1859, et elle ne parut pas s'inquiéter de la diminution éventuelle de la matière imposable.

3° Enfin, on pouvait reprocher au système de la consignation d'aboutir à de singulières difficultés pratiques. En laissant aux parties le soin de déterminer elles-mêmes l'importance de leurs droits liti-

gieux et, partant, de se placer ainsi entre leur devoir et leur intérêt, le système de la consignation facilitait étrangement les fraudes. En outre l'adoption de l'institution projetée aurait eu pour résultat d'engendrer des conflits entre le greffier chargé, par le percepteur, de recevoir la consignation et le receveur qui a pour mission de le surveiller ; ce dernier aurait eu, en effet, dans cette conception, le pouvoir de vérifier la procédure et de rectifier les erreurs, ce qui, incontestablement, est en dehors de ses attributions.

Le gouvernement se trouvait donc, en 1891, saisi de la proposition Brisson, modifiée par les retouches de la Commission du budget. Il fallait prendre un parti, sous la pression de l'opinion publique ; le gouvernement attendit quelque temps, puis il se décida à entrer dans la voie des réformes.

Le 14 novembre 1891, M. Rouvier déposait un projet transactionnel où, sans renoncer à tous les droits fixes qu'on voulait supprimer, il les atténuait sensiblement et il ramenait les tarifs des droits proportionnels sur le jugement à un taux inférieur à celui qui avait été déjà déposé. L'exposé des motifs de ce contre-projet montre parfaitement l'idée dont le gouvernement s'était inspiré (1). Dans cet exposé. M. Rou-

1. Exposé des motifs, projet n° 1726 du *Journal officiel*, annexe à la séance de la Chambre du 14 novembre 1891.

vier met en lumière les inconvénients qui résultaient des anciens tarifs. Il rappelle que, tandis que les droits fixes avaient été successivement majorés à différentes époques, le taux des droits proportionnels était demeuré ce qu'il était en l'an VII, de sorte que l'équilibre entre ces deux fractions de l'impôt ne correspondait plus au souci d'une parfaite justice. Dans les procès, la plupart des actes étant soumis à des droits fixes, il en résulte une charge fiscale fort lourde pour le plaideur, surtout pour les justiciables peu fortunés, qui sont obligés d'exposer des sommes considérables pour obtenir satisfaction. Le projet primitif de M. Brisson portait assurément remède à cet inconvénient, mais il ne tenait pas suffisamment compte de l'intérêt du Trésor. En présence de l'exonération intégrale qu'ils accordaient aux actes de procédure et aux jugements d'avant-dire-droit, les auteurs de la proposition s'étaient efforcés, sans doute d'assurer de nouvelles recettes au Trésor en élevant le taux de la taxe des frais de justice. Mais il était permis de se demander si cet expédient atteindrait efficacement le but cherché. Comme il est, en effet, d'expérience que la matière imposable se dérobe à mesure que les exigences du fisc augmentent, de sérieux mécomptes eussent été vraisemblablement à redouter. D'autre part, une réforme aussi radicale que celle recommandée par M. Brisson aurait exercé une répercussion sur toutes les parties de

notre législation fiscale et, pour mettre les différents textes en vigueur en harmonie avec les dispositions nouvelles, il aurait fallu se livrer à une refonte d'ensemble, œuvre de longue haleine qui aurait demandé peut-être des années avant d'aboutir.

En conséquence, M. Rouvier modifiait sur plusieurs points le projet primitif. Il supprimait tous les droits de greffe perçus au profit du Trésor et dont le montant ne s'élevait pas à moins de 8 millions chaque année. En même temps disparaissait la nécessité de soumettre à la double formalité du timbre et de l'enregistrement les actes dits du Palais (1). On sait que la multiplicité de ces actes augmentait singulièrement les frais d'une instance et n'était nullement proportionnelle à l'importance pécuniaire du litige. De ce chef, le projet réalisait au profit des justiciables un dégrèvement de 5 millions. Le tarif des droits applicables aux significations d'entre parties ainsi qu'en matière d'ordres et de contributions était abaissé d'un tiers, d'où un nouveau dégrèvement de 2 millions. Un grand nombre de perceptions, en matière de faillites et de liquidations judiciaires, étaient supprimées. Le projet abrogeait en même temps le principe de la pluralité des perceptions pour les droits fixes d'enregistrement sur les jugements et arrêts. Il réduisait de 2 fr. 25 à 1 franc, le droit

1. Significations d'avoué à avoué.

d'enregistrement des exploits de procédure en matière civile devant le juge de paix, et enfin il supprimait l'obligation d'une consignation au début de l'instance. L'ensemble des dégrèvements résultant de toutes ces mesures atteignait le chiffre de 19 millions.

Il s'agissait maintenant de pallier au déficit que la réforme allait occasionner au Trésor. Pour créer de nouvelles ressources à l'État, le projet comptait d'abord sur la plus-value qui allait ressortir, pour les droits de mutation par décès, de la création d'une succession en usufruit au profit du conjoint survivant, par la loi du 9 mars 1891. En outre, en remplacement des impôts supprimés ou réduits, le projet instituait, sous le nom de « Taxe des frais de justice », un droit d'enregistrement proportionnel portant sur les actes suivants : les sentences, jugements et arrêts civils et commerciaux, en premier ou en dernier ressort, contradictoires ou par défaut ; les procès-verbaux d'ordre amiable ou judiciaire et de contribution judiciaire ; les adjudications de biens meubles ou immeubles, soit à la barre, soit devant un notaire commis ; les états liquidatifs et les partages dressés par un notaire en vertu d'une commission de justice et non sujets à homologation.

Ce projet se séparait nettement de la proposition de M. Brisson ; à la différence de celle-ci, il ne sacrifiait pas tous les droits fixes ; par suite, la taxe des frais de justice était moins élevée.

Renvoyé à la Commission du budget, ce contre-projet du gouvernement fut accepté, à titre de transaction, à la demande de M. Brisson (1). Sur le rapport de M. Brisson, la Chambre le vota, les 12 et 14 décembre 1891, en y introduisant quelques modifications secondaires, (notamment élimination de toutes les dispositions relatives à la procédure devant la Cour de cassation).

Mais le Sénat se montra moins accommodant que la Chambre. Saisie en fin d'année du projet adopté à la Chambre le 15 décembre 1891, la Commission sénatoriale, sans le repousser directement, considéra qu'en raison de l'importance extrême de la réforme et du peu de temps disponible pour l'examiner, il y avait lieu de la disjoindre du budget en cours de discussion. Elle ne se croyait pas autorisée à présenter au Sénat un budget renfermant un déficit qu'elle évaluait à 10 millions de francs et elle désirait rechercher, de concert avec le Gouvernement, le moyen de concilier la justice dans l'impôt avec la nécessité pour l'État de ne pas subir une diminution de recettes. Mais le Gouvernement insista. Le vote d'un douzième provisoire vint proroger d'un mois la discussion du budget. En conséquence, le Sénat mit le projet à l'étude.

1. Annexe *J. O.*, n° 1744, à la séance de la Chambre du 21 novembre 1891.

M. Trarieux déposa, dans la séance du 7 janvier 1892 (1), un rapport approfondi sur le projet. Il lui parut que la création d'une taxe des frais de justice répondait à une idée juste, mais contenait aussi quelques dispositions inacceptables. En supprimant d'une manière absolue tous les droits d'enregistrement et de timbre perçus en matière judiciaire, la réforme ne pouvait manquer de recevoir l'approbation des contribuables, mais elle menaçait d'une telle brèche le budget, qu'il devenait difficile de savoir où seraient prises les ressources nouvelles pour en pallier les conséquences financières. La Commission sénatoriale, tout en acceptant la plupart des dégrèvements proposés, portait avant tout son attention sur les taxes compensatoires indispensables au Trésor. L'idée essentielle dont s'inspira la Commission dans son travail fut d'apporter une relation mathématique entre l'importance des réductions de taxe, qui était l'objet principal de la loi, et celle des taxes de remplacement qui devaient en combler les vides. La Commission accepta une grande partie des dégrèvements proposés par M. Brisson, mais elle voulut maintenir, pour les actes d'avoué à avoué, la formalité et les droits d'enregistrement, dont la suppression lui semblait incompatible avec l'organisation actuelle du Code de procédure. La Commission fai-

1. *J. O.*, annexe, n° 155.

sait remarquer que, la plupart du temps, la signification des actes d'avoué à avoué fait courir les délais, entraîne des forclusions, constate des péremptions; il est donc de l'intérêt de tous que la date de cette signification ne puisse être mise en question, et la meilleure garantie de son exactitude est le maintien de son analyse sur les registres de l'enregistrement; formalité qui, seule, peut lui conférer date certaine.

Ce fut surtout pour les taxes de remplacement que la Commission du Sénat s'écarta du projet accepté par la Chambre. Les modifications proposées par la Commission sénatoriale portaient sur quatre points:

1° Tout en maintenant les droits acceptés par la Chambre sur les jugements terminant les instances relatives à l'exécution des jugements ou des actes authentiques, la Commission sénatoriale exonérait de tout impôt les incidents de ces instances, afin d'éviter des répétitions de droits abusives, et elle accordait la même immunité aux décisions concédant terme ou délai au débiteur pour se libérer.

2° Elle réduisait à 0 fr. 25 0/0 le droit sur les partages et liquidations homologués et sur les adjudications en toutes matières. La Commission justifiait sa décision en remarquant qu'il ne s'agissait là, en définitive, que de pures formalités, qui ne demandent à la justice qu'une simple assistance; en outre les procédures dont il s'agit intéressent surtout des incapables, tels que les mineurs, les interdits ou les

femmes dotales, ou des créanciers malheureux, par exemple en matière de saisie immobilière, ou enfin des co-propriétaires désireux de sortir de l'indivision et qui peuvent arriver au résultat cherché, soit en recourant à la justice, soit en s'adressant à des notaires. Le législateur doit marquer sa protection à des personnes aussi intéressantes ; d'ailleurs, les co-propriétaires, qui redouteraient les frais d'une instance trop élevés, ne manqueraient pas de ne jamais s'adresser à la justice pour mettre fin à l'indivision.

La Commission sénatoriale réduisait en même temps à 0 fr. 50 0/0 le montant du droit à percevoir sur les décisions confirmatives ; attendu que les décisions de cette nature ont déjà supporté un premier impôt et qu'il y aurait exagération à les frapper deux fois lourdement.

3° Une augmentation de taxe portait sur les jugements commerciaux assujettis à un droit de 1 fr. 25 0/0, dans les affaires autres que celles relatives à des dommages-intérêts, et à 3 francs 0 0 dans ces dernières. En effet, les litiges commerciaux bénéficient des mêmes dégrèvements que les procès civils devant les juridictions d'appel ; il est donc équitable qu'ils participent aux taxes de remplacement dans une proportion corrélative à celle qui a été fixée pour les affaires civiles. Ces dernières étant assujetties à un droit de 2 francs, il est juste de taxer les autres à 1 fr. 25. L'unité de taxe, en ce qui concerne

les dommages-intérêts, se justifie par l'idée que la plupart des instances de cette nature appartiennent aux deux compétences, civile ou commerciale, leur traitement fiscal doit donc être le même.

Enfin, 4° la Commission créait des droits nouveaux : a) Un droit de 0 fr. 50 0/0 à percevoir sur les décisions infirmatives prononçant condamnation. Ce droit semblait être le corollaire logique de celui frappant les décisions de confirmation ; sinon, il serait arrivé que le justiciable, gagnant son procès devant le dernier degré de juridiction, aurait eu plus ou moins à payer aux Trésor, suivant qu'il l'aurait gagné ou perdu en première instance ; b) 3 francs 0/0 pour toutes les condamnations de parties civiles devant les juridictions correctionnelle et criminelle. Cette création se fondait sur l'idée que la communauté de compétence de ces juridictions pénales avec les tribunaux civils commandait l'unité de droit ; c) les jugements de débouté devenaient passibles d'une taxe de 0 fr. 50 0/0 à percevoir sur le quantum de la demande ; d) et le même droit devait être calculé sur la moitié de la demande applicable aux désistements et radiations des causes en état de recevoir jugement. Ces deux derniers droits furent ajoutés par la Commission sénatoriale en vertu de cette considération que les instances témérement engagées ne méritent pas de profiter d'un dégrèvement.

Le rapport de M. Trarieux fut discuté les 18 et 19 janvier 1892 devant le Sénat et ses conclusions furent adoptées.

Si l'on veut se rendre compte de l'importance financière des réformes respectivement proposées par la Chambre et par le Sénat, on aboutit au résultat suivant :

ÉVALUATION PAR L'ADMINISTRATION
DE L'ENREGISTREMENT
DES DÉGRÈVEMENTS VOTÉS PAR LA CHAMBRE

Art. 4. — Suppression des droits
de greffe 7.968.000 fr.

Art. 5. — Suppression des droits
d'enregistrement et de timbre des ac-
tes d'avoués. 4.984.000 fr.

Art. 6. — Réduction de l'enregis-
trement des exploits de justice de paix. 700.000 fr.

Art. 7. — Autres exploits. 1.800.000 fr.

Art. 8. — Exploits en matière
d'ordres et de contributions (1) . . .

Art. 9. — Actes de produit 57.750 fr.

Art. 10. — Suppression des droits
en matière de faillite et de liquida-
tion judiciaire. 500.000 fr.

A reporter 16.009.750 fr.

1. Voir *infra*, n° 14.

Report.	16.009.750 fr.
Art. 11. — Suppression des droits de pluralité	1.200.000 fr.
Art. 12. — Suppression du timbre pour les expéditions des jugements de justices de paix et de prud'hommes.	300.000 fr.
Art. 13. — Nouvelle réglementation des expéditions des actes du greffe.	1.000.000 fr.
Art. 14. — Réduction pour les bor- dereaux de collocation.	273.000 fr.
TOTAL.	<u>18.782.750 fr.</u>

ÉVALUATION PAR L'ENREGISTREMENT DES TAXES DE
REMPLACEMENT VOTÉES PAR LA CHAMBRE

Art. 17. — Taxes sur la répartition dans les faillites et liquidations judi- ciaires	330.000 fr.
0 fr. 50 sur partages et liquidations	2.500.000 fr.
0 fr. 75 sur adjudications.	4.349.000 fr.
0 fr. 75 sur ordres amiables.	234.000 fr.
1 franc sur jugements de juges de paix et conseils de prud'hommes.	104.000 fr.
1 franc sur jugements en matière commerciale	820.000 fr.
1 franc sur arrêts commerciaux.	23.000 fr.
A reporter	<u>8.360.000 fr.</u>

Report	8.360.000 fr.
1 franc sur jugements relatifs à une exécution et incidents de ces procé- dures	250.000 fr.
1 franc sur décisions de confirmation.	1.250.000 fr.
1 fr. 25 sur ordres judiciaires. . .	900.000 fr.
1 fr. 25 sur contributions. . . .	102.750 fr.
2 francs sur jugements civils. . .	2.461.500 fr.
2 francs sur les arrêts civils. . .	69.000 fr.
3 francs sur les jugements civils en matière de dommages et intérêts. .	216.750 fr.
3 francs sur les arrêts civils dans la même matière	10.000 fr.
Extension de l'ensemble de ces droits aux valeurs mobilières ou im- mobilières.	500.000 fr.
Art. 18. — Produit des droits mini- mum sur les jugements de débouté.	500.000 fr.
Item sur tous autres jugements. .	420.000 fr.
TOTAL	<u>15.040.000 fr.</u>

CALCUL DES COMPENSATIONS PROPOSÉES PAR LA
CHAMBRE POUR L'ÉQUILIBRE DU BUDGET

Chiffre du dégrèvement.	18.782.750 fr.
Chiffre des taxes nouvelles. . . .	<u>15.040.000 fr.</u>
DÉFICIT.	3.742.750 fr.

D'après la Chambre, le déficit serait comblé :

1° Par les droits espérés sur les successions entre époux. 3.500.000 fr.

2° Par l'économie de papier résultant de la suppression du timbre. 50.000 fr.

TOTAL 3.550.000 fr.

D'où un déficit négligeable de. . . 192.750 fr.

DÉGRÈVEMENTS ADMIS PAR LA COMMISSION DES
FINANCES DU SÉNAT

Chiffre proposé par la Chambre. . 18.782.750 fr.

Réduction proposée sur ce chiffre
par la Commission :

1° Exagération sur calcul du dégrèvement du timbre. . . 750.000 fr.

2° Exagération sur calcul
du dégrèvement relatif aux
ventes judiciaires . . 400.000 fr.

Rejet du dégrèvement
sur l'enregistrement des
actes d'avoués 984.000 fr.

Rejet du dégrèvement
sur suppression du timbre
pour les expéditions de

Jugements de justices de
paix. 300.000 fr.

TOTAL 2.444.000 fr.

Reste un dégrèvement, admis par
la Commission sénatoriale, de. . . 16.338.750 fr.

TAXES NOUVELLES PROPOSÉES PAR LA
COMMISSION SÉNATORIALE

0 fr. 25 sur répartitions, faillites et liquidations judiciaires	330.000 fr.
Adjudications.	1.449.000 fr.
Partages et liquidations homologués	1.100.000 fr.
0 fr. 50 sur décisions de confirmation	625.000 fr.
Sur infirmations.	150.000 fr.
0 fr. 75 sur ordres amiables.	234.000 fr.
1 franc sur jugements de justices de paix et de conseils de prud'hommes	104.000 fr.
Sur jugements relatifs à exécution.	200.000 fr.
Sur ordres judiciaires.	720.000 fr.
Sur contributions.	82.200 fr.
1 fr. 25 sur jugements en matière commerciale	1.230.000 fr.
Sur arrêts commerciaux	34.500 fr.
A reporter	6.258.700 fr.

Report	6.258.700 fr.
2 francs sur jugements en matière civile	2.461.000 fr.
Sur arrêts civils.	69.000 fr.
3 francs sur jugements relatifs à des dommages-intérêts en matière civile et commerciale	433.500 fr.
Sur arrêts même matière.	30.000 fr.
Sur jugements ou arrêts dans les affaires de partie civile devant les tribunaux criminels et correctionnels.	212.000 fr.
0 fr. 50 sur les jugements de débouté.	500.000 fr.
Minimum sur les mêmes jugements.	300.000 fr.
Minimum sur les autres jugements.	600.000 fr.
0 fr. 50 sur désistements et radiations.	100.000 fr.
TOTAL.	<u>10.964.200 fr.</u>

La Commission arrivait finalement au résultat suivant : Les dégrèvements proposés montant à 16.338.750 francs et les taxes de remplacement à 10.964.200 francs, le Trésor subissait un déficit de 5.374.550 francs. — D'autre part, les droits espérés sur les successions entre époux et l'économie sur le papier timbré n'étant évalués qu'à 3.550.000 francs, il subsistait un déficit non couvert de 1.824.550 francs,

auquel il fallait trouver des ressources correspondantes dans le budget de 1893.

La Chambre refusa d'accepter les modifications introduites par le Sénat ; elle écarta la taxe proportionnelle sur les jugements de débouté et elle maintint l'immunité concernant les actes d'avoué à avoué ; mais, pour ceux-ci, elle institua des garanties de contrôle (1), en décidant que les originaux des conclusions signifiées seraient, dans les quatre jours de la signification, présentés, visés, cotés et paraphés au bureau de l'Enregistrement ; tous les actes de la procédure exempts de la formalité de l'enregistrement seront inscrits sur les registres des greffiers et des huissiers, visés par le président du tribunal, cotés et paraphés par le Receveur de l'Enregistrement.

Ainsi modifié, ce projet alla au Sénat, revint à la Chambre et fut encore communiqué au Sénat qui céda enfin. La loi trouva donc sa forme définitive dans le dernier texte voté par la Chambre des députés, le 23 janvier 1892 et promulgué le 26 du même mois. Mais, selon le désir exprimé par le Sénat, l'entrée en vigueur de la loi fut retardée au 1^{er} juillet 1892.

La loi du 26 janvier 1892 marque une étape importante dans l'histoire de l'Enregistrement. Elle

1. Séance du 21 janvier 1892.

contient des réformes fondamentales et dont voici les principales.

1^o Elle supprime les droits de greffe, qui se superposaient autrefois aux droits de timbre et d'enregistrement et en aggravaient l'improportionnalité.

2^o Sont supprimés désormais les droits d'enregistrement et de timbre des actes d'avoué à avoué ; ils sont même dispensés de la formalité ; par suite, le jour où la réforme du Code de procédure viendra en discussion, le Parlement ne sera plus arrêté par des considérations fiscales pour supprimer la signification des constitutions, défenses, réponses et conclusions.

3^o La même exemption s'applique aux actes relatifs aux faillites et aux liquidations judiciaires, actes fort nombreux d'après l'énumération donnée par l'Instruction n^o 2816 de l'Administration de l'Enregistrement en date du 31 mai 1892 : Les déclarations de cessation de paiement, les bilans, les dépôts de bilans, les affiches et certificats d'insertion relatifs à la déclaration de faillite ou aux convocations de créanciers, les actes de dépôt des inventaires, des transactions et autres actes ; les procès-verbaux d'assemblées, de dires, d'observations et de délibérations de créanciers ; les états des créances présumées ; les actes de produit, les requêtes adressées au juge-commissaire, les ordonnances et décisions de ce magistrat ; les rapports et comptes des syndics ; les états de répartition ; les procès-verbaux de vérification et

d'affirmation des créances, concordats ou attermoie-
ments.

4° Le bulletin n°2 du casier judiciaire est affranchi du timbre ; le droit dont il est frappé est réduit à 25 centimes décimes compris, soit une économie de 2 fr. 25 sur un acte qui est généralement dressé à la requête des personnes peu fortunées sollicitant un emploi.

5° Les tarifs gouvernant les actes judiciaires qui continuent à être soumis à l'impôt, sont considérablement diminués : Le coût des exploits en justice de paix tombe de 2 fr. 82 à 1 fr. 25 ; le minimum des droits, sur les jugements des tribunaux de paix, passe de 1 fr. 88 à 1 fr. 25 ; d'autre part, le timbre de l'expédition qui, autrefois, coûtait souvent plus de 5 fr. 40, est supprimé pour l'avenir. M. Brisson, auteur de la réforme, estime que les justiciables bénéficient ainsi d'un dégrèvement d'environ moitié des droits payés au Trésor pour un petit procès.

6° L'exemption du timbre de l'expédition est étendue à tous les actes rédigés par les juges de paix et notamment aux actes des conseils de famille. C'est la gratuité complète pour le timbre de l'expédition établi pour tous les avis de parents.

7° Indépendamment de la suppression des droits de greffe, la loi (1) édicte un dégrèvement très ap-

1. Articles 7, 8, 9, 11, 13 et 14.

préciable dans les instances et procédures suivies devant les tribunaux civils et commerciaux, ou devant les cours d'appel : les droits portant sur les exploits d'huissier sont diminués d'un tiers ; un certain nombre d'actes usités dans les ordres et contributions sont dégrevés à la fois des droits d'enregistrement et de timbre.

Citons encore, comme disposition favorable aux justiciables, l'abaissement du taux du droit minimum de condamnation, la suppression de la règle de la pluralité des droits fixes et l'autorisation d'inscrire un plus grand nombre de lettres ou de syllabes dans les rôles d'expédition.

8° La taxe compensatrice proportionnelle créée par la loi est conforme à l'idée de justice, puisqu'elle s'accroît avec le taux de l'intérêt engagé dans la procédure, et elle présente le caractère d'un impôt très facile à percevoir, qui ne donne lieu qu'à un petit nombre de procès, insignifiants par rapport aux instances très nombreuses suscitées dans l'application par les autres lois de l'enregistrement et du timbre.

Cependant la réforme accomplie par la loi de 1892 était encore jugée insuffisante. Dès le 11 avril suivant, MM. Brisson et Dupuy-Dutemps déposaient une proposition nouvelle tendant à une mesure plus complète : la suppression de tous les droits fixes d'enregistrement et leur remplacement par des droits proportionnels. Il s'agissait de procéder à une répar-

tition meilleure des charges publiques et de mettre fin aux iniquités résultant, en matière d'impôt, de l'existence des droits fixes qui frappent les actes sans avoir égard à la richesse de ceux qui les rédigent. La loi du 26 janvier 1892 n'avait touché que les actes judiciaires, ceux dressés entre l'exploit introductif d'instance et le jugement, mais rien n'avait été fait quant aux actes relatifs à l'exécution des jugements; d'autre part les droits fixes applicables aux actes civils ou extra-judiciaires étaient demeurés intacts.

En somme, même après la réforme du 26 janvier 1892, les droits fixes perçus par le Trésor s'élevaient encore à 9 millions pour les actes civils, à 4 millions pour les actes judiciaires et à 12 millions pour les actes extra-judiciaires, soit un total de 25 millions. Or, le maintien des droits fixes constitue, en matière d'impôts, un véritable contresens, parce qu'ils pèsent du même poids sur les plus petites valeurs et sur les plus élevées. Depuis longtemps, d'ailleurs, on en réclamait l'abrogation. La Commission du budget de l'exercice 1863, frappée par leur iniquité, en avait demandé la suppression; la proposition émanée de l'initiative de M. Brisson, le 11 avril 1892 (1) n'était donc pas une innovation.

Dans la seconde moitié du xix^e siècle, les protes-

1. *J. off.* Annexe n° 2068 à la séance de la Chambre du 11 avril 1892.

tations contre les droits fixes s'étaient multipliées; ils constituaient une charge trop lourde pour la propriété rurale. En matière de liquidation de successions, de poursuites, de purges, de véritables spoliations étaient commises, souvent contre des personnes qui, à raison, soit de leur âge, soit de leur situation gênée, auraient mérité cependant la bienveillance du législateur. Dans son livre sur les droits d'enregistrement, de timbre et de greffe, au point de vue de la proportionnalité de l'impôt, M. Dujardin rapporte un exemple frappant que nous avons mentionné plus haut (1). Lorsque la perception s'élève à un taux excessif, elle ressemble en réalité à une confiscation de la propriété, et de pareils errements sont d'autant plus regrettables que ces droits énormes grèvent souvent les frais de procédure qui tendent à réaliser le patrimoine du débiteur au profit de ses créanciers.

De même, pour les successions, la règle de la pluralité inscrite dans les articles 41 et 68 de la loi de frimaire grève les petites successions de frais considérables et entrave leur liquidation régulière; souvent l'actif est insuffisant pour acquitter le total des droits fixes dus au Trésor. Cette observation avait été souvent faite, et la statistique démontrait que, pour les successions peu considérables, le montant

1. Voir *supra*, p. 15.

des seuls droits fixes atteignait 6 fr.21 0/0, tandis que le droit proportionnel de mutation ne dépassait pas 1 fr.25 0/0. Encore ne s'agissait-il que des actes strictement indispensables pour arriver à la liquidation de l'hérédité (1).

Comment expliquer qu'un impôt si peu en rapport avec les ressources des contribuables ait été établi par une loi révolutionnaire, alors que la Déclaration des Droits de l'homme recommandait de mesurer les taxes fiscales sur la fortune des contribuables ! Ici, le désir de procurer des ressources à l'État l'avait emporté singulièrement sur le souci de règles financières équitables. Au début, le projet primitif soumis au Conseil des Cinq-Cents considérait le droit fixe comme représentant le prix de la formalité de l'enregistrement ; étant un salaire et non pas un impôt, il était fixé d'une manière uniforme pour tous les actes ; mais cette uniformité était supportable en raison de la faible élévation du droit. Ces idées ressortent nettement des passages suivants du rapport de M. Duchatel (2) : « Nous avons entendu
« par droit fixe le prix de la formalité de l'enregis-
« trement pour les actes qui ne sont pas de nature
« à donner lieu au droit proportionnel. La première

1. Cf. proposition précitée de MM. Brisson et Dupuy-Dutemps.

2. Rapporteur de la loi du 22 frimaire an VII.

« idée qui s'offre à l'esprit est que, cette formalité
« ayant le même caractère à l'égard de tous les ac-
« tes non susceptibles de droit proportionnel, il n'y a,
« généralement parlant, aucune raison de la faire payer
« plus cher pour un acte que pour un autre. Le tarif
« de 1790 a cependant fait beaucoup de distinctions
« dans cette classe... Cette série de droits fixes, allant
« de 0 fr. 25 à 0 fr. 75 et de 1 franc à 12 francs qui em-
« barrassent presque toujours les redevables et parfois
« les receveurs eux-mêmes, parce que les classifica-
« tions ne sont pas de la plus extrême précision, est
« encore un reste des vieilles conceptions que l'on
« peut écarter sans nul inconvénient et même sans
« préjudice pour le Trésor public. Il nous a paru con-
« vénable d'en venir à un mode uniforme, puisqu'il n'y
« a pas de motif pour que les actes de pure formalité
« soient assujettis à des droits différents. Nous pen-
« sons qu'un droit fixe porté à 1 franc soit pour les
« actes civils, soit pour les actes judiciaires, non sus-
« ceptibles du droit proportionnel, aura le double
« avantage de l'unité et du meilleur produit. »

Le principe des droits fixes uniformes n'avait donc été admis par la loi de frimaire qu'en raison du faible taux de ce droit; mais, depuis cette époque, les plaintes avaient afflué contre les droits fixes. Avec la diversité et la graduation des tarifs, la nature des droits fixes était transformée et constituait un véritable impôt qui présentait le grave défaut de n'être pas

proportionnel aux facultés des contribuables ; il pesait lourdement sur les plus petites affaires et sur les affaires malheureuses ; au lieu de frapper la richesse au moment où elle se manifestait, le droit fixe n'était perçu qu'au moment où elle était en train de disparaître. Supprimer le droit fixe ou le réduire à un tarif minimum, c'était venir en aide à la fois aux incapables peu fortunés, aux petits débiteurs malheureux et à leurs créanciers. Du reste, Duchatel ayant considéré d'abord le droit fixe comme le prix de la formalité de l'enregistrement et non comme un impôt, c'était partager les vues des rédacteurs de la loi de frimaire que de diminuer le montant des taxes dont il s'agit, de manière à les réduire au rôle de simple salaire d'une formalité.

En admettant que la multiplicité des droits fixes ne présentât que peu d'inconvénients au lendemain de la mise en vigueur de la loi de frimaire, parce que leur tarif était modéré, on était obligé de convenir, en face de l'augmentation croissante de ces droits, dont le taux était devenu le quadruple de celui de l'an VII, qu'ils constituaient une véritable tache dans le système fiscal, d'autant plus que les droits proportionnels n'avaient subi que d'insignifiantes aggravations. Aussi l'improportionnalité devenait-elle chaque jour plus criante. « Les besoins du Trésor, écrit M. Naquet, n'autorisent pas à créer des taxes non proportionnelles... Je n'hésite pas, ajoute-t-il, à dire

que les droits fixes devraient être proscrits d'une bonne législation fiscale, à moins qu'ils ne fussent très faibles et établis comme prix de la formalité, mais ils cesseraient alors d'être un impôt pour devenir un véritable salaire. C'est qu'en effet ils frappent également les contribuables malgré les différences de fortune qui existent entre eux (1). »

En conséquence, les auteurs de la proposition, encouragés par le succès relatif qu'avait obtenu en 1892 la réduction des frais de justice, pensaient que le moment était venu de porter un coup décisif aux droits fixes. La proposition déposée par MM. Dupuy-Dutemps et Brisson tendait à la suppression de presque tous les droits fixes, à l'abolition de la règle de la pluralité des droits sur un même acte et à leur remplacement par une taxe unique de 1 franc sur tous les actes non assujettis aux droits proportionnels, et par une surtaxe d'un demi-décime sur tous les droits proportionnels déjà existants, ce qui aurait fait trois décimes.

Cette suppression en bloc comprenait tous les droits fixes sauf : 1° Le droit fixe gradué, établi par la loi du 28 février 1872 sur tous les actes simplement déclaratifs de valeur ; 2° les droits minima institués en 1892 sur les jugements et arrêts ; 3° les droits

1. NAQUET, *Traité des droits d'enregistrement*, 2^e édit. 1899, t. I, n° 1.

fixes sur les actes et arrêts de la Cour de cassation. Cette réforme devait compléter celle de 1892, en exonérant les actes de la procédure; le bénéfice de la loi nouvelle était accordé même aux actes étrangers à toute instance judiciaire. L'impôt du droit fixe devait être remplacé par un salaire équivalent à la formalité de l'enregistrement, salaire fixé à 1 franc. Le projet abolissait aussi la règle de la pluralité des droits fixes, qui avait trouvé place dans la loi de frimaire; l'article 11 de cette loi autorise, en effet, la perception d'un droit distinct à raison des dispositions indépendantes contenues dans le même acte; de même, l'article 68 de la loi de frimaire soumet à un droit fixe particulier chacune des personnes non solidaires qui interviennent au même procès comme défendeurs ou demandeurs, (par exemple, des héritiers qui acceptent ou répudient une succession).

La loi de 1892 avait déjà notablement tempéré ce système, en décidant désormais qu'aucun droit fixe ne serait perçu sur les jugements et arrêts passibles du droit proportionnel. Quant aux jugements non assujettis au droit proportionnel, ils n'encourent plus, en vertu de la loi de 1892, qu'un seul droit fixe, quel que soit le nombre de leurs dispositions. Le projet de 1893 allait encore plus loin dans cette voie : partant de l'idée que le droit fixe cesse d'être un impôt, pour représenter plutôt un salaire les auteurs du projet de 1893 firent remarquer que le service rendu par

l'État aux particuliers ne variait pas, quel que soit le nombre des dispositions indépendantes de l'acte, ou des personnes vis-à-vis desquelles on est lié par un rapport de famille.

Tout le monde était d'accord sur la nécessité d'organiser une réforme, malheureusement, il fallait, pour la mener à bonne fin, une somme assez ronde. Avec la suppression des droits fixes le Trésor perdait une notable partie de ses ressources. Pour trouver de l'argent, MM. Brisson et Dupuy-Dutemps proposaient l'établissement d'un demi-décime supplémentaire sur tous les droits proportionnels existants, de manière à équilibrer les recettes.

La Commission du budget se montra favorable au projet ; elle en accepta les grandes lignes, mais elle apporta quelques modifications de détail, dont voici les plus importantes, au projet primitif :

1° La Commission laissa subsister les tarifs en vigueur sur les ordonnances des juges, des tribunaux et des cours d'appel, par le motif que ces ordonnances constituent, en réalité, de véritables décisions judiciaires, assimilables, au point de vue fiscal, aux jugements et arrêts.

2° Il y avait injustice et inconséquence à faire supporter les frais de la réforme à tous les actes passibles des droits proportionnels ; la Commission décida qu'aucune surtaxe ne serait imposée aux transmissions à titre onéreux et aux échanges d'immeu-

bles (1). La propriété foncière, déjà lourdement imposée, n'était pas en situation de supporter de nouvelles charges. Aussi, pour rétablir l'équilibre dans le budget, la Commission étendait le demi-décime supplémentaire aux droits fixes gradués. En définitive, le projet de la Commission ne différait pas sensiblement de celui de MM. Brisson et Dupuy-Dutemps.

Ces deux dispositions vinrent en discussion à la Chambre ; là elles se heurtèrent à l'hostilité de l'Administration de l'Enregistrement, qui avait établi les droits fixes et qui en réclamait énergiquement le maintien. Lors de la discussion de la proposition à la Chambre, l'Administration se montra résolument opposée à toute réforme, bien plus, le Commissaire du gouvernement essaya de vanter les avantages du droit fixe et d'obtenir son maintien. Certains officiers ministériels étaient, d'ailleurs, assez prévenus contre le succès de la réforme ; quelque temps avant la préparation de la loi de 1893, la Chambre des Notaires de Paris et le Comité des Notaires des départements déclarèrent que la suppression des droits fixes ne constituerait un avantage pour personne, en raison d'une surtaxe compensatoire sur les autres manifestations de la richesse.

Enfin, la pluralité des droits ne présentait pas,

1. Cf. Rapport, au nom de la Commission du budget, par M. BRISSON, annexe à la séance du 21 octobre 1892 de la Chambre, n° 2359, *J. off.*)

d'après l'Administration, tous les inconvénients dont on l'accusait. C'est surtout dans les jugements que cette règle peut donner lieu à des abus, sur la question de décider quelles sont les dispositions indépendantes ; mais, la loi de 1892 ayant supprimé le principe posé, à cet égard, par la loi de Frimaire, les parties ne sont plus obligées de combiner la rédaction de leurs actes de manière à éviter la perception de droits trop onéreux.

Cependant il restait bien des critiques à adresser au système fiscal de l'an VII, sur des points qui n'avaient pas été touchés par la réforme de 1892. C'est ainsi que, d'après l'article 68, § 1^{er}, de la loi de frimaire, « il est dû un droit pour chaque demandeur ou défendeur en quelque nombre qu'ils soient, dans le même acte (excepté les copropriétaires et cohéritiers, les parents réunis, les co-intéressés, les débiteurs ou créanciers associés solidaires, les séquestres, les experts et les témoins, qui ne seront comptés que pour une seule et même personne, soit en demandant, soit en défendant, dans le même original d'acte, lorsque leurs qualités y seront exprimées) », pour « les exploits, les significations, celles des cédules des juges de paix, les commandements, demandes, notifications, citations, offres ne faisant pas titre au créancier et non acceptées, oppositions, sommations, assignations, procès-verbaux, protêts, interventions à protêt, protestations, publi-

cations et affiches, saisies, saisies-arêts, séquestres, mainlevées, et généralement tous actes extra-judiciaires des huissiers ou de leur ministère qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel, sauf les exceptions mentionnées dans la présente ; et aussi les exploits, significations, et tous autres actes extra-judiciaires faits pour le recouvrement des contributions directes ou indirectes, et de toutes autres sommes dues à la nation, même des contributions locales, mais seulement lorsque la somme principale excède 25 francs. »

Parmi tous les actes dont il s'agit, un certain nombre seulement avaient subi des atténuations ou exemptions d'impôt en vertu de la loi de 1892. L'Instruction n° 2816 porte, à cet égard, que tous les exploits précédant l'introduction de l'instance ne sauraient bénéficier d'aucune réduction, de même que ceux qui ont pour objet l'exécution de la sentence définitive, à moins qu'ils ne se rapportent eux-mêmes à une nouvelle instance. Ainsi, l'Administration estimait que la saisie-arrêt tendant au recouvrement de condamnations résultant d'un jugement définitif continue à être assujettie au droit de 3 francs comme acte d'exécution, tandis que le nouveau tarif (2 francs) est applicable à la dénonciation de cette saisie avec assignation en validité, ainsi qu'aux autres exploits relatifs à l'instance en validité. En vertu de la même règle, le protêt, sous l'empire

de la loi de 1892, demeurait passible du droit de 1 fr. 50, alors que la dénonciation qui en est faite avec assignation au souscripteur ou aux endosseurs de l'effet protesté ne donne plus ouverture qu'au droit de 1 franc (Instruction 2816, pages 6 et 7). De même les ventes sur saisie-exécution faites par application des articles 583 et suivants du Code de procédure civile ne bénéficiaient pas de la disposition de l'article 8 de la loi de 1892, attendu que l'Administration avait interprété la réforme en ce sens que tous les exploits non désignés par le législateur, c'est-à-dire tous ceux qui interviennent en dehors des instances et procédures visées, demeurent assujettis aux tarifs antérieurs, qui gouvernent notamment les exploits signifiés, en matière de purge hypothécaire, avant l'ouverture de l'ordre.

Cette interprétation de la loi de 1892, qui était d'ailleurs des plus exactes, montrait combien il était urgent de compléter la réforme des frais de justice à l'égard des actes sus-énumérés. Tous les actes qui sont en dehors de l'instance avaient été exclus du champ d'application de la loi ; il en était de même des actes relatifs à l'exécution. Tous demeuraient sous l'empire des anciens tarifs ; or il est impossible d'entamer une instance sans employer un certain nombre de ces actes ; de là un surcroît de frais des plus onéreux.

Enfin beaucoup d'actes n'avaient pas été visés par

la loi de 1892 : notamment certains certificats de vie continuaient à être tarifés à 1 fr. 88 : les acceptations de successions, actes de notoriété, cahiers des charges, arrêtés de compte, inventaires, lettres missives, nominations d'experts, ratifications, etc., n'avaient été nullement dégrevés. D'après le projet de loi, aucun droit fixe ne pouvait être perçu sur un jugement ou arrêt passible du droit proportionnel, et, sur les jugements non passibles du droit proportionnel, il ne devait plus être exigé qu'un seul droit fixe, quel que fût le nombre des dispositions. La proposition de M. Brisson rappelait que, pour tous les actes qui ne sont pas susceptibles du droit proportionnel, c'est-à-dire qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni transmission de valeurs, le service rendu par l'Enregistrement est le même et consiste dans l'analyse effectuée sur le registre qui constate l'existence de l'acte et en assure la date ; aussi, semblerait-il plus équitable de remplacer le droit fixe par un simple salaire uniformément fixé à 1 franc, conformément aux vues des législateurs de l'an VII.

Il paraît difficile de conserver dans nos lois fiscales, disait M. Brisson, une règle en vertu de laquelle il est prélevé sur une succession un impôt d'autant plus élevé que l'hérédité se partage en un plus grand nombre d'ayants droit, taxe diminuant ainsi le bénéfice espéré par chacun. Ainsi une succession de 100.000 francs, échue à un seul héritier, paie 5 fr. 63,

lorsqu'elle est acceptée ; au contraire, une succession de 10 francs, partagée entre 10 héritiers, dont chacun ne recevrait que 1 franc, payerait 10 droits fixes de 5 fr. 63, c'est-à-dire 56 fr. 30. En d'autres termes, les fortunes modestes se trouvaient injustement taxées, alors que, par suite du petit nombre d'héritiers, l'acceptation d'une fortune opulente pouvait ne coûter que 5 fr. 63.

Il fallait rétablir la justice, sans, toutefois, compromettre les intérêts du Trésor. Il était question de reporter sur le droit de succession, qui variait avec les valeurs, la perte résultant du dégrèvement du droit fixe. On avait fait ressortir, notamment, combien la règle de la pluralité appliquée aux vacations des scellés et des inventaires, aux acceptations bénéficiaires, etc., pesait lourdement sur les contribuables, sur les immeubles ruraux échus par succession à un mineur, etc. En conséquence, on songea à supprimer le dernier alinéa du n° 30 de l'article 68 de la loi de frimaire.

Comme compensation à des dégrèvements d'une si réelle importance, les articles 7 et 8 de la proposition avaient pour objet d'établir un impôt de compensation, en remplacement des deux millions dégrévés par les dispositions précédentes.

L'Administration, en vue de trouver les ressources nécessaires aux finances, proposait de remplacer les droits fixes gradués établis par les articles 1

et 2 de la loi du 27 février 1872 par un droit proportionnel et de porter ce droit à 0 fr. 20 0/0. L'innovation avait pour conséquence d'augmenter de moitié le produit de l'ancien droit gradué.

Après avoir été examiné par le Sénat, le projet fut renvoyé à la Chambre des députés, à laquelle un rapport fut présenté par M. Tirard (1). Dans ce rapport, M. Tirard rappelle que la réforme des frais de justice a eu pour objet d'introduire la proportionnalité de l'impôt dans une matière où, jusque-là, elle avait fait complètement défaut. L'amélioration des droits en vigueur sur les actes judiciaires avait été obtenue au moyen d'une double mesure ; d'une part, la réduction de la plupart des droits fixes établis sur les actes de procédure, et, d'autre part, la création d'une taxe de remplacement proportionnelle aux intérêts engagés dans chaque affaire et déclarée exigible sur la décision finale. Les premiers résultats fournis par cette loi indiquaient la nécessité de compléter la réforme intervenue. Aussi le Gouvernement se montrait-il désireux de remplacer par des droits proportionnels la plupart des droits fixes qui existaient encore et de ne maintenir cette dernière catégorie de droits que sur les actes qui ne se prêtent pas à la perception d'une taxe proportionnelle. L'équité commande, en effet, impérieusement, de graduer

1. *J. off.*, annexe n° 2523 à la séance du 17 janvier 1893.

l'impôt suivant l'importance de l'intérêt qui est constaté dans les contrats.

La loi de 1892 avait diminué d'un tiers le tarif des exploits relatifs aux instances ainsi qu'aux procédures d'ordres, de contributions et de ventes judiciaires. Le projet de la loi de 1893 proposait d'étendre ce dégrèvement à tous les exploits qui n'en avaient pas bénéficié. De cette manière, la réduction s'étendrait aux actes extra-judiciaires qui précèdent l'introduction des instances ; aux actes, encore plus nombreux, si souvent nécessaires pour amener à exécution les décisions de la justice. Les intérêts commerciaux seraient singulièrement satisfaits par cette réforme, qui aurait pour conséquence d'abaisser à 1 franc le droit de 1 fr. 50 actuellement perçu sur les protêts. La règle de la pluralité disparaissait en même temps pour les exploits signifiés dans les procédures de purge, d'ordre, de contribution immobilière et de délaissement par hypothèque. Le même principe était encore abrogé, quant aux inventaires, aux acceptations bénéficiaires de succession, aux renonciations à succession ou à communauté, aux procès-verbaux d'apposition ou de levée des scellés ; enfin, pour les avis de parents, la quotité du droit jusque-là exigible (6 francs) était réduite de moitié. De ce chef disparaissaient plus de 1.100.000 fr. de droits fixes qui grevaient sans distinction les successions bonnes comme les hérédités mauvaises, sans

égard aux héritiers mineurs ou aux incapables appelés à les recueillir. Dans leur ensemble, les dégrèvements atteignaient près de 5.000.000.

Quant à la compensation destinée à faire face à des détaxes aussi élevées, elle était obtenue de la manière suivante : le droit fixe gradué établit sur certains actes énumérés par la loi de 1872 étaient convertis en une taxe de faible quotité (0 fr. 20 0/0), sauf pour les partages, tarifés seulement à 0 fr 15 0/0 (il est à remarquer que le taux du droit nouveau a été fixé uniformément à 0 fr 20 0/0 par la loi du 25 février 1901).

La réforme dont il s'agit, votée par la Chambre le 28 mars 1893, fut incorporée dans la loi de finances du 28 avril de la même année.

En résumé, les mesures réalisées par la loi nouvelle étaient de trois catégories :

1° Le droit gradué est transformé en un droit proportionnel ;

2° Il y a réduction du nombre des droits fixes auxquels demeurent assujettis certains actes, d'après la législation jusque-là en vigueur et l'interprétation que lui avait donnée la jurisprudence ;

3° Le taux du droit fixe antérieurement appliqué à certains autres actes est sensiblement atténué.

Ainsi deux années avaient suffi pour abroger d'une manière définitive une foule de perceptions dont l'iniquité était universellement reconnue et qui avaient

le grave défaut de peser sans distinction sur les petits contribuables comme sur les citoyens plus fortunés. Cette réforme fiscale a donc été inspirée par un esprit essentiellement démocratique. Longtemps, on avait hésité à modifier la loi de frimaire, à cause du renom de perfection qui s'attachait à ses dispositions. Un éminent civiliste, M. Troplong, avait même été jusqu'à l'appeler « la plus noble et la seule noble des lois fiscales » (1). Cependant, à la lumière d'un examen plus approfondi, les taches et les défauts commencent à s'apercevoir, « l'enregistrement est un travail d'analyse qui rappelle assez bien les procédés de la jurisprudence romaine, et il est remarquable que la matière de l'enregistrement prête aujourd'hui, plus que toute autre, à la méthode sévère et parfois même, je ne le cacherais pas, à la subtilité élégante des Paul et des Papinien (2). » Mais M. Naquet est beaucoup moins enthousiaste ; pour lui, la loi de frimaire « ne paraît pas mériter tous les éloges qu'on lui a décernés, et il ne semble pas qu'on doive la considérer comme un monument sacré, auquel on ne saurait toucher sans impiété (3). » De même MM. Cham-

1. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. X, page 147.

2. DEMANTE, *Principes de l'Enregistrement*, 4^e édition, 1890, tome I, page 3.

3. *Traité des Droits d'Enregistrement*, 2^e édition, tome I, page 25.

pionnière et Rigaud n'hésitent pas à critiquer un certain nombre de règles établies par la loi de frimaire; d'après eux, le projet de la loi de frimaire fut combattu comme contenant une foule de dispositions obscures, contradictoires, injustes, vexatoires, contraires aux notions élémentaires du droit et forçant en quelque sorte les citoyens à s'y soustraire. La rédaction en fut bien des fois changée; plusieurs dispositions importantes, et notamment celles qui avaient été le plus vivement critiquées, restent incomplètes et ne sont pas sanctionnées par une amende sévère... D'autre part, les règles fondamentales de la perception sont loin d'être nettement posées; pour tous les ordres de travaux accomplis par l'Administration, les règles se croisent et souvent se heurtent; on y rencontre fréquemment de ces dispositions dont le sens large et indéterminé rend possible l'arbitraire de l'interprétation, ce qui paraît une méthode scientifique condamnable en matière fiscale. Aujourd'hui, à la lecture du *Sirey* et du *Dalloz*, on s'aperçoit vite des difficultés que la justice rencontre pour appliquer les dispositions de la plupart des lois fiscales (1).

Les lois de 1892 et 1893 ont eu le mérite incontestable de modifier l'antique loi de frimaire dans un

1. Cf. CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD, *Traité des Droits d'Enregistrement*, tome I, page 9.

sens plus conforme aux idées scientifiques et démocratiques de l'époque contemporaine, sans d'ailleurs occasionner aucune perte au Trésor.

CHAPITRE II

SUPPRESSION DES DROITS DE GREFFE

La réforme résultant des lois de 1892 et 1893 porte sur un double objet : 1° la plupart des droits de greffe sont supprimés, 2° la règle de la pluralité des droits est abrogée en ce qui concerne les actes du greffe.

1° SUPPRESSION DES DROITS DE GREFFE. — Avant la loi du 26 janvier 1892, les droits de greffe comprenaient :

1° Les droits de mise au rôle perçus sur chaque cause dans les tribunaux de première instance et les Cours d'appel, et qui s'élevaient à 5 francs en principal pour les Cours d'appel ; à 1 fr. 50 ou 3 fr., suivant les cas, pour les tribunaux de première instance ; à 1 fr. 50 pour les tribunaux de commerce et à 1 franc pour la justice de paix ;

2° Les droits fixes de rédaction et de transcription des actes du greffe, dont le taux s'élevait à 1 fr. 25

en principal et, dans certaines hypothèses, à 1 fr. 50 ou à 3 francs ;

3° Le droit spécial de 0 fr. 50 perçu ; dans les enquêtes, pour chaque déposition de témoin ;

4° Le droit proportionnel de rédaction, de 0 fr. 25 0/0 sur le montant de chaque bordereau de collocation ;

5° Le droit de rédaction sur les adjudications faites en justice, qui s'élevait à 0 fr. 50 0/0 pour les cinq premiers mille francs et s'abaissait à 0 fr. 25 0/0 au delà de cette somme ;

6° Le droit d'expédition des jugements, arrêts, actes et procès-verbaux faits ou déposés au greffe qui s'élevait à 1 franc ou 1 fr. 25 (1) par rôle pour les tribunaux civils ou de commerce, et à 2 francs par rôle pour les Cours d'appel.

Tous ces droits ont été supprimés sans exception ni réserve par l'article 4 de la loi de 1892. L'abrogation, étant aussi complète que possible, s'applique non seulement aux actes de procédure, jugements ou arrêts, mais encore aux certificats, actes de dépôt de signature, acquiescements, acceptations de communauté ou de succession, publications de contrat de mariage, divorces et jugements de séparation ; en un mot aux actes quelconques passés au greffe,

(1. Art. 78 et 79 de la loi du 21 ventôse an VII.

ou rédigés par le greffier en dehors de toute procédure.

Mais la loi de 1892 ne porte aucune atteinte aux droits de greffe perçus pour le compte du Trésor à la Cour de cassation. Cela résulte, à n'en pas douter, de l'article 4 de la loi de 1892, puisque ce texte n'a supprimé les droits de greffe que devant les justices de paix, les tribunaux civils, ou de commerce et les Cours d'appel, sans rien dire au sujet de la Cour suprême. En conséquence les droits de greffe, tels qu'ils ont été établis par les règlements des 28 juin 1738 et 12 septembre 1739, maintenus par l'article 4 de la loi du 22 frimaire an VII, continuent de subsister devant la Cour de cassation.

Les droits de greffe n'ont pas davantage été supprimés devant le Conseil d'État ; on sait que la plupart des affaires portées devant cette juridiction supportent, indépendamment des droits de timbre et d'enregistrement, certains frais de greffe, établis par l'ordonnance du 28 janvier 1826, sur les requêtes, expéditions et autres actes de la compétence du Conseil d'État. Les droits dont il s'agit sont perçus par le Secrétaire général du Conseil d'État et versés par lui dans la caisse du bureau de l'Enregistrement établi près la Cour de cassation et le Conseil d'État (1).

De même, la loi de 1892, étant muette à l'égard de

1. Loi du 21 avril 1832, art. 7 ; instruct. n° 2816, p. 2.

la Cour des comptes, n'a pas abrogé le droit de 0 fr. 75 par rôle dû sur les secondes ou ultérieures expéditions des arrêts de la Cour, en vertu des décrets des 28 septembre 1807, article 51, et 31 mai 1862, article 402.

La suppression des droits de greffe établie par la loi de 1892 ne concerne pas la remise d'un décime par franc allouée aux greffiers par l'article 19 de la loi du 21 ventôse an VII (1), sur le principal des droits de mise au rôle, de rédaction et de transcription et du droit de 0 fr. 50 par témoin dans les enquêtes. Mais les émoluments des greffiers ont été modifiés par le décret du 23 juin 1892, rendu en exécution de l'article 23 de la loi du 26 janvier précédent : il est alloué pour chaque rôle d'expédition aux greffiers des Cours d'appel une remise de 0 fr. 60 ; aux greffiers des tribunaux de commerce et des tribunaux civils jugeant commercialement une remise de même quotité ; aux greffiers des tribunaux civils une remise de 0 fr. 45. Sur les expéditions délivrées aux agents de la République en son nom et pour soutenir ses droits, la remise par rôle est réduite : pour les greffiers des Cours d'appel, à 0 fr. 40 ; à pareille somme pour les greffiers des tribunaux de commerce et, pour les greffiers des tribunaux civils en matière commerciale à 0 fr. 40, et en matière civile à 0 fr. 30.

1. Loi concernant les droits de greffe.

Depuis la loi de 1892, les receveurs n'ont plus à mentionner sur chaque acte le montant de la remise revenant au greffier. Enfin l'abrogation du droit de greffe a pour conséquence la suppression du registre sur papier non timbré dont la tenue était imposée au greffier par l'article 13 de la loi du 21 ventôse an VII.

2° ABROGATION DE LA PLURALITÉ DES DROITS SUR LES ACTES DU GREFFE. — D'après la loi du 22 frimaire an VII, article 68, § 1^{er}, n° 2, il était dû un droit particulier de 3 francs pour chaque succession acceptée par acte au greffe et pour chaque acceptant; mais la loi de 1893, article 25, a soustrait à l'application de ce texte les acceptations de successions passées par actes au greffe. L'article 25 porte en effet : « Il ne sera perçu qu'un seul droit fixe d'enregistrement pour chaque acte distinct d'acceptation de succession ou de renonciation à succession passée au greffe, quel que soit le nombre des acceptants ou des renonçants et celui des successions acceptées ou répudiées. Il en sera de même pour les renonciations à communauté par acte au greffe. Comme la loi de 1893 ne mentionne que les acceptations qui ont lieu par acte au greffe, on doit en conclure que celles-là seules échappent à la règle de la pluralité des droits. En conséquence, si injuste que soit cette solution, les acceptations faites par acte notarié ou sous seing privé continuent d'être passibles d'autant de droits

fixes de 3 francs qu'il y a d'acceptants et qu'il y a de successions acceptées (Instruc. 2838).

De même les acceptations de successions testamentaires ou les renonciations à ces successions bénéficient de l'atténuation de droits établie par l'article 25. Mais les acceptations de legs particuliers sont exclues du dégrèvement (Inst. 2838).

Quoique la loi de 1893 ne parle pas des acceptations de communauté, il ne faudrait pas en inférer que ces derniers actes, passés au greffe, restent soumis à la règle posée par l'article 68, § 1^{er}, de la loi de frimaire. On ne s'expliquerait pas comment une loi à tendance libérale aurait refusé aux acceptations de communauté le traitement accordé formellement aux renonciations à communauté par l'article 25. D'ailleurs, l'acceptation de communauté impliquera le plus souvent l'acceptation de la succession ; la mesure de faveur est donc certainement applicable.

Il peut arriver que les divers héritiers prennent un parti différent ; les uns acceptent la succession, les autres y renoncent. Au point de vue fiscal, la divergence entre les successibles est indifférente : l'acte, passé au greffe, qui constate ces acceptations ou répudiations ne donne ouverture qu'à un seul droit fixe (1).

1. Solution du 29 juin 1893. *Revue de l'Enreg.*, art. 557.

On s'est demandé si la loi de 1893, qui dispense de la pluralité des droits les acceptations ou renonciations par acte au greffe, s'étend au pouvoir collectif donné par plusieurs héritiers ou colégataires à l'effet d'accepter ou de renoncer à une succession. L'instruction 2838 a tranché la question dans le sens le plus libéral et a décidé que, le pouvoir formant le préliminaire de l'acceptation ou de la renonciation, n'était, comme celle-ci, passible que d'un seul droit fixe de 3 fr. 75.

CHAPITRE III

ACTES D'AVOUÉ À AVOUÉ

Les actes rédigés par les avoués comprennent deux grandes catégories : en premier lieu, les actes d'avoué à avoué ou actes du palais que l'avoué de chaque plaideur fait signifier à l'avoué de la partie adverse par un huissier-audiencier : — 2° les actes qui ne sont pas signifiés.

§ I. — **Actes d'avoué à avoué.** — Sous l'empire de la législation antérieure, les significations des actes d'avoué à avoué étaient assujetties à l'enregistrement dans les quatre jours, et supportaient un droit fixe de 0 fr. 75 ou de 1 fr. 50 en principal, suivant qu'il s'agissait d'une procédure devant le tribunal de première instance ou devant la Cour (1). Ces textes ont été abrogés par l'article 5 de la loi de 1892, qui les dispense non seulement du droit, mais encore

1. Loi du 27 ventôse an IX, article 15 ; loi du 28 avril 1816, art. 41, nos 1 et 42 ; loi du 19 février 1874, art. 2.

de la formalité du timbre et de l'enregistrement. Cette suppression était celle que visait principalement le projet de M. Brisson, qui critiquait vivement la multiplicité des actes de procédure comme « amenant la complexité de ses formes et l'iniquité dans la répartition des frais ». Le projet primitif allait même très loin dans cette voie. Mais, dans la crainte que l'innovation n'entraînât une trop grande perte pour le Trésor, la Commission du Budget de la Chambre d'accord avec le Gouvernement, limita l'exemption aux actes de la procédure intermédiaire entre l'assignation et la décision.

En vertu du texte nouveau, sont exemptés de la double formalité du timbre et de l'enregistrement, tous les actes qui se signifient d'avoué à avoué. Les plus fréquents de ces actes sont les constitutions d'avoués, les avenirs pour suivre une audience, les sommations de communiquer, les pièces signifiées en matière sommaire, les requêtes et les défenses grossoyées en matière ordinaire, les significations à avoué de jugements ou arrêts, les sommations pour être présent à la prestation d'un serment ordonné, les sommations pour être réglé sur une opposition, les significations de l'acte de dépôt au greffe de l'acte argué de faux, la dénonciation à avoué de l'acte de surenchère, la signification de l'état des inscriptions à l'avoué qui a poursuivi la vente.

En ce qui concerne les qualités, il faut distinguer

suivant que le jugement a été rendu contradictoirement ou par défaut. Dans le premier cas, l'original des qualités et la signification qui en est faite d'avoué à avoué rentrent dans la catégorie des actes que l'article 5 de la loi de 1892 affranchit de toute perception. La dispense ne profite, d'ailleurs, qu'à l'original des qualités et à l'acte de signification à avoué, mais elle ne saurait être étendue à l'expédition que le greffier rédige de ces qualités, lorsque la grosse du jugement est levée. Dans le cas où le jugement est rendu par défaut, faute de comparaître ou de conclure, les qualités sont remises directement par l'avoué poursuivant au greffe, sans qu'il y ait lieu de les faire signifier, au préalable, à l'avoué de la partie adverse. Elles ne bénéficient donc pas de l'exemption de l'impôt et elles restent soumises aux règles antérieures, c'est-à-dire qu'elles sont assujetties au timbre, tout en étant dispensées d'enregistrement(1). Toutefois, si ces qualités étaient, en fait, signifiées à l'avoué de la partie adverse, elles présenteraient en réalité le caractère d'acte d'avoué à avoué et devraient, à ce titre, être admises à bénéficier de la double immunité prévue (2).

Relativement à l'acquiescement ou désistement,

1. *Traité alphabétique des Droits d'Enregistrement*, v^o Avoué, n^o 4 bis.

2. Sol., 13 décembre 1894. *J. E.* 24590 ; DALLOZ, 95. 5. 529 ; Sol., 3 sept. 1895, *Revue de l'Enreg.*, 1390.

lorsqu'il résulte d'un acte signé par l'avoué seul, il ne fait qu'un avec l'acte d'avoué à avoué, et, comme tel, il est exempté de la double formalité en vertu de l'article 5. Mais, lorsque le désistement est signé de la partie, il retombe sous le droit commun et il est tarifé, comme un acquiescement ordinaire, au droit fixe de 3 francs (1).

L'appel incident, c'est-à-dire celui qui est formé par l'intimé contre l'appelant, bénéficie de l'exemption lorsqu'il a lieu par acte d'avoué à avoué, bien que, dans la législation antérieure, il fût assujéti, non au droit ordinaire des significations d'actes d'avoué à avoué, mais au droit de 10 francs frappant l'appel principal. L'article 5 de la loi de 1892 est en effet très compréhensif, et il vise tous les actes d'avoué à avoué ; même ceux qui, comme l'appel incident, ne constituent pas un acte d'instruction de la cause, mais qui élèvent au contraire une question nouvelle.

Faut-il étendre l'immunité établie par la loi de 1892 aux déclarations de don manuel qui seraient contenues dans les conclusions ? On sait que le droit de donation est ici exigible par application de l'article 6 de la loi du 18 mai 1850, qui assujétit à l'impôt tout acte renfermant soit la déclaration de la donation par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel. Il sem-

1. Sol., 1^{er} juin 1893, *Rev. de l'Enreg.*, 536.

ble que cette règle ne doit plus être suivie depuis la loi de 1892, qui a exempté, de la manière la plus large, les conclusions des droits de timbre et d'enregistrement. L'immunité étant prononcée en termes généraux doit s'appliquer aux droits de don manuel (1).

§ 2. — **Actes non signifiés.** — Il y a des actes d'avoué qui restent soumis au tarif ancien : ce sont ceux qui ne se notifient pas à avoué. La dispense ne concerne que les actes d'avoué proprement dits, c'est-à-dire ceux qui, rédigés et signés par l'avoué, sont ensuite signifiés par l'huissier audiencier à l'avoué de la partie adverse. Par conséquent ne bénéficient pas de l'exemption : les certificats de non-appel, les placards en matière de vente judiciaire, les certificats de publication de jugements de séparation de corps et de biens, les extraits de jugements d'interdiction ou de nomination d'un conseil judiciaire, et, en général, les extraits de jugements signés de l'avoué dans tous les cas où ils sont requis (2). Le tarif des actes

1. FRAVATON et DESRIBES, *L'impôt sur les formalités et les décisions judiciaires*, 1905, n° 16.

2. Les cahiers des charges des ventes judiciaires qui n'avaient bénéficié d'aucune exonération en 1892, ont été affranchis du droit de timbre par l'article 6 de la loi du 22 avril 1905, laquelle a pour objet de supprimer les droits de timbre de dimension qui faussaient la proportionnalité de l'impôt relativement aux actes translatifs d'immeubles à titre onéreux.

de l'espèce est celui de 1 franc, augmenté de moitié par la loi du 28 février 1872, soit de 1 fr. 50. Ces actes, étant des actes judiciaires, sont soumis à l'enregistrement dans le délai de vingt jours (1). Mais aucune amende n'est due, soit par l'avoué, soit par les parties, en cas d'enregistrement tardif.

La loi de 1892 a imposé des mesures nouvelles pour certains actes d'avoué. L'article 18 porte que les originaux des conclusions respectivement signifiées, bien que dispensés de la formalité du timbre et de l'enregistrement par l'article 5, devront néanmoins être présentés au receveur, par l'huissier instrumentaire, dans les quatre jours de la signification, sous peine d'une amende de 10 francs pour chaque original non représenté. Quel a été le but de cette prescription ? Cette représentation au receveur de l'enregistrement des originaux des conclusions est exigée dans l'intérêt du Trésor. Il arrive en effet fréquemment que les conclusions échangées entre les plaideurs contiennent des énonciations révélant l'existence de mutations d'immeubles non enregistrées dans le délai. Or l'Administration est, d'après la jurisprudence, fondée à poursuivre le paiement des droits d'une transmission immobilière en vertu des déclarations ou aveux contenus dans les requêtes et

1. Article 20 de la loi du 22 frimaire an VII.

défenses signifiées par acte d'avoué à avoué au nom de l'ancien possesseur.

Les prescriptions de l'article 18 ne concernent pas tous les actes d'avoué à avoué; elles se restreignent aux originaux des conclusions, sans distinguer, d'ailleurs, entre les conclusions grossoyées ou non grossoyées (1). C'est à l'huissier audiencier qui a signifié les conclusions qu'il appartient de présenter ces conclusions au visa du receveur. Ni les avoués ni les greffiers n'ont à s'en préoccuper. Le visa doit être effectué dans les quatre jours de la signification.

On s'était demandé, dans le cas où le quatrième jour après la signification tombe un dimanche ou un jour férié, si le délai est prorogé jusqu'au lendemain, comme en matière d'enregistrement, ou si l'huissier doit présenter son exploit au visa la veille de l'expiration des quatre jours. Cette question n'offre plus d'intérêt depuis la loi du 13 avril 1895, d'après laquelle, dans tous les cas où le dernier jour d'un délai quelconque de procédure, franc ou non, est un jour férié, ce délai sera prorogé au lendemain. Désormais, peu importe l'opinion qu'on se forme sur la nature de l'obligation au visa, soit qu'on la considère comme une formalité purement fiscale, soit qu'on la regarde comme une opération ayant pour objet d'assurer la sincérité de la date de la signification, c'est-

1. Instruction 2816, page 4.

à-dire comme une pure formalité de procédure, on doit reconnaître que le délai expirant un jour férié est prorogé jusqu'au lendemain (1).

Les receveurs n'ont pas à mentionner sur le registre du bureau le visa des conclusions. La seule obligation qui leur incombe est de viser, coter et parapher les originaux qui leur sont présentés, après s'être assurés qu'ils ne fournissent pas de présomption, de mutation secrète ou qu'il n'y a pas été fait usage d'un acte sous seing privé non enregistré.

Lorsque les conclusions contiennent des renseignements de nature à intéresser le Trésor, le receveur a le devoir d'en tirer copie conformément à l'article 56 de la loi de frimaire. Pour que cette copie puisse servir de base aux poursuites tant contre l'avoué que contre la partie, il suffit qu'elle soit certifiée conforme à l'original par l'huissier instrumentaire. C'est seulement en cas de refus de celui-ci, que le receveur aurait à retenir l'acte pendant vingt-quatre heures, pour s'en procurer une collation en forme (2). L'Administration a fréquemment décidé qu'une copie des conclusions certifiée uniquement par le receveur ne saurait suppléer au défaut des formalités prescrites par l'article 56.

1. *Revue de l'Enregistrement*, 933.

2 Cassation, 8 juillet 1891, Inst. 2811, § 4, S., 92.1, 192 D., 92. 1. 331.

L'obligation, imposée aux huissiers, de soumettre au visa du receveur les originaux des conclusions signifiées, est doublement sanctionnée : 1° L'article 18 prononce contre l'huissier une amende de 10 francs pour chaque original non représenté ; 2° d'après le même texte, les originaux des conclusions ne pourront être admis en taxe par les magistrats taxateurs, s'ils ne sont visés, cotés et paraphés par le receveur de l'enregistrement.

Comme les actes du palais se trouvent désormais affranchis du timbre, le législateur s'est préoccupé de leur conservation ou de leur facile classement dans les dossiers ; il importe qu'ils ne soient pas rédigés sur des feuilles de papier de mauvaise qualité et de format différent. Aussi, un décret du 23 juin 1892 (1) est venu prescrire que le papier servant aux actes d'avoué à avoué doit être de la même qualité et des mêmes dimensions que le petit papier à 1,20 ou la demi-feuille à 0,60. Ne pourront être admis en taxe que les actes qui satisferont à ces conditions.

1. *Journal officiel* du 25.

CHAPITRE IV

BULLETINS DU CASIER JUDICIAIRE

L'institution du casier judiciaire, prescrite par une circulaire du ministre de la Justice en date du 6 novembre 1850, a été consacrée par une loi du 5 août 1899; cette loi a elle-même été complétée par un Règlement d'Administration Publique du 12 décembre 1899 et enfin modifiée par une seconde loi du 11 juillet 1900 (Instr. 3021).

Actuellement le casier judiciaire se compose de bulletins dits bulletins n° 1, sur lesquels ont été relatés les décisions ou arrêts qui doivent y figurer aux termes de l'article premier de la loi. Ces bulletins, dressés par les greffiers de la juridiction qui a statué, ou, dans certains cas spéciaux, par les fonctionnaires que le décret réglementaire a chargés de ce soin, sont centralisés et classés au greffe de chaque tribunal de première instance, pour les individus nés dans la circonscription du tribunal, et au casier ju-

diciaire central, institué au Ministère de la Justice, pour les personnes nées à l'étranger, dans les colonies, ou dont l'acte de naissance n'est pas retrouvé. Le relevé intégral des bulletins n° 1 concernant la même personne, porté, sous les réserves spécifiées, sur un bulletin appelé bulletin n° 2, est délivré, sous cette forme, aux magistrats du parquet et de l'instruction, au préfet de police, aux présidents des tribunaux de commerce pour être joint aux procédures de faillite et de liquidation judiciaire, aux autorités militaires et maritimes pour les appelés des classes et de l'inscription maritime, ainsi que pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement, et aux sociétés de patronage reconnues d'utilité publique ou spécialement autorisées à cet effet (pour les personnes assistées par elles).

Le bulletin n° 2 est aussi délivré au juge de paix qui le réclame pour le jugement d'une contestation en matière d'inscription sur les listes électorales. Il l'est également aux administrations publiques de l'État saisies de demandes d'emploi public, de propositions relatives à des distinctions honorifiques ou de soumission pour des adjudications de travaux ou de marchés publics, ou en vue de poursuites disciplinaires, ou de l'ouverture d'une école privée conformément à la loi du 30 octobre 1886.

Les bulletins n° 2, qui ne sont jamais délivrés dans un intérêt particulier, sont exempts de timbre et

d'enregistrement, comme les bulletins n° 1 (1). Il en est nécessairement de même des duplicata de bulletins n° 1 prévus par l'article 5 de la loi du 11 juillet 1900 et qui sont délivrés : 1° aux autorités militaires ou maritimes, en cas de condamnation, faillite, liquidation judiciaire ou destitution d'un officier ministériel, prononcées contre un individu soumis à l'obligation du service militaire ou maritime ; 2° aux autorités administratives en cas de décision entraînant la privation des droits électoraux.

Un bulletin n° 3, porte l'article 6 de la loi, peut être réclamé par la personne qui le concerne, il ne doit dans aucun cas être délivré à un tiers. Ce bulletin n° 3 est dispensé du timbre, mais soumis à l'enregistrement au droit de 0 fr. 20 en vertu de l'article 5 de la loi de 1892 concernant les bulletins délivrés aux particuliers (Inst. n° 2816) (2). Le bulletin n° 3 ne peut être réclamé que par lettre signée de la personne qui le concerne et précisant l'état-civil de celle-ci. Si cette personne ne sait ou ne peut signer, cette impossibilité est constatée par le maire ou le commissaire de police qui atteste, en même temps, que la demande est faite sur l'initiative de l'intéressé.

1. Cf. art. 12 et 13 du décret.

2. Les dispositions de l'article 5 de la loi du 26 janvier 1892 qui visent le bulletin n° 2 ne concernent plus par suite des lois des 5 août 1899 et 11 juillet 1900 que le bulletin n° 3, qui, seul, aujourd'hui, est délivré aux particuliers.

Les demandes de bulletin n° 3, ainsi que les constatations et attestations du maire, ou du commissaire de police, sans lesquelles ces demandes ne seraient pas complètes quand l'intéressé ne sait ou ne peut signer, sont affranchies du timbre en vertu de l'article 37 de la loi du 28 avril 1893 (1).

1. Inst. 2838, § 3.

CHAPITRE V

DÉGRÈVEMENT DES EXPLOITS ET DES ACTES EXTRA-JUDICIAIRES.

Dans son acception la plus générale, le mot exploit s'entend des actes du ministère des huissiers, tels que citations, assignations, commandements, sommations, significations, notifications, procès-verbaux de saisie. D'ailleurs, la loi attribue dans certains cas la capacité d'instrumenter à d'autres personnes que les huissiers. Les notaires ont cette faculté dans les hypothèses prévues par les articles 154 et 176 du Code civil ; la même prérogative appartient aux agents des douanes et des contributions indirectes, aux porteurs de contraintes, etc.

La loi de 1892 a employé constamment le terme « exploit » à l'exclusion du terme « acte extra-judiciaire », expression générique qui s'applique à tous les actes des officiers ministériels ayant le pouvoir de verbaliser. La terminologie de la loi fiscale est donc plus large, à cet égard, que le langage juridique.

En procédure en effet, le mot « acte extra-judiciaire » a un sens limité et ne s'applique qu'aux actes d'huissier qui ne tendent pas à conduire les parties devant le juge, de sorte que cette qualification, en procédure, ne s'étend pas à l'exploit d'ajournement (1). La signification fiscale de ce mot est donc plus large ici qu'en droit commun.

Quelles sont les réformes qui ont été apportées dans cette matière par les lois de 1892 et de 1893 ?

§ I. — JUSTICE DE PAIX. — L'article 5 de la loi du 19 juillet 1845 avait soumis au droit de 1 fr. 50, en principal, les exploits relatifs aux procédures en matière civile devant les juges de paix, jusques et y compris les significations des jugements définitifs. Ce droit fut élevé à 2 fr. 25 par l'article 2 de la loi du 19 février 1874. La loi du 26 janvier 1892 ramène ce tarif à 1 franc (art. 6). Aucune modification n'a été apportée à ce tarif réduit par la loi du 28 avril 1893. Le nouveau texte est la reproduction presque intégrale de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1845.

Le texte parle des exploits relatifs aux *procédures*. Il y a eu, à cet égard, un incident dans les travaux préparatoires. Au cours de la discussion devant le Sénat, il avait été entendu que le mot « procédure » serait remplacé par le terme « instance » qui

1. DEMANTE, *Principes de l'Enregistrement*, 4^e édition, n° 17, note 4.

précisait mieux le sens de l'article, mais, par suite d'une inadvertance, la Commission de la Chambre a repris l'expression « procédure » et celle-ci est restée dans le texte définitivement promulgué au *Journal officiel* du 27 janvier 1892. L'insertion faite dans ce document devant être tenue comme exacte, il n'y a lieu de considérer comme bénéficiant de la réduction à 1 franc que les exploits relatifs à une procédure civile devant le juge de paix, alors même que cette procédure ne constituerait pas une instance. Ainsi la citation en conciliation profite incontestablement du tarif réduit de 1 franc. Assurément elle ne saurait être considérée comme une instance, puisqu'elle a, au contraire, pour but de prévenir cette instance (1). Mais elle n'en est pas moins une procédure dans le sens large admis par l'article 6 de la loi de 1892. Il en serait de même en ce qui concerne la citation pour comparaître devant un juge de paix commis par le tribunal.

Par analogie de motifs, les citations en vue de la convocation d'un conseil de famille bénéficient du nouveau tarif de 1 franc. En effet, d'après l'article 414 du Code civil, le juge de paix peut ajourner ou proroger l'assemblée et, d'après l'article 413, il a le pouvoir de condamner à l'amende un parent

1. BOITARD, *Leçons de Procédure*, revues par GLASSON, t. I, n° 113 et 1191.

convoqué, qui, sans excuse valable, ne comparait pas. C'est donc en vertu d'une juridiction tutélaire ou gracieuse que ce magistrat concourt aux actes dont il s'agit. Les citations signifiées pour comparaître devant lui en cette matière constituent, par suite, des actes de procédure devant le juge de paix.

Si les parties, d'un accord commun, prorogeaient la compétence du juge de paix, la signification du jugement intervenu dans ces conditions bénéficierait également du tarif de 1 franc établi par la loi de 1892.

Relativement aux significations de jugement portant commandement, l'exploit ne profiterait de la réduction de tarif qu'autant que cette signification serait le premier acte tendant à faire acquérir à la décision l'autorité de la chose jugée. Quant au commandement préalable à la saisie ou à un acte d'exécution, il resterait soumis au tarif ordinaire de 3 francs, réduit à 2 francs par l'article 22 de la loi de 1893. Toutefois, si l'exécution du jugement faisait naître une nouvelle instance en justice de paix, les exploits relatifs à cet incident devraient être enregistrés au droit fixe de 1 franc conformément à l'article 6 de la loi de 1892.

Mais, quelle que soit la compréhension de l'expression « procédure », il n'est pas douteux que les exploits qui n'offrent pas un lien intime avec une procédure devant la justice de paix restent en dehors des tarifs de faveur de la loi de 1892 et continuent à

être soumis au tarif ordinaire de 2 francs (1) : on doit ranger dans cette catégorie les oppositions aux scellés par exploit signifié au greffier du juge de paix et la sommation d'assister à la levée des scellés faite au conjoint survivant, aux présomptifs héritiers, à l'exécuteur testamentaire, aux légataires universels ou à titre universel, et aux opposants. Comme, en pareil cas, le magistrat cantonal ne remplit pas le rôle de juge, il serait difficile d'assimiler les exploits de cette catégorie à des actes de procédure.

§ 2. — PROCÉDURES DEVANT LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE, COURS D'APPEL ET AUTRES JURIDICTIONS. — L'article 7, § 1 de la loi de 1892, et l'article 8 de la même loi avaient réduit d'un tiers le droit d'enregistrement des exploits concernant : 1° les instances suivies en matière civile ou commerciale devant les Conseils de prud'hommes, les tribunaux de première instance et les Cours d'appel, depuis l'exploit introductif d'instance inclusivement, jusques et y compris la signification à partie des jugements et arrêts ; 2° les procédures de contribution et d'ordre judiciaire. Le dégrèvement ainsi opéré ne s'appliquait pas à la généralité des actes judiciaires. Il ne concernait que les exploits relatifs à une instance en matière civile ou commerciale commencée depuis le 1^{er} juillet 1892. D'autre part la perception du tarif

1. Loi du 19 février 1874, art. 2.

réduit était circonscrite entre l'exploit introductif d'instance et la signification du jugement définitif. Tous les exploits antérieurs à l'assignation continuaient à supporter la surtaxe édictée par l'article 2 de la loi du 19 février 1874 (3 fr.).

Cette dualité de tarifs a été supprimée par la loi de 1893, qui a effacé toutes les distinctions auxquelles étaient subordonnés les dégrèvements concédés par la loi de 1892. Le même régime libéral est désormais accordé à tous les actes extra-judiciaires et le tarif de 2 francs se substitue à celui de 3 francs pour tous les exploits des procédures devant les tribunaux civils, y compris ceux qui précèdent l'acte introductif d'instance et ceux qui suivent la signification du jugement. L'atténuation de tarif, embrassant *lato sensu* tous les actes extra-judiciaires, concerne même les procès-verbaux de contravention ou de délit. Le nouveau tarif réduit s'applique encore aux exploits qui n'ont trait à aucune instance ou procédure, tels que sommations, procès-verbaux de saisie-exécution, etc.

Si l'on veut résumer le résultat produit par les lois de 1892 et de 1893, pour tous les actes extra-judiciaires, on aboutit aux constatations consignées dans le tableau suivant :

I. — Sont soumis au droit de 0 fr. 50 (1) les assigna-

1. Loi de 1893, art 22.

tions et tous autres exploits devant les prud'hommes, sans qu'il y ait à distinguer entre les attributions conciliatrices ou contentieuses de cette juridiction. D'ailleurs la loi de 1892 ne déroge pas aux dispositions antérieures qui admettent au bénéfice de l'enregistrement et du visa pour timbre en débet les actes de procédure, les jugements et les actes nécessaires à leur exécution, dans les contestations entre patrons et ouvriers, devant les conseils de prud'hommes (1). De plus, d'après une décision ministérielle du 20 juin 1809 (2), les citations, procès-verbaux, jugements et autres actes devant les conseils de prud'hommes doivent être enregistrés gratis, toutes les fois que la somme formant l'objet du différend n'excède pas 25 francs, le taux a été abaissé à 20 francs par la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes (art. 40).

II. — Le tarif de 1 franc gouverne les actes suivants : les exploits relatifs aux procédures devant les juges de paix, les actes de poursuites et exploits, tant en action qu'en défense, ayant pour objet, soit le recouvrement des contributions publiques, et de toutes autres sommes dues à l'État, ainsi que des contributions locales, soit le recouvrement des sommes dues pour mois de nourrice, lorsqu'il s'agit de

1. Loi du 7 août 1850, art. 1 à 4.

2. Inst. 437 et 1796 § 11.

cotes, droits et créances excédant 100 francs (1). Lorsque la créance du Trésor est inférieure à 100 francs, la formalité peut être donnée gratis, mais le timbre demeure exigible. Le bénéfice de l'enregistrement gratis s'applique aux exploits tendant au recouvrement des fermages, prix de vente de domaines, rentes, frais de justice, amendes, et de toutes sommes dues à l'État à quelque titre que ce soit. En matière de contributions directes, si le contribuable se libère dans les quatre jours de l'acte de poursuite, cet acte est enregistré gratis, quel que soit le montant de la cote. L'Administration autorise même la restitution du droit, lorsque la libération a lieu après l'enregistrement de l'exploit (2).

Le droit de 1 franc s'applique encore aux exploits en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police (3), et aux protêts et dénunciations de protêts (même texte).

III. — Sont soumis au droit de 2 francs les sommations, commandements, oppositions, procès-verbaux, notifications, dénunciations, offres ne formant pas titre (4).

1. Lois de frimaire, art. 68, § 1, n° 30 ; 19 février 1874, art. 2 ; 26 janvier 1892, art. 7 ; 28 avril 1893, art. 22.

2. Décision du Ministre des Finances, 26 déc. 1834, Inst. 1475.

3. Art. 22 de la loi de 1893.

4. Art. 22 de la loi de 1893.

IV. — Le droit de 3 francs régit les exploits et autres actes du ministère des huissiers relatifs aux procédures devant les cours d'appel jusques et y compris la signification des arrêts définitifs, excepté les déclarations d'appel et les significations d'avoué à avoué (1) et les significations d'avocat à avocat, dans les instances à la Cour de cassation et au Conseil d'État (2).

V. — C'est au droit fixe de 5 francs que sont tarifés les appels de jugement de justice de paix en matière civile (3). Dans les cas exceptionnels où l'appel peut être interjeté autrement que par un exploit signifié et où il est valablement formé par une déclaration devant notaire, signifiée par exploit d'huissier, avec assignation à comparaître devant le juge de l'appel (Fuzier-Herman, *Rép. Gén. du Droit français*, v^o *Appel*, n^o 2374), et aussi dans les cas prévus par les articles 377 et 392 du Code de procédure, qui autorisent l'appel interjeté par acte au greffe (4), le régime fiscal applicable n'est pas plus rigoureux que celui des appels formés par exploit et le tarif de 5 francs ne cesse pas d'être en vigueur. Rappelons toutefois que, lorsque l'appel résulte d'une déclaration notariée, il est dû au Trésor, indépendamment du droit

1. Loi de 1892, article 7.

2. Loi de 1893, article 22.

3. Loi de 1892, article 7.

4. *Pandectes françaises*, v^o *Appel*, n^o 364

de 5 ou de 10 francs, applicable à cette déclaration (selon qu'il s'agit d'un appel de jugement de paix ou de l'appel d'une décision de première instance), un droit de 2 francs sur l'exploit de signification (1).

Enfin le tarif de 5 francs gouverne les exploits et autres actes des huissiers dans les procédures devant la Cour de cassation et le Conseil d'État, y compris les significations des arrêts définitifs. En conséquence le droit de 5 francs serait perçu sur l'exploit de signification d'un arrêt d'admission de la Chambre des Requêtes et d'une ordonnance de soit-communi-qué (2).

VI. — C'est le droit de 10 francs qui doit être perçu sur les appels des jugements des tribunaux civils, de commerce ou d'arbitrage (3). Le tarif de 10 francs s'applique également aux cas où l'appel est formé par une déclaration notariée ou par acte au greffe. Quant à l'appel-incident par acte d'avoué à avoué, il est exempt de timbre et d'enregistrement en vertu de l'article 5 de la loi de 1892.

VII. — C'est au droit de 25 francs que sont tarifés les recours devant le Conseil d'État ou la Cour de cassation (4). Quant aux actes de recours en matière de contribution directe contre les arrêtés des conseils

1. *Journal de l'Enregistrement*, 3543.

2. *Inst.*, 2132, § 1.

3. Loi de 1892, article 7.

4. Loi de 1893, article 22.

de préfecture, ils ne sont soumis qu'au droit de timbre (1). Ajoutons que, lorsque la somme réclamée n'excède pas 100 francs, les actes de recours, dans les instances relatives aux autres contributions publiques, doivent être enregistrés gratis (2).

Pour terminer cette énumération, rappelons que les exploits relatifs aux instances des tribunaux civils ou des tribunaux commerciaux doivent être enregistrés au droit de 2 francs. Quant aux exploits relatifs aux procédures devant la Cour d'appel en matière civile ou commerciale, le droit se trouve réduit à 3 francs par suite des dispositions combinées des lois de 1892 et de 1893.

Relativement à la procédure de référé, qui est un recours, devant le président du tribunal civil, ayant pour but d'amener une décision provisoire et rapide sur les difficultés relatives aux affaires urgentes et à l'exécution des titres exécutoires, tous les exploits qui font partie intégrante de cette procédure spéciale, notamment la réassignation du défendeur défaillant, la signification d'ordonnance de référé, l'assignation en référé, ne sont passibles que d'une taxe de 2 francs, s'il s'agit d'un référé introduit devant le président du tribunal civil (3) ou du tribunal de commerce (4). Mais

1. Loi du 21 avril 1832, article 30 et *D. M. F.* du 20 nov. 1835.

2. Loi du 16 juin 1824, article 6.

3. Code de procédure, article 807.

4. Articles 106, 449, 492, C. com.

c'est le droit de 1 franc qui doit être perçu lorsque le référé est, par exception, de la compétence du juge de paix (1). Toutefois, il résulte du silence de l'article 17 de la loi de 1892 que l'atténuation du droit se restreint aux exploits, et ne concerne pas les ordonnances de référé, lesquelles demeurent assujetties au droit de 4 fr. 50, lorsqu'elles émanent du président du tribunal, et au droit de 1 fr. 50 si elles sont rendues par le juge de paix (2).

1. Code de procédure, articles 594 et 721.

2. Sol., 20 août 1892, R. E., n° 229, *Rép. Pér.*, n° 7981.

CHAPITRE VI

ORDRES, CONTRIBUTIONS ET VENTES JUDICIAIRES

La loi de 1892 assujettit au droit proportionnel les ordres amiables et judiciaires des distributions de prix réglées à l'audience, conformément à l'article 773 du Code de procédure, et les contributions judiciaires. Ce droit, qui est exigible sur le montant des sommes mises en distribution, est fixé à 0 fr. 75 0/0 pour les ordres amiables et à 1 franc 0/0 pour les ordres judiciaires, les contributions de même nature et les distributions de prix réglées à l'audience. En outre l'article 8 de la loi de 1892 réduit d'un tiers le droit d'enregistrement des exploits relatifs aux procédures d'ordre, de contribution et de vente judiciaire.

Mais, avant la loi de 1893, l'exonération accordée par ce texte était subordonnée à d'assez nombreuses distinctions en matière d'ordre et de contribution ; le nouveau tarif de 2 francs se restreignait aux ex-

ploits qui intervenaient depuis l'ordonnance d'ouverture de l'ordre jusqu'à la délivrance des mandements ou bordereaux de collocation. En ce qui concerne les ventes judiciaires, le dégrèvement ne s'étendait pas : 1° En matière de vente sur saisie immobilière, aux exploits antérieurs au procès-verbal de saisie (notamment au commandement au débiteur et à la sommation au tiers-détenteur de payer ou de délaisser) ; 2° en cas de vente judiciaire volontaire, aux exploits pouvant précéder l'assignation ou la requête tendant à obtenir la permission de vente ; 3° à tous les exploits antérieurs à la réquisition de surenchère du dixième sur aliénation volontaire ; 4° aux exploits relatifs aux ventes publiques de meubles faites après saisie-exécution ou par suite de saisie-brandon, ces sortes de ventes ne constituant pas des adjudications judiciaires au sens strict du mot ; 5° aux exploits auxquels peuvent donner lieu les ventes, publiques et en détail, de marchandises neuves et les ventes publiques de marchandises après cessation de commerce.

La loi de 1893 a supprimé toutes ces restrictions. Elle a généralisé la réforme de 1892 et étendu la réduction du tiers du tarif à tous les actes extra-judiciaires que la loi de 1892 avait laissés en dehors de son application. Désormais, sans distinguer entre les exploits qui précèdent et ceux qui suivent l'acte initial de la procédure d'ordre ou de vente judiciaire,

entre ceux qui ont trait à une vente judiciaire proprement dite et ceux qui se réfèrent à une vente publique n'offrant pas le caractère d'une adjudication en justice, le tarif des exploits est uniformément de 2 francs. C'est donc le droit de 2 francs qui s'applique aux procès-verbaux d'apposition de placards dressés par les huissiers en matière de saisie immobilière (4). Toutefois les actes rédigés par les notaires à l'occasion des ventes judiciaires renvoyées devant eux par un tribunal, ne bénéficient pas de la réduction de tarif prévue par l'article 8, car ils ne sauraient être assimilés à des exploits et la réforme ne concerne que les exploits.

D'autre part, aux termes de l'article 9 de la loi de 1892, l'acte de produit (acte d'avoué qu'accompagnent des pièces ou titres produits en matière d'ordre ou de contribution judiciaire) n'est assujéti qu'à un droit fixe de 0 fr. 50 qui représente le tiers du tarif antérieur (1 fr. 50). L'application du nouveau tarif est indépendante de la forme de l'acte de produit; peu importe que la production ait lieu par voie de requête au juge-commissaire ou par simple acte d'avoué. Mais l'avoué, rédacteur de l'acte de produit, demeure responsable des droits et amendes d'enregistrement qui peuvent être exigibles sur les titres servant de

1. *J. off.*, 15 décembre 1892. *Débats Parlementaires* p. 2654, colonne 2.

base à la production et qui ont été énoncés dans l'acte de produit ou même simplement annexés à ces actes (1). Les agents de l'Administration élèvent fréquemment à ce sujet des réclamations, lors de la vérification des dossiers des ordres qui restent déposés au greffe.

Une restriction importante a été apportée par la loi de 1893 à la règle de la pluralité des droits en notre matière. L'article 68, § 1, n° 30 de la loi de frimaire portait que les exploits sont passibles d'un droit distinct d'enregistrement pour chaque demandeur ou défendeur en quelque nombre qu'ils soient, s'ils ne sont pas co-intéressés ou solidaires; en pareil cas, le nombre des droits fixes à percevoir était égal à celui des demandeurs multiplié par celui des défendeurs.

Une semblable règle aboutissait, en matière de purge hypothécaire, à des résultats fort rigoureux. Il était de jurisprudence que la qualité de co-intéressés n'appartenait, ni aux acquéreurs non solidaires qui se réunissent en vue de la purge, ni aux créanciers inscrits à qui ils doivent notifier leurs titres d'acquisitions (2). Par suite, les notifications à fin de purge, bien que faites par un seul exploit, étaient

1. Lois de frimaire, articles 41 et 42 et du 16 juin 1824, article 11, § 22.

2. Cassation, 25 juin 1855, S. 56. I. 80, Instruction 2054, paragraphe 5.

passibles d'un nombre de droits fixes égal au produit du nombre des acquéreurs multiplié par celui des créanciers. Il y avait eu, sans doute, quelques fluctuations dans la jurisprudence; notamment, la Cour suprême avait admis que, lorsque plusieurs créanciers se réunissent pour faire, par un seul exploit, sommation de produire à un ordre, ces créanciers sont co-intéressés au sens de l'article 68 de la loi de frimaire et ne doivent, au point de vue de l'enregistrement, compter que pour une seule personne (1). Mais l'Administration avait répudié la doctrine de cet arrêt, et, depuis lors, il avait été décidé que, si la sommation de produire émane de plusieurs acquéreurs non solidaires d'un immeuble, l'exploit qui la formule donne ouverture à la pluralité des droits (2).

La règle contenue dans l'article 68 de la loi de frimaire engendrait les mêmes conséquences dans les procédures de saisie immobilière et de délaissement par hypothèque.

C'est cette règle draconienne que l'article 23 de la loi du 28 avril 1893 est venue expressément abolir. Un seul droit est dû désormais pour les exploits relatifs aux procédures de délaissement par hypothèque, de purge des hypothèques légales ou inscrites, de saisie immobilière, d'ordre et de contribution judiciaires, quel que soit le nombre des demandeurs

1. Req., 12 janvier 1869, S. 69. I. 276.

2. Epernay, 11 mai 1888, *J. E.* 23083.

et des défendeurs. Il n'y a plus, désormais, à rechercher si les demandeurs ou les défendeurs agissent ou non en tant que parties co-intéressées ou solidaires. On sait que l'ordre judiciaire a pour objet de régler le partage du prix d'une vente immobilière entre des créanciers privilégiés et hypothécaires, tandis que la contribution s'entend de la répartition faite au marc-le-franc, entre les créanciers, des deniers saisis-arrêtés sur le débiteur, ou du prix de la vente de ses meubles postérieure à une saisie-exécution.

Pour fixer l'étendue d'application de la loi nouvelle, il faut se reporter au procès-verbal ou à l'ordonnance du juge qui prescrivent la convocation des créanciers (1). Les dispositions de l'article 23 de la loi de 1893 sont acquises à tous les exploits qui interviennent depuis l'ordonnance d'ouverture jusqu'à la délivrance des mandements dans la contribution, ou des bordereaux de collocation dans l'ordre. Donc, quel que soit le nombre des parties requérantes ou défenderesses, la sommation de produire adressée aux créanciers(2), la dénonciation du règlement provisoire à la partie saisie, la dénonciation de l'ordonnance de clôture de l'ordre, la signification du mandement de collocation ne donnent ouverture qu'à

1. Articles 659 et 752. C. proc. civ.

2. Articles 659 et 753. C. proc. civ.

un seul droit fixe de 2 fr. 50, décimes compris. On doit remarquer, d'ailleurs, que, s'il y a de part et d'autre, avoué constitué, la sommation de produire et les autres actes de procédure ne se font pas par exploits signifiés à personne ou à domicile; il suffit, dans ce cas, d'un acte d'avoué à avoué (1); et alors, ce n'est pas seulement d'une réduction, c'est de l'exonération complète que bénéficient les actes dont il s'agit.

Au surplus, l'article 23 de la loi de 1893 n'établissant aucune distinction, le principe nouveau qu'il contient s'applique aux incidents de l'ordre ou de la contribution aussi bien qu'à la procédure principale. Dès lors, il n'y a pas de doute que l'acte prévu par l'article 777, et en vertu duquel, en cas d'aliénation autre que celle sur expropriation forcée et après accomplissement de la formalité de la purge, l'acquéreur, désirant obtenir la libération définitive de tout privilège par voie de consignation, est obligé de sommer le vendeur de lui rapporter dans la quinzaine mainlevée des inscriptions existantes, doit profiter de la réduction édictée par l'article 23 de la loi de 1893, lorsqu'il émane de plusieurs acquéreurs non solidaires. Sans doute, cet exploit est antérieur à l'ouverture de l'ordre, mais il n'en constitue pas moins

1. ROUSSEAU ET LAISNEY, *Dictionnaire de procédure*, v^o *Ordre*, n^{os} 109 et 379.

une formalité préalable à cette procédure; c'est un motif suffisant pour que l'article 23 lui soit applicable. Du même coup, l'article 23 abroge le principe posé par l'arrêt précité du 25 juin 1855, et il n'y a plus lieu de compter que pour une seule personne les demandeurs et les défendeurs, même non solidaires, dans les exploits relatifs à la procédure de purge hypothécaire, sans distinguer suivant qu'il s'agit de la purge des hypothèques légales ou de la purge des hypothèques inscrites. La pluralité des droits devient complètement étrangère aux exploits concernant la purge, par exemple aux notifications prescrites par les articles 2183 et 2184. La même observation s'applique au délaissement, qui est une procédure par laquelle le tiers détenteur évite que la poursuite en expropriation ne soit dirigée ou continuée contre lui. Le délaissement s'accomplit par un acte au greffe du tribunal civil, notifié ensuite aux créanciers poursuivants, avec sommation de se présenter à l'audience pour en voir donner acte (1). Profitent également de la dispense résultant de l'article 23 : le commandement préalable à la saisie, la dénonciation de la saisie immobilière, la sommation de prendre communication du cahier des charges. Quel que soit le nombre des demandeurs et des défendeurs pour les exploits

1. Cf. BEUDANT, *Cours de droit civil. les sûretés personnelles et réelles*, t. II, p. 405.

quelconques qui peuvent intervenir au cours de cette procédure et à l'occasion des incidents de surenchère ou de folle-enchère, il n'est jamais dû qu'un seul droit pour les exploits qui sont signifiés à parties. Quant aux notifications d'avoué à avoué, en vertu de l'article 5 de la loi de 1892, elles échappent à toute perception.

L'abrogation de la règle de la pluralité des droits prononcée par l'article 23 de la loi de 1893 n'a été expressément édictée qu'en faveur des exploits; mais il est conforme à l'esprit de la loi d'admettre au bénéfice du même dégrèvement tous les actes, autres que les exploits, qui interviennent au cours d'une des procédures énumérées par la loi de 1893, à la condition que les actes extrajudiciaires dont il s'agit offrent une connexité avec l'instruction de l'instance. C'est ainsi qu'un seul droit doit être désormais perçu sur le dépôt, fait au greffe en vue de la purge, de la copie collationnée d'un procès-verbal d'adjudication consenti au profit de plusieurs acquéreurs non solidaires (1).

En terminant, il convient de bien remarquer que la loi de 1893 s'est bornée à supprimer le principe de la pluralité des droits d'après le nombre des parties, sans mettre aucunement obstacle à ce que les exploits contenant plusieurs dispositions indépendantes soient, de ce chef, assujettis à plusieurs droits.

1. Inst. 2838.

CHAPITRE VII

FAILLITES ET LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

L'article 10 de la loi de 1892 affranchit de la formalité du timbre et de l'enregistrement certains actes limitativement désignés, rédigés en exécution des lois relatives aux faillites et liquidations judiciaires : les déclarations de cessation de paiement, les bilans, les dépôts de bilans, les affiches et certificats d'insertion relatifs à la déclaration de faillite ou aux convocations de créanciers ; les actes de dépôts des inventaires, des transactions et autres actes ; les procès-verbaux d'assemblées, de dires, d'observations et délibérations de créanciers ; les états des créanciers présumés ; les actes de produits, les requêtes adressées aux juges commissaires ; les ordonnances et décisions de ces magistrats ; les rapports et comptes des syndics ; les états de répartition ; les procès verbaux de vérification et d'affirmation de créances ; les concordats et les attermoiements.

Cette immunité d'impôt est absolue et sans réserve ;

mais, comme toute exception, elle doit être strictement interprétée. Elle se restreint aux actes ci-dessus visés relatifs aux faillites et aux liquidations judiciaires, elle demeure étrangère aux cas qui n'ont pas été spécialement prévus par la loi de 1892.

L'interprétation de l'article 10 a, d'ailleurs, suscité certaines difficultés.

On sait que la faillite est prononcée, soit sur la déclaration de cessation des paiements faite par le failli et accompagnée du dépôt du bilan, soit sur la poursuite des créanciers, soit même d'office par le tribunal (1). Il est certain que le dégrèvement prononcé par l'article 10 s'applique à l'acte passé au greffe pour constater la déclaration de cessation des paiements du failli et le dépôt du bilan. La même immunité s'étend à la requête qui doit être présentée par le débiteur désireux de bénéficier de la liquidation judiciaire (2). Cette requête, devant contenir notamment la date de la cessation des paiements, rentre manifestement dans les prévisions du texte ; mais l'exonération d'impôt prévue par ce texte ne peut plus être invoquée en faveur de l'assignation en déclaration de faillite signifiée à la requête d'un créancier. Cet acte, bien qu'ayant pour objet, comme la déclaration de cessation des paiements, d'ouvrir

1. THALLER, *Traité de droit commercial*, nos 1745 et s.

2. Article 21, loi du 4 mars 1889.

la procédure de la faillite, ne saurait être envisagé comme compris dans l'énumération de l'article 10, lequel vise uniquement les actes portant déclaration, c'est-à-dire les actes émanés du débiteur failli.

Le jugement déclaratif de faillite et celui qui fixe la date de la cessation des paiements sont affichés et insérés par les soins du syndic dans les journaux désignés à cet effet (1). Il en est de même du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire (2). Enfin, les convocations de créanciers du failli ou du débiteur liquidé se font également au moyen d'insertions dans les journaux (3). Les insertions prévues par ces textes sont constatées par un certificat d'imprimeur qui, autrefois passible du timbre et du droit d'enregistrement de 1 fr. 50, ne donne plus lieu désormais à aucune taxe. Une décision ministérielle du 15 mars 1814 (4) avait déjà admis la même solution pour les affiches du jugement déclaratif.

Mais des difficultés se sont élevées au sujet des procès-verbaux ou certificats dressés par les greffiers et constatant l'apposition au tableau de l'auditoire du tribunal des extraits de jugement déclaratif de faillite ou d'ouverture de la liquidation judiciaire.

1. Article 442, Code de commerce.

2. Article 4, loi du 4 mars 1889.

3. Articles 492, 504, 522, Code de commerce ; loi 4 mars 1889, articles 9, 12, 13 et 14.

4. *J. E.*, 4759 et 4852.

L'Administration a d'abord soutenu que ces procès-verbaux d'affichage, n'étant pas compris dans l'énumération de l'article 10, demeurent assujettis au droit de timbre et d'enregistrement (1). Mais la jurisprudence a adopté une autre opinion ; elle est d'avis que ces actes sont affranchis de tous droits de timbre et d'enregistrement en vertu de l'article 10 de la loi de 1892. On peut consulter en ce sens un jugement du tribunal de Prades, du 6 juin 1894 (2), contre lequel l'Administration a renoncé à se pourvoir en cassation. De même, les affiches apposées en vertu de l'article 442 du Code de commerce pour annoncer la mise en vente des meubles du failli ou des immeubles dépendant de la faillite, restent soumis au timbre (3). Quant aux procès-verbaux d'apposition et de levée des scellés, et à l'inventaire des biens du failli au greffe du tribunal de commerce, ils sont exclus de la dispense et demeurent soumis au droit fixe de 3 francs, quel que soit le nombre des vacations (4). Il ne serait dû qu'un seul droit de 3 francs dans le cas où l'inventaire et la levée des scellés seraient faits simultanément par un même procès-verbal (5).

1. Sol., 20 septembre 1892, *R. E.*, 229.

2. *R. E.*, article 1007.

3. *Traité alphabétique*, v^o *Faillite*, n^o 15.

4. Sol. 16 juil. 1892, *R. E.*, 225.

5. *D. M. F.* du 27 octobre 1812, *J. E.*, 4340.

Mais il ne saurait être question d'accorder le bénéfice de l'article 10 à la sommation au failli d'avoir à assister à la levée des scellés. C'est au droit ordinaire qu'est enregistré cet exploit. L'inventaire, étant dressé par les syndics, c'est-à-dire par des personnes qui n'ont pas la qualité d'officiers ministériels, n'est pas soumis à l'enregistrement dans le délai de vingt jours; il suffit que la formalité lui soit donnée avant le dépôt au greffe.

L'article 10 et l'immunité qu'il proclame s'appliquent à tous les actes constatant le dépôt au greffe des transactions conclues avec les créanciers du failli et celui des titres, actes et documents qui sont remis au greffier par les syndics. Aux termes de l'article 491 du Code de commerce, la remise par les créanciers de leurs titres au greffe, avec un bordereau indicatif des sommes par eux réclamées, n'est plus passible du timbre, puisque l'article 10 exempte de toute formalité les actes de produit en matière de faillite. Les procès-verbaux de vérification et d'affirmation des créances, qui étaient jadis enregistrés au droit de 1 fr. 50, sont désormais exonérés du timbre et de l'enregistrement par la loi de 1892. Dès lors disparaissent les deux droits de 4 fr. 50 auxquels étaient soumises les vérifications et affirmations de créances; même, en ce qui concerne le récépissé délivré par le greffier aux officiers ministériels qui lui remet-

tent leurs titres (1), la dispense prononcée par l'article 10 lui est applicable. Une solution analogue doit être donnée au sujet du récépissé prévu par l'article 11 de la loi du 4 mars 1889.

L'article 10 affranchit, en outre, des formalités d'enregistrement et de timbre les procès-verbaux d'assemblées, de dires, d'observations et de délibérations de créanciers. Parmi les procès-verbaux qui profitent de cette dispense, on peut mentionner le procès-verbal de consultation des créanciers sur le maintien du syndic provisoire (2) ou sur le remplacement des syndics au cas de résolution du concordat ou d'union (3) et le procès-verbal de l'Assemblée des créanciers accordant ou refusant le concordat au failli (4). Sont également exonérées des droits d'enregistrement et de timbre les requêtes adressées au juge commissaire ainsi que les ordonnances et décisions rendues par ce magistrat en matière de faillite ou de liquidation judiciaire.

Ainsi l'exemption est acquise à l'ordonnance sur requête qui dispense le syndic provisoire de faire apposer les scellés, à celle qui autorise l'un des syndics à faire séparément certains actes d'administration, à celle qui permet la vente des objets sujets à

1. Article 491 du Code de commerce.

2. Art. 462 C. com.

3. Art. 524 et 529 C. com.

4. Art. 506 C. com.

dépérissement, à celle qui autorise la cession amiable des marchandises ou qui permet au syndic de continuer l'exploitation du fonds de commerce du failli, à celle qui admet le failli à comparaître par fondé de pouvoirs à la clôture de ses livres par le syndic ; à celle qui fixe la somme à prélever mensuellement sur l'actif en faveur du failli et de sa famille, à titre de secours alimentaire ; à celle qui détermine les conditions de rémunération du travail du failli (1), ou les honoraires des syndics, si ces honoraires étaient fixés par un jugement ; à celle qui autorise le syndic à transiger ; à celle qui prescrit l'apport des livres d'un créancier ou un compulsoire ; à celle qui autorise le syndic à procéder à la vente d'un immeuble avant l'union, ou d'un immeuble appartenant à l'union. Profite également de l'exemption l'acte émanant du juge-commissaire, constatant que le syndic a accepté les fonctions qui lui ont été confiées et qu'il a prêté serment en cette qualité.

Quant aux rapports des juges commissaires en matière de faillite, la nouvelle loi n'a pas eu à les dégrever, attendu que, depuis longtemps, ces rapports sont considérés comme de simples notes exemptes de timbre et d'enregistrement (2).

En résumé, l'immunité établie en 1892 concerne

1. Art. 488 C. com.

2. *D. M. F.* du 10 mai 1832. Inst. 1410, § 7.

toutes les décisions du juge-commissaire, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre celles qui sont rendues à la requête des intéressés et les décisions prises en dehors de toute demande (1).

L'immunité d'impôt s'applique à la production du titre d'une créance, dans les conditions que nous avons précisées *supra*. L'Administration, usant du même esprit de modération, reconnaît que les jugements prononçant l'admission à la faillite d'une créance rejetée par le juge commissaire ne comporte pas la perception du droit proportionnel. Le motif de la perception du seul droit fixe, c'est qu'un jugement de cette nature n'a réellement pour but qu'une vérification et affirmation de créance ; il ne produit que des effets provisoires, c'est-à-dire l'admission du créancier à la faillite et, en l'état, il paraît devoir être exempt du droit proportionnel.

Nous arrivons ainsi aux jugements rendus par le tribunal de commerce en matière de faillite. Ici la dispense d'impôt octroyée par l'article 10 de la loi de 1892 aux ordonnances et décisions du juge commissaire reste étrangère aux décisions du tribunal consulaire, car elles ne sont pas comprises dans l'énumération du texte précité. Dès lors, les divers jugements rendus en matière de faillite, à commencer par le jugement déclaratif, demeurent passibles du

1. Sol. 15 mars 1893, *Répertoire périodique*, 8098.

droit d'enregistrement et de timbre. Ainsi, ces droits continuent d'être exigibles sur le jugement qui fixe la date de la cessation des paiements, sur les jugements relatifs à la nomination ou au remplacement du juge commissaire, à la nomination ou à la révocation des syndics ; sur le jugement statuant sur les demandes de sauf-conduit ou de secours pour le failli et sa famille ; sur les jugements qui prononcent sursis au concordat, ou admission provisionnelle de créanciers contestés ; sur les jugements rendus sur les recours formés contre les ordonnances des juges commissaires (1). Il convient encore d'ajouter à cette liste le jugement par lequel le tribunal de commerce arbitre, en exécution de l'article 462 du Code de commerce, l'indemnité due au syndic, le jugement qui statue sur l'homologation d'une transaction ou sur celle d'un concordat ; les jugements rendus sur opposition au concordat ; ceux qui interviennent sur l'excusabilité du failli, etc.

La quotité du droit d'enregistrement a été modifiée en cette matière depuis la loi de 1892. Antérieurement à cette loi, les jugements dont il s'agit étaient assujettis au tarif de 4 fr. 50 ou 7 fr. 50 suivant qu'ils étaient rendus en dernier ou en premier ressort (2). Aujourd'hui, la distinction entre le premier et le der-

1. C. Com., art. 580 et 583.

2. Art. 44, n° 10 et art. 45, n° 5, de la loi de 1816.

nier ressort devient sans objet. La loi de 1892 place en effet sur la même ligne, relativement à la quotité du droit minimum, les jugements rendus en premier et en dernier ressort; les distinctions qu'elle établit reposent uniquement sur le caractère préparatoire ou définitif du jugement et sur la nature commerciale ou civile de l'instance. Le droit minimum sur les jugements interlocutoires ou préparatoires des tribunaux de commerce est de 4 fr. 50; il est de 5 fr. pour les jugements définitifs des mêmes tribunaux et des tribunaux civils statuant commercialement. Enfin il est de 10 francs pour les décisions des tribunaux de commerce portant débouté de demande. Comme jugement d'avant-dire-droit, soumis au droit de 4 fr. 50, on peut citer celui par lequel le tribunal saisi d'une demande en déclaration de faillite ordonne une expertise à l'effet de vérifier la valeur de l'actif du commerçant ou prescrit le dépôt de ses livres au tribunal de commerce. Le jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire et les autres décisions énumérées dans les articles 580 et 583 du Code de commerce constituent, au contraire, des jugements définitifs, passibles du droit fixe minimum de 5 francs (1).

Il ne faut pas perdre de vue, d'ailleurs, que : 1° à l'égard des décisions émanant, en matière de faillite, de la juridiction civile, par exemple homologation de

1. Loi de 1892, art. 17, n°s 2, 3 et 5.

transaction sur droits immobiliers (1), le droit minimum attaché au caractère définitif de la sentence n'est pas de 5 francs, mais de 7 fr. 50 ;

2° Les droits de 4 fr. 50, de 5 fr. ou de 7 fr. 50 applicables, suivant la juridiction, aux jugements en matière de faillite, ne constituent que des droits minima. Pour ceux de ces jugements qui sont passibles du droit proportionnel, c'est le droit de 1,25 0/0 qui doit être perçu, dès lors que le montant de ce droit excède le minimum de 4,50 ou de 5 francs (2).

Mais il n'est pas douteux qu'en matière de faillite, la perception du droit proportionnel des jugements se renferme dans des limites assez étroites : ce droit n'est pas exigible sur le jugement qui réduit le chiffre de la somme réclamée par un créancier de la faillite (3), sur le jugement qui homologue la transaction intervenue entre le syndic et les créanciers et fixant la somme à concurrence de laquelle ceux-ci seront admis au passif de la faillite. Il n'y a, en effet, ici, qu'une simple vérification de créance, au sujet de laquelle il ne saurait être question de percevoir l'impôt proportionnel (4). Toutefois, si la transaction avait pour objet de régler un véritable litige, le droit

1. DALLOZ. *Rép. Supplément*, v° *Faillite*, n° 101.

2. Loi de 1892, art. 16, § 5 et art. 17.

3. Cass., 20 juin 1826, Inst. 1200, § 8.

4. Cass., 1^{er} février 1865, S. 65.1.194.

commun reprendrait son empire, et la taxe proportionnelle serait exigible notamment sur une transaction intervenue entre le syndic, le failli et un créancier de celui-ci, pour maintenir au profit de ce créancier, nonobstant la nullité dont elle est entachée, une cession ou délégation qui ne lui a été consentie par le failli qu'à une date postérieure à la cessation des paiements (1).

D'une manière générale, la taxe proportionnelle s'étendrait aux jugements qui, au lieu de se borner à une simple vérification de créance, auraient pour but et pour effet de régler un litige indépendant de cette opération de vérification : ainsi la jurisprudence a reconnu fréquemment l'exigibilité du droit proportionnel sur des jugements prononçant des dommages et intérêts à la charge du failli (2). Le droit de 3 0.0 est alors exigible sur la somme allouée ; le droit proportionnel devrait encore être perçu sur les jugements, rendus en matière de faillite, qui auraient pour objet de fixer des dommages et intérêts dus par le failli pour la résiliation d'un marché (3).

Quelles sont les règles fiscales applicables aux concordats ou atermoiements ? Les concordats ou atermoiements après faillite bénéficient du dégrèvement

1. Seine, 31 déc. 1851, *J. E.* 15671-2.

2. Lyon, 30 octobre 1889. *J. E.* 23394 ; Seine, 9 mai 1890, *J. E.* 23402.

3. Seine, 9 mai 1890, *J. E.* 23402.

spécifié par l'article 10 de la loi de 1892, dès lors ils sont affranchis du droit de timbre et du droit d'enregistrement de 4 fr. 50 auquel ils étaient précédemment assujettis par les lois du 24 mai 1834, article 14 et du 28 février 1872, article 4.

Il convient d'examiner séparément le concordat simple, le concordat par abandon d'actif et le concordat amiable.

L'immunité s'applique, d'abord au concordat simple, c'est-à-dire au traité, conclu entre le failli et l'assemblée de ses créanciers, par lequel le failli est remis à la tête de ses affaires, moyennant l'engagement, pris par lui, de payer dans les délais déterminés, soit la totalité, soit plus généralement une quote-part de ses dettes (1). Le concordat peut ne contenir qu'une concession de délais ; mais, dans la pratique, il comporte ordinairement une remise partielle du passif. Il y a pour principal effet de mettre fin au dessaisissement qui est résulté du jugement déclaratif de faillite ; le failli reprend désormais la libre administration et disposition de son patrimoine ; d'autre part, à la différence de la remise de dette civile, qui n'oblige que ceux qui l'ont consentie, et aussi du concordat amiable, accordé à un commerçant avant le jugement déclaratif ou au cours de

1. DALLOZ, *Rép. Sup.*, v^o *Faillite*, n^o 939. — THALLER, *Traité*, n^o 2066.

l'union, le concordat dûment homologué est opposable indistinctement à tous les créanciers du failli antérieurs au vote de l'Assemblée générale. Tels sont les traits essentiels du concordat simple, qui est exonéré, en vertu de l'article 10 de la loi de 1892, des formalités du timbre et de l'enregistrement. Mais l'exemption d'impôt ne concerne que le concordat, elle ne profite pas aux jugements statuant sur l'homologation, l'annulation ou la résolution du concordat.

Le concordat par abandon d'actif est un traité par lequel le failli consent à ses créanciers l'abandon de tout ou partie de ses biens, en échange de sa libération pour le cas où les biens abandonnés ne suffiraient pas à le désintéresser complètement. « Ce traité, remarque Dalloz (1), présente un caractère mixte ; il tient du concordat simple en ce qu'il contient un pacte de remise ; il en diffère et se rapproche de l'union, en ce que le failli, après l'abandon, demeure dessaisi et que les biens abandonnés sont liquidés dans les formes prévues par le Code de commerce pour la vente des biens après union (2). » Le trait caractéristique du concordat par abandon, organisé par la loi du 17 juillet 1856, est donc qu'il laisse subsister l'état de faillite et ne met pas fin au

1. *Rép., Sup.*, v. *Faillite*, n° 978.

2. Cf. THALLER, *Traité*, n° 2151.

dessaisissement du failli pour les biens faisant l'objet de l'abandon.

Quant aux conditions de formation du concordat par abandon d'actif, elles sont les mêmes que pour le concordat simple, il faut le concours d'un nombre de créanciers formant la majorité et représentant les deux tiers en somme de la totalité des créances vérifiées et affirmées ou admises par provision (1). Ce mode de concordat se distingue de la cession de biens volontaire en ce qu'il est opposable à tous les créanciers, même à ceux qui ont refusé d'y concourir, dès lors qu'il réunit la double majorité exigée par la loi.

Antérieurement à la loi de 1892, le concordat par abandon d'actif était passible du droit de 4,50. Mais, aujourd'hui, il résulte à la fois du texte général et de l'esprit de la loi de 1892 que le concordat par abandon, tout aussi bien que le concordat simple, bénéficie des dégrèvements concédés par l'article 10. La même immunité s'applique au concordat réglementé par la loi du 4 mars 1889.

La loi de 1892 accorde en termes généraux la dispense d'impôt au concordat ou atermolement. Il ne faudrait pas se méprendre sur le sens de cette dernière expression. L'atermolement est « un accommodement par lequel un débiteur obtient de ses créanciers un délai pour se libérer et quelquefois la remise

1. Loi du 4 mars 1889, art. 15, § 1^{er}.

absolue d'une partie des sommes qu'il leur doit (1). » Le concordat après faillite implique, sans doute, un attermolement, en ce sens qu'il contient une concession de délai au profit du failli concordataire ; mais la réciproque n'est pas exacte et il serait erroné de prétendre que tout attermolement suppose une transaction après faillite, car l'attermolement peut se produire en dehors de toute faillite, en matière civile comme en matière commerciale. L'attermolement prévu par l'article 10 de la loi de 1892 est celui qui se forme entre le failli et ses créanciers par voie de concordat simple ou de concordat par abandon ; c'est donc un concordat au sens juridique du mot, nécessitant, pour sa formation, la double majorité et les autres conditions requises par le Code de commerce. Quant aux attermolements en matière civile et à ceux qui, intervenus en matière commerciale, ne réunissent pas les conditions exigées pour la formation du concordat judiciaire, ils ne peuvent bénéficier de l'exonération accordée par la loi de 1892.

D'autre part, le dégrèvement concédé par l'article 10 de la loi de 1892 ne s'applique pas au concordat amiable, c'est-à-dire au traité intervenu entre un débiteur commerçant en état de cessation de paiement et ses créanciers, en vue de le remettre à la tête de ses affaires et de le soustraire à une déclara-

1. MERLIN. *Rép.*, v. *Attermolement*.

tion de faillite imminente (1). Par ce traité, les créanciers accordent à leurs débiteurs une prorogation de délai ou même une remise partielle de dette, en stipulant en retour le paiement d'un certain dividende ou même l'abandon d'actif dans les termes de l'article 581 du Code de commerce. Pour tout l'excédent de son passif, le débiteur n'est plus exposé à aucune poursuite. L'acte dont il s'agit ne saurait bénéficier du dégrèvement concédé par l'article 10 de la loi de 1892. En effet, le concordat amiable diffère profondément du concordat judiciaire, au triple point de vue de ses conditions de forme, de ses effets et de ses causes d'annulation. La plus saillante des différences qui le sépare du concordat simple, est que le concordat amiable ne lie que les créanciers qui l'ont consenti, tandis que le concordat simple est obligatoire, même pour les créanciers dissidents, du moment qu'il est voté par la double majorité en nombre et en sommes requises par la loi et qu'il est dûment homologué (2). Par suite, le concordat amiable, conclu avant la déclaration de faillite ou l'ouverture de la liquidation judiciaire, ne saurait être dispensé du timbre et de l'enregistrement; et il donne ouverture, suivant les cas, soit au droit de remise de dette, soit au droit de prorogation de délai, soit au droit fixe

1. DALLOZ, *Jur. Gén., Sup.*, v° *Faillite*, n°s 1013 et suivants. — THALLER, *Traité*, n°s 1697 et 2066.

2. THALLER, n° 2066.

d'abandonnement pur et simple, soit même au droit de mutation, s'il est translatif de propriété, conformément au droit commun. C'est ainsi qu'il a été jugé par la Cour de cassation que le traité, qualifié attermoiement, par lequel les créanciers d'une société dont ils ont provoqué la liquidation judiciaire, autorisent les gérants à continuer l'exploitation de leurs usines et à faire usage de la signature sociale et consentent, en outre, à proroger pendant un délai déterminé l'exigibilité de leurs créances en prenant, toutefois, certaines mesures conservatoires destinées à empêcher le débiteur d'aliéner ou de dissiper ses biens, ne constitue ni un contrat d'attermoiement après faillite, ni une cession de biens, mais présente tous les caractères de l'attermoiement ordinaire passible du droit proportionnel de 0,50 0 0 d'après l'article 69, § 2, n° 4 de la loi du 22 frimaire an VII (1).

Mais il se peut qu'un concordat amiable soit conclu au cours de la faillite, entre le failli et ses créanciers, en dehors des formes et des conditions déterminées par le Code de commerce. La question est, dès lors, de savoir si cet acte peut bénéficier de l'exemption d'impôt résultant de l'article 10 de la loi de 1892. Il semblerait logique d'accorder au concordat amiable après faillite le régime de faveur dont

1. Cass., 27 décembre 1893, Inst. 2872, § 3, D. 94.1.191.

bénéficie le concordat simple en vertu de la loi de 1892 ; tous deux, en effet, ont pour but de mettre fin à la situation malheureuse du débiteur et d'organiser un mode de liquidation compatible avec les intérêts de ses créanciers. Cependant cette solution n'est pas sans soulever de sérieuses objections. La loi de 1892 ne se réfère qu'aux concordats organisés et réglementés par le Code de commerce et par la loi de 1889 sur la liquidation judiciaire. Or le concordat amiable après faillite ne semble pas conforme aux prévisions de la loi commerciale, puisqu'il est expressément interdit, en matière de liquidation judiciaire, par l'article 16 de la loi de 1889 ; et une opinion autorisée estime que cette prohibition s'applique, par identité de motifs, au concordat amiable postérieur à la déclaration de faillite (1). Par suite, le concordat amiable postérieur à la faillite paraît exclu de l'application de l'article 10 de la loi de 1892. Une faveur fiscale ne saurait être accordée à un mode de concordat auquel la loi commerciale paraît hostile. C'est ainsi que la transaction consentie entre le syndic de la faillite et l'un des créanciers, et par laquelle celui-ci fait remise d'une partie de sa créance, demeure en dehors de l'application de l'article 10 de la loi de 1892 et donne ouverture, aujourd'hui comme par le passé, au droit proportionnel de libération (2). De même, la tran-

1. DALLOZ. *Rép., Sup.*, v° *Faillite*, n° 1026.

2. Seine, 31 décembre 1851, *J. E.*, 15671-2.

saction par laquelle un failli cède en toute propriété à un créancier gagiste, à la condition par celui-ci de renoncer à ses droits de dividende dans la répartition d'une somme déjà réalisée, les valeurs faisant l'objet du gage, donne ouverture au droit proportionnel de cession, non pas sur le dividende auquel le cessionnaire renonce, mais sur les valeurs effectivement cédées d'après le tarif qui leur est propre (1).

Il résulte des explications précédentes que le concordat amiable antérieur ou postérieur à la déclaration de faillite ne participe pas au régime de faveur institué par l'article 10 de la loi de 1892, et demeure, en conséquence, passible des droits de timbre et d'enregistrement. Mais la formalité de l'enregistrement n'est pas obligatoire dans un délai de rigueur, à moins que le concordat amiable ne soit passé devant notaire, ou qu'il n'en soit fait usage en justice ou par acte public, ou bien encore à moins qu'il ne contienne une transmission d'immeuble ou de fonds de commerce.

En laissant de côté le concordat amiable et en revenant au concordat simple, nous devons signaler certaines difficultés qui se sont élevées au sujet de l'étendue de l'immunité dont profite cette convention, car les concordats sont souvent accompagnés de clau-

1. Senlis, 10 juillet 1895, *J. E.*, 24995.

ses indépendantes, qui, aux termes de l'article 11 de la loi de frimaire, sont passibles chacune d'un droit particulier. Ils s'agit, d'une manière générale, de savoir si la dispense d'impôt octroyée par la loi de 1892 ne concerne que le concordat lui-même et demeure étrangère aux dispositions qui ne découlent pas nécessairement de la définition juridique du concordat. Voici, à cet égard, les principales décisions rendues après la loi :

1° L'acte par lequel un débiteur malheureux, dont la dette résulte d'effets de commerce non enregistrés, obtient de ses créanciers un terme pour se libérer et leur confère une affectation hypothécaire, constitue, non un atermoiement, mais un contrat obligatoire passible du droit de 1 0/0. En effet, la stipulation d'une hypothèque, pour sûreté d'effets négociables enregistrés ou non, ajoute à l'obligation commerciale un engagement purement civil, et, par suite confère au créancier un titre distinct du premier (1) ;

2° Lorsque la convention a pour but de rendre les créanciers propriétaires de biens abandonnés, elle constitue une cession translatrice de propriété, passible du droit proportionnel de mutation. Telle est la règle de perception qu'il faut appliquer au contrat par lequel un débiteur cède à ses créanciers des valeurs négociables, à titre de libération à for-

1. Comp. Cass., 18 août 1835, *Jhst.* 1504 § 3, S., 35.1.842.

fait et pour solde, avec faculté de disposer des dites valeurs comme de choses leur appartenant. Si la cession est consentie par le débiteur moyennant, outre la remise totale de sa dette, l'obligation de payer pour son compte à l'établissement détenteur des titres cédés les sommes dont ils sont grevés en capital et intérêts, le droit proportionnel est dû, tant sur la créance des cessionnaires que sur les créances de l'établissement de crédit, qui constituent dans leur ensemble le prix de la transmission (1).

3° Si un tiers intervient au concordat judiciaire pour se rendre caution du failli, ce cautionnement ne peut donner lieu à aucun droit spécial. Il est de principe, en effet, que le droit de cautionnement ne saurait excéder celui qui est exigible sur l'obligation principale (2). Par suite, le concordat se trouvant dispensé d'impôt par la loi de 1892, le cautionnement profite de la même immunité. Mais, si cette solution est incontestable en ce qui concerne le cautionnement qui se restreint aux seules créances chirographaires, il en serait différemment du cautionnement fourni par un tiers relativement à des créances hypothécaires sur le failli. En pareille hypothèse, le droit de 0 fr. 50 0/0 serait certainement

1. Cass., 8 décembre 1902, *R. E.*, 3206, DALLOZ, 1903.1. 257.

2. Conf. CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD, *Traité des droits d'enregistrement*, t. IV, n° 3611.

exigible sur le montant des créances hypothécaires ainsi garanties (1). Ajoutons que, si l'engagement ou la garantie réelle fournis par le tiers pour assurer l'exécution des obligations assumées par le failli pouvaient être considérés comme constitutifs d'un titre nouveau pour les créanciers, le droit de 1 0/0 deviendrait exigible (2). Toutefois, si la caution promet seulement dans le concordat de fournir ultérieurement une garantie hypothécaire, l'acte notarié postérieur qui constate la réalisation de cet engagement présente le caractère d'un acte d'exécution ou de complément et ne donne ouverture qu'au droit fixe de 3 fr. 75 (3).

4° La décharge accordée par le failli aux syndics se trouve, quel qu'en soit l'objet, (livres, titres, papiers ou sommes d'argent), constituer une suite nécessaire du compte des syndics, et, par conséquent, elle participe de la dispense de timbre et d'enregistrement concédée à ce compte par l'article 10 de la loi de 1892. Il en serait de même si la décharge donnée au syndic par le failli et les créanciers constatait, en même temps, que ceux-ci ont reçu antérieurement du syndic un premier dividende à valoir sur le montant de leurs créances (4).

1. Cass., 29 mai 1833, Inst. 1437, § 4.

2. Cass., 18 août 1835, Inst. 1504, § 3.

3. Sol., 9 janvier 1897, *R. E.*, 1462.

4. *Traité alphabétique*, v° *Faillite*, n° 59.

On sait qu'à défaut de concordat, c'est-à-dire en cas de rejet du concordat par l'assemblée des créanciers, de refus d'homologation du concordat par le tribunal, d'annulation ou de résolution du concordat, les créanciers se trouvent de plein droit en état d'union (1). L'union n'est pas un contrat, c'est une simple communauté d'intérêts entre les créanciers, qui entrent désormais en état de guerre déclarée contre leur débiteur et qui, représentés toujours par le syndic, procèdent à la vente des biens pour se payer de leurs créances (2). L'union des créanciers du failli étant passée sous silence par l'article 10 de la loi de 1892, demeure soumise, en principe, au droit d'enregistrement de 4 fr. 50 (3). Mais, en fait, ce tarif ne sera que très rarement appliqué; en effet, en l'absence de concordat, les créanciers du failli se trouvant de plein droit en état d'union, il n'est pas nécessaire de constater cette situation par un acte spécial.

Toutefois, le tarif antérieur de 4 fr. 50 s'appliquerait aux unions de créanciers intervenues en dehors de toute déclaration de faillite, par exemple au cas de déconfiture.

Quant aux rapports et comptes des syndics, ils

1. Art. 527 § 1, C. com.

2. Cf. DALLOZ *Rép., Sup.*, v° *Faillite*, n° 1050 ; THALLER, n° 2122.

3. Lois du 22 frimaire an VII, art. 68 § 3 n° 6 et du 28 février 1872, art. 4.

étaient, avant la loi de 1892, passibles du timbre de dimension et du droit d'enregistrement de 3 fr. 75'. Ces taxes ont cessé d'être exigibles en vertu de l'article 10 de la loi de 1892.

Il arrive fréquemment dans la faillite que des quittances de répartition soient délivrées par les créanciers aux syndics ou au caissier de la faillite. Autrefois, ces documents étaient assujettis à un droit fixe de 3 fr. 75 (1) et donnaient lieu à l'apposition d'un timbre de 10 centimes conformément à l'article 18 de la loi du 23 août 1871. L'article 10 de la loi de 1892 affranchissant de toute formalité les états de répartition, ces pièces peuvent désormais être établies sur papier libre et sont exemptes d'enregistrement. De plus, l'exemption de timbre et d'enregistrement dont bénéficient les états de répartition dressés en matière de faillite s'applique tout aussi bien aux actes de cette nature qui interviennent en vertu d'une décision judiciaire rendue en exécution des lois relatives aux faillites, qu'à ceux rédigés directement en exécution de ces lois ; doit profiter notamment de l'exemption l'état de répartition dressé par l'ancien syndic en cas de concordat pur et simple, en vertu et en exécution de ce concordat et du jugement qui l'homologue (2). Mais les quittances données en marge

1. Loi du 28 février 1872, art. 4.

2. Domfront, 29 juillet 1899, *R. E.*, 2178.

des états de répartition pour des sommes excédant 10 francs demeurent passibles du timbre spécial de 0 fr. 10, dont l'article 10 réserve expressément la perception. En ce qui concerne le droit de 3 fr. 75 exigé jadis sur les quittances de répartition (1), dont le projet gouvernemental demandait la suppression, il a été remplacé par une taxe proportionnelle de 0,25 0/0 à percevoir sur les répartitions faites aux créanciers par les syndics ou liquidateurs (2). Ces règles demeurent étrangères à l'hypothèse où le failli concordataire paie lui-même et sans intervention du syndic le dividende promis à ses créanciers. La quittance donnée par ceux-ci est toujours assujettie au droit proportionnel de 0 fr. 50 0/0 (3).

L'expression de liquidation est fréquemment utilisée en matière de société pour caractériser une situation pendant laquelle la société dissoute termine les opérations commencées sans en entamer ordinairement de nouvelles et apure son passif (4). La personnalité morale subsiste pendant cette période. Il va sans dire que, cette hypothèse ne présentant aucune analogie avec celle d'une liquidation judiciaire,

1. Art. 4, loi du 28 février 1872.

2. Loi de 1892, art. 16, § 1^{er}.

3. Délibération du Conseil d'Administration de la Direction Générale de l'Enregistrement, du 10 sept. 1836, *J.E.*, 11614; *Traité alphabétique*, v^o *Faillite*, n^o 68.

4. THALLER, n^o 441.

l'immunité accordée par l'article 10 de la loi de 1892 ne saurait être étendue aux actes concernant cette liquidation sociale.

La loi du 26 janvier 1892 n'a porté aucune atteinte aux dispositions législatives ou réglementaires qui ont admis au visa pour timbre ou à l'enregistrement en débet, en cas d'insuffisance des deniers de la faillite, le jugement déclaratif, le procès-verbal d'apposition des scellés (1), les jugements des tribunaux consulaires prononçant d'office la clôture des opérations de faillite pour insuffisance d'actif (2), les procès-verbaux qui déclarent l'union dissoute dans les faillites sans actif (3) ; la sommation faite au failli, le compte de gestion du syndic, le rapport du syndic et le procès-verbal de l'avis des créanciers sur l'excusabilité du failli (4). Il est, toutefois, à noter qu'un grand nombre des actes jadis enregistrés et visés pour timbre en débet sont aujourd'hui exonérés de toute formalité par l'article 10 de la loi de 1892 : tel est le cas des certificats d'insertion du jugement déclaratif de faillite, du compte de gestion et du rapport du syndic, des procès-verbaux des délibérations des créanciers.

On s'est demandé si les faillites déclarées ouvertes

1. Art. 461.

2. *D. M. F.*, 20 juillet 1843, Inst. 1697, § 4.

3. *D. M. F.*, 21 octobre 1845, Inst. 1755, § 8.

4. *D. M. F.*, 9 janvier 1856, Inst. 2062, § 4.

à l'étranger peuvent bénéficier des immunités établies par la loi de 1892. Des distinctions s'imposent à cet égard ; elles sont commandées par la théorie jurisprudentielle sur l'autorité des jugements étrangers en France. On sait que, pour beaucoup d'auteurs, les jugements étrangers ont en France l'autorité de la chose jugée et que les tribunaux français saisis d'une demande d'*exequatur* n'ont d'autre mission que celle de les reviser en la forme et au seul point de vue de l'ordre public français. Ce système, appliqué à la faillite, engendre l'universalité de la faillite : tout jugement déclaratif de faillite prononcé par un tribunal étranger, produit en France de plein droit tous les effets qui ne nécessitent pas des actes d'exécution, et c'est seulement s'il s'agit d'employer des mesures de cette nature, que les tribunaux français sont appelés à réviser, mais uniquement en la forme, les jugements étrangers (1).

Mais la jurisprudence s'est ralliée à une autre opinion. Elle dénie invariablement au jugement étranger déclaratif de faillite l'autorité de chose jugée en France ; elle admet seulement que les syndics peuvent, sans *exequatur*, accomplir en France les actes

1. WEISS, *Traité élémentaire de Droit international privé*, 1890, 2^e éd, livre III, chap. 4 ; BOISTEL, *Précis de Droit commercial*, n^o 899 *bis* ; GLASSON, *Journal de CLUNET*, 1881, pages 126 et s. ; PILLET, *Principes de Droits international privé*, 1903, p. 541.

conservatoires, par exemple, requérir l'apposition des scellés et l'inventaire (1). Mais, pour les actes d'exécution, elle ne permet pas aux syndics étrangers d'y procéder si le jugement étranger n'a pas été préalablement déclaré exécutoire par un tribunal civil français. De plus, notre jurisprudence estime que le tribunal appelé à accorder l'exéquatur, a le pouvoir de réviser au fond la décision étrangère, sauf dans l'hypothèse où un traité diplomatique en disposerait autrement (2).

De ces principes, nous tirerons les conséquences suivantes, relativement à la difficulté qui nous occupe :

1° Si le jugement du tribunal étranger qui a déclaré la faillite est revêtu de l'exéquatur d'un tribunal français, sans aucun doute, tous les actes, soit conservatoires, soit d'exécution, auxquels les syndics procèdent en France à partir de l'exéquatur, doivent être réputés, au point de vue fiscal, comme ayant trait à une faillite ouverte en France ; ils participent par conséquent au bénéfice des dégrèvements concédés par la loi française de 1892 ;

1. Cass., 21 juin 1870, D. 71. I. 294, Paris, 14 nov. 1901, *Journal de CLUNET*, 1902, p. 110.

2. Cass., 30 nov. 1868, D. 69. 1. 194 ; 17 juillet 1882, D. 83. 1. 65 ; — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de Droit commercial*, t. II, page 932 ; — AUBRY et RAU, *Cours de Droit civil français*, t. VIII, § 769 *ter*.

2° Si, au contraire, les syndics étrangers n'ont pas obtenu l'exéquatur d'un tribunal français, les actes conservatoires auxquels la jurisprudence leur reconnaît le droit de procéder, tels que l'apposition des scellés et l'inventaire, profitent seuls des immunités d'impôt, comme les actes de même nature passés pour les faillites ouvertes en France ; ainsi le procès-verbal d'apposition de scellés et l'inventaire ne comportent que le droit d'enregistrement de 3 fr. 75, quel que soit le nombre des vacations. Quant aux actes d'exécution effectués en France par le syndic étranger, avant la délivrance de l'exéquatur, ils ne peuvent être considérés comme rentrant dans les opérations d'une faillite, puisqu'ils excèdent les limites du mandat judiciaire que la jurisprudence reconnaît aux syndics étrangers non pourvus d'exéquatur. Par suite, ces actes d'exécution sont exclus du régime de faveur que la loi française réserve aux actes intéressant les faillites. C'est ce qu'on doit décider, notamment, au sujet de la vente des biens français du failli. C'est là incontestablement un acte d'exécution ; donc, avant d'y procéder, le syndic étranger est tenu d'attendre la déclaration d'exéquatur (1). Si le syndic procède à une telle vente avant d'avoir obtenu l'exéquatur de la juridiction française, cette vente échappe au tarif réduit de 0 fr. 50 0/0 et demeure sous l'empire des règles fiscales du droit commun.

1. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faillite*, *Sup.*, n° 1529

CHAPITRE VIII

DÉGRÈVEMENT DES AVIS DE PARENTS

L'article 12 § 2 affranchit des droits de toute nature les avis des parents de mineurs dont l'indigence est constatée conformément à l'article 6 et à l'article 8, premier alinéa, de la loi du 10 décembre 1850. La même dispense est concédée aux actes nécessaires pour la convocation et la constitution des conseils de famille et l'homologation des délibérations prises dans ces conseils en cas d'indigence des mineurs. Enfin, d'après le paragraphe 3 du même article, les personnes dont l'interdiction est demandée et les interdits sont, dans les mêmes hypothèses, assimilés aux mineurs.

Ces dispositions sortent quelque peu du cadre de la loi sur les frais de justice, puisqu'elles ne se réfèrent pas à des actes de procédure. Le projet du gouvernement gardait le silence à cet égard. Mais, l'exonération a été introduite par voie d'amendement au cours de la discussion, par le motif que la charge de

l'impôt entravait fréquemment les réunions des conseils de famille (1). D'après les déclarations mêmes du Commissaire du gouvernement, tous les actes nécessaires à la convocation et à la constitution des conseils de famille de mineurs, interdits ou indigents, doivent bénéficier de l'immunité d'impôt ; il en est ainsi, notamment, de la requête présentée au juge de paix et de l'ordonnance de ce magistrat (2), de la citation par ministère d'huissier aux membres qui doivent composer le conseil de famille (3), du procès-verbal dressé par le juge de paix pour constater, s'il y a lieu, la prorogation ou l'ajournement de l'assemblée (4). Tous ces actes ne sont pas dispensés de la formalité, mais ils sont enregistrés et visés pour timbre gratis.

Faut-il ranger dans la catégorie des actes nécessaires à la constitution des conseils de famille les procurations que les parents, amis ou alliés convoqués peuvent donner pour s'y faire représenter (5)? L'Administration, par une rigueur inexplicable, prescrit de percevoir le droit de 3 fr. 75 sur ces procurations,

1. *J. off.*, Chambre, procès-verbal de la première séance du 14 décembre 1891.

2. Code civil, art. 406.

3. Code civil, art. 411 ; ROUSSEAU et LAISNEY, *vº Conseil de Famille*, nº 20.

4. Code civil, art. 414,

5. Code civil, art. 412.

en se fondant sur ce qu'elles répondent exclusivement à l'intérêt particulier des mandants (1). Cette solution est inexplicable, elle est inconciliable avec l'interprétation fiscale, acceptée par l'Administration, de l'article 29 de la loi du 9 avril 1898 : l'Enregistrement reconnaît en effet que les procurations données par les ouvriers ou par les patrons, pour une instance relative à un accident du travail, profitent de l'exemption d'impôt édictée par l'article 29 de la loi du 9 avril 1898 pour tous les actes faits ou rendus en vue de l'exécution de la loi. On ne s'explique pas comment la même Administration a pu statuer différemment pour les procurations concernant les conseils de famille des mineurs ou interdits indigents.

Au surplus, l'Administration entend l'expression « avis de parents » dans un sens très large et elle étend le dégrèvement accordé par l'article 12, non seulement aux simples avis de parents, c'est-à-dire aux actes par lesquels le conseil de famille donne son opinion sur les situations envisagées par la loi, mais encore à toutes les délibérations prévues par les articles 882 et suivants du Code de procédure civile (2).

Toutefois la dispense d'impôt, dont bénéficie l'acte qui émane du conseil, ne saurait être étendue à celles

1. Instr. 2816.

2. Conf. les déclarations de M. le Directeur Général LIO-TARD-VOGT. Séance de la Chambre du 14 décembre 1891, *J. off.*, du 15, débats, pages 2636 et 2637.

des constatations du procès-verbal qui ne rentrent pas dans les attributions du conseil ; ainsi, lorsqu'un procès-verbal unique constate tout à la fois l'émancipation d'un mineur par son père ou sa mère, et la nomination d'un curateur à l'émancipation par le conseil de famille, cette dernière disposition, émanant seule du conseil, est la seule qui puisse profiter de l'exemption prononcée par l'article 12. La déclaration d'émancipation, qui constitue d'ailleurs la disposition principale du procès-verbal, demeure sujette au droit fixe de 15 francs, et le procès-verbal lui-même, par cela seul qu'il la renferme, doit être rédigé sur papier timbré (1).

Mais l'article 12 comprend dans sa nomenclature les actes nécessaires pour l'homologation des délibérations qui intéressent les mineurs ou les interdits indigents. Sont soumis à l'homologation du tribunal : les délibérations du conseil, notamment lorsqu'elles prononcent la destitution du tuteur (2) ; lorsqu'elles autorisent le tuteur à emprunter pour le mineur et à aliéner ou à hypothéquer ses biens immeubles (3) ; ou lorsqu'elles sont relatives aux règlements des conventions matrimoniales de l'enfant mineur, d'un interdit (4). Du moment qu'elle intéresse un mineur

1. Inst. 2816.

2. Code civil, art. 448.

3. Code civil, art. 457 et 458.

4. Code civil, art. 511.

ou un interdit indigents, toute la procédure d'homologation en première instance ou en appel, est affranchie des droits d'enregistrement et de timbre, sans distinguer entre le cas où elle est demandée par le tuteur et celui où elle est poursuivie par un des membres du conseil (1). Rentrent dans la catégorie des actes nécessaires à l'homologation, non seulement l'exploit introductif d'instance, et les actes signifiés à partie au cours de l'instance, mais encore les jugements ou arrêts et leur signification. Les jugements qui rejettent la demande d'homologation profitent du dégrèvement, de même que ceux qui l'accueillent (2).

Mais, en dehors des actes nécessaires à l'homologation, la dispense d'impôt reste étrangère à tous ceux qui interviennent après la séparation de l'assemblée de famille, par exemple à l'exploit notifiant la délibération du conseil à celui qui, n'étant pas présent, a été nommé tuteur (3). D'autre part, le recours exercé par les tuteur, subrogé-tuteur, curateur ou même les membres de l'assemblée de famille (4), contre les délibérations du conseil qui ne sont pas unanimes, ainsi que les actes de procédure qui s'y rattachent, ne profitent pas du régime de faveur oc-

1. Code de procédure, art. 887.

2. Inst. 2816, page 16.

3. Code de procédure, art. 882.

4. Article 883, Code de procédure civile.

troyé aux instances en homologation et restent soumis aux droits de timbre et d'enregistrement (1).

Le paragraphe 3 de l'article 12 assimile aux mineurs les interdits et les personnes dont l'interdiction est demandée. En conséquence, les avis de parents concernant les incapables de cette catégorie, les actes nécessaires, soit à la convocation et à la constitution des conseils, soit à l'homologation de leurs délibérations, sont dispensés des droits de timbre et d'enregistrement, en cas d'indigence. Dans la même hypothèse, la gratuité de l'enregistrement et du visa pour timbre est acquise au procès-verbal de la délibération prise par le conseil de famille, en vertu du jugement qui ordonnait la convocation de cette assemblée (2), et aux actes nécessaires pour la constitution et la réunion du conseil ; mais ni la requête présentée au tribunal par le demandeur à l'interdiction, ni le jugement qui appelle le conseil de famille à formuler son avis, ni les procès-verbaux d'interrogatoire, ni le jugement d'interdiction, en un mot aucun des actes de la procédure principale, ne peuvent prétendre au dégrèvement prononcé par l'article 12.

L'exonération accordée par ce texte aux mineurs et aux personnes dont l'interdiction est demandée

1. Inst. 2816.

2. Code de procédure, art. 892.

est, d'ailleurs, subordonnée à la justification de leur indigence dans les formes tracées par les articles 6 et 8, § 1^{er}, de la loi du 10 décembre 1850 sur le mariage des indigents.

Les expéditions bénéficient de la dispense aussi bien que les minutes et originaux (1).

Quant aux avis de parents concernant les mineurs et interdits non indigents, ils sont assujettis à un droit fixe qui, fixé à 6 francs par l'article 4 de la loi du 28 février 1872, a été réduit à 3 francs par l'article 24 de la loi de 1893.

1. Inst. 2816, page 16.

CHAPITRE IX

EXONÉRATION DU TIMBRE DES EXPÉDITIONS ET BORDEREAUX

L'article 12 § 1^{er} de la loi de 1892, dispense du timbre les expéditions délivrées par les greffiers des justices de paix en matière civile et par les secrétaires des conseils de prud'hommes. Cette innovation, formulée dans la proposition primitive et reprise dans le projet du Gouvernement, est une de celles qui ont suscité le plus de critiques de la part du Sénat (1). La Chambre a heureusement refusé d'y souscrire et elle s'est prononcée en faveur du maintien du dégrèvement du timbre pour les expéditions.

L'exonération édictée par ce texte est applicable à toutes les expéditions qui sont délivrées par les greffiers des justices de paix en matière civile, sans qu'il y ait lieu de distinguer, à cet égard, entre les

1. *J. off.*, débats parlementaires, Sénat, séance du 18 janvier 1892.

expéditions des jugements et celles des actes étrangers à la juridiction contentieuse, tels que les procès-verbaux d'avis de parents, d'apposition et de levée de scellés. Ainsi la dispense s'étend aux expéditions des procès-verbaux constatant le dépôt, au greffe de la justice de paix, des actes des sociétés commerciales ou civiles, et à celles délivrées par les greffiers des pouvoirs authentiques ou sous seing privé, certificats de médecin, ordonnances du président du tribunal, etc., qui ont été annexés aux actes de la justice de paix (1).

Toutefois, malgré la généralité de ses termes, l'article 12 comporte certaines limitations; il n'est pas douteux, d'abord, que les expéditions relatives aux affaires de simple police, qu'il y ait ou non partie civile, ne bénéficient pas de l'exonération. D'autre part, si l'exemption est applicable aux expéditions des délibérations des conseils de famille, elle ne saurait profiter aux actes mis à la suite, tel que la requête à fin d'homologation et le jugement qui homologue la délibération. En outre, les expéditions des procès-verbaux des ventes publiques de meubles passées devant les greffiers des justices de paix ne rentrent à aucun point de vue dans les termes de la loi de 1892 et elles demeurent soumises au droit de timbre de 1 fr. 80 (2). En effet, l'immunité étant

1. Sol. 3 sept. 1892, *R. E.*, 219.

2. Sol. 14 déc. 1894, *J. E.*, 24475.

applicable aux expéditions *en matière civile*, ces dernières expressions semblent signifier que la portée de la réforme doit être restreinte aux actes émanés du juge de paix ou pour lesquels ce magistrat est assisté du greffier, à l'exclusion des actes qui sont l'œuvre personnelle du greffier. Les expressions *en matière civile* sont opposées par la loi aux mots *en matière de simple police*.

L'exemption du timbre ne s'applique pas davantage aux expéditions venant de l'étranger, telles, par exemple, que l'expédition d'un avis de parent délivrée par le greffier d'un juge de paix belge et déposée dans l'étude d'un notaire en France. Considérés au point de vue de la loi fiscale, comme des titres sous seing privé, les actes et jugements provenant de l'étranger ne peuvent recevoir aucun usage en France, sans qu'ils aient été assujettis au paiement d'un droit de timbre déterminé par la dimension du papier à employer, à l'exclusion du droit de timbre spécial aux expéditions (1). Il a été décidé encore que l'ordonnance rendue sur la requête d'une partie, étant la propriété de celle-ci, ne peut en principe figurer aux minutes du greffe ni être expédiée. Dans tous les cas, ce dépôt, s'il est effectué, doit avoir lieu au greffe du tribunal auquel appartient le magistrat dont émane l'ordonnance. Effectué à un autre greffe,

1. Sol. 6 nov. 1895, *R. E.*, 1061.

le dépôt ne peut être reçu par le greffier en sa dite qualité, mais seulement en celle de depositaire public. Il en résulte que, si une ordonnance sur requête émanée du Président du tribunal civil est déposée au greffe d'une justice de paix, l'expédition qui en est délivrée par le greffier de paix est soumise au timbre et ne peut profiter de l'exonération d'impôt prononcée par l'article 12 de la loi de 1892 (1).

Les expéditions des actes de la juridiction des prud'hommes, qui étaient précédemment soumises au visa pour timbre en débet (2), participent à l'exonération concédée aux expéditions délivrées par les greffiers de paix. Il n'y a pas à distinguer d'ailleurs entre les différends de patrons à ouvriers et les litiges entre patrons.

Pour les expéditions délivrées par les greffiers des tribunaux civils, des tribunaux de commerce et des Cours d'appel, la loi de 1892 se borne à augmenter le nombre des syllabes par ligne. Aux termes de l'article 13, ce nombre, qui était antérieurement de 8 à 10 à la ligne (3), est élevé de 12 à 14, compensation faite entre les lignes. La compensation entre les lignes, prévue par l'article 12, doit avoir lieu sur l'ensemble de l'expédition.

1. Sol., 17 mars 1896, *R. E.*, 1609.

2. Loi du 7 août 1850, inst. 1861.

3. Article 6, loi du 21 ventôse an VII.

Un régime de faveur est appliqué par l'article 14 de la loi de 1892 aux mandements ou bordereaux de collocation délivrés aux créanciers par les greffiers en matière d'ordre ou de contribution, soit en ce qui touche la dimension du papier à employer, soit relativement au nombre de lignes et syllabes à y inscrire. Les documents dont il s'agit peuvent être rédigés sur du petit papier au tarif de 60 centimes ou de 1 fr. 20. De plus, le nombre maximum de lignes par page est de 35 et celui des syllabes par ligne de 20 à 25, compensation faite d'une feuille à l'autre. Ajoutons que la réduction de tarif autorisée par l'article 14 est spéciale aux mandements et bordereaux de collocation proprement dits. Les extraits ou copies qui ne présenteraient pas ce caractère, ne sauraient prétendre à l'immunité. Tel est notamment le cas de l'extrait de l'ordonnance du juge-commissaire qui est délivré par le greffier en vue de la radiation des inscriptions. Ce point a été formellement précisé lors de la discussion de la loi (1).

D'autre part un greffier ne pourrait être autorisé à délivrer sur papier non timbré une expédition contenant des tableaux en chiffres. Il doit se servir de papier de la débite, sauf à acquitter les droits supplémentaires exigibles, au cas où les tableaux ne pour-

1. Séance du 14 décembre 1891, *J. off.* du 15, débats, p. 2637, col. 2 et 3.

raient être syncopés sans devenir inintelligibles, au moyen de timbres mobiles apposés par le receveur (1).

Quant aux expéditions en matière criminelle ou de police correctionnelle, elles demeurent sous l'empire des règles antérieures, la loi de 1892 ne se référant qu'aux expéditions délivrées en matière civile et commerciale. L'emploi du papier timbré est obligatoire, et les expéditions des greffiers peuvent contenir 28 lignes à la page et de 14 à 16 syllabes à la ligne (2).

1. *Traité alphabétique*, v^o *Expédition*, n^o 47.

2. Décret du 18 juin 1811, art. 48.

CHAPITRE X

TAXES ÉTABLIES EN REMPLACEMENT

La proposition de loi déposée par M. Brisson le 27 janvier 1891 tendait à la suppression de tous les droits d'enregistrement, de greffe et de timbre établis sur les actes de procédure et à leur remplacement par un droit proportionnel perçu sur le jugement. A cet impôt nouveau on donnait le nom de *taxe des frais de justice*, substitué à celui de droit de condamnation, afin de bien prouver que cet impôt de remplacement était une taxe *sui generis* et non un droit d'enregistrement. Cette taxe obéissait à des conditions d'exigibilité particulières. La proposition de loi ne renvoyait pas, en effet, au principe général de l'article 4 de la loi de frimaire, d'après lequel le droit proportionnel est établi pour les obligations, libérations, condamnations, collocations et liquidations de sommes et valeurs, et pour toute transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meu-

bles et immeubles. Elle déterminait les jugements et actes assimilés sur lesquels serait perçue la taxe des frais de justice. Celle-ci atteignait toutes les instances se référant à des objets matériels. Quant aux litiges où l'intérêt en jeu n'était pas appréciable en argent, comme les divorces et les séparations de corps, ils étaient soumis à des droits minima. Mais le Gouvernement craignit qu'une semblable réforme n'eût pour conséquence d'occasionner un déficit dans les caisses du Trésor, et il jugea préférable de déposer, le 14 novembre 1891, un contre-projet, qui, tout en admettant une partie des dégrèvements proposés, se bornait à établir un certain nombre de taxes compensatrices, sans créer un impôt constituant une véritable innovation.

Voté par la Chambre le 14 décembre 1891, le projet fut encore remanié par le Sénat ; finalement, la taxe nouvelle correspond à l'ancien droit proportionnel de condamnation, collocation ou liquidation, mais avec une modification dans sa quotité. En se ralliant ainsi à la tradition de la loi de frimaire, le législateur a voulu surtout empêcher la perception d'un droit proportionnel de condamnation sur des instances s'appliquant à des valeurs immobilières, car les valeurs immobilières engagées dans un procès ont le plus souvent, été déjà assujetties à des droits considérables (droits de vente, de donation, de transaction, etc.), lors de l'enregistrement des actes qui don-

nent ultérieurement naissance à une difficulté, et il a paru que la propriété foncière était assez grevée pour ne pas avoir à supporter de nouvelles charges (1).

Toutefois, le droit nouveau se ressent, à certain point de vue, de l'idée, conçue par M. Brisson, d'une taxe originale des frais de justice : alors que, sous l'empire de la loi de frimaire, l'intervention de la justice dans les homologations de liquidations ou de partages et les ventes devant le tribunal ne rendait exigible aucun impôt spécial, il en est différemment aujourd'hui et une taxe nouvelle a été créée sur les procédures dont il s'agit. Cette taxe a été étendue aux adjudications judiciaires, aux répartitions en matières de faillite et aux décisions sur appel.

En définitive, si on veut résumer les caractères du nouveau droit proportionnel, on aboutit aux résultats suivants :

1° La quotité de la taxe proportionnelle varie de 0,25 à 3 0/0 suivant la nature des actes ou décisions qui y sont assujettis.

2° Le nouveau droit est exigible :

1° Sur les jugements, sentences d'arbitres et arrêts de Cours d'appels prononçant, en matière civile ou commerciale, condamnation ou liquidation de sommes ou valeurs mobilières ;

1. Rapport de M. Trarieux au Sénat, au nom de la Commission des finances. *J. off.*, annexe à la séance du 7 janvier 1892, n° 155.

2° Sur les décisions confirmant sur appel un jugement rendu en premier ressort, et sur celles qui infirment un débouté ;

3° Sur les jugements et arrêts rendus en matière de simple police lorsqu'ils portent condamnation à des dommages et intérêts ;

4° Sur les ordres amiables et judiciaires et sur les contributions ;

5° Sur les répartitions aux créanciers en matière de faillite ou de liquidation judiciaire ;

6° Sur les jugements et procès-verbaux portant adjudication de meubles ou d'immeubles, soit devant un tribunal, soit devant un notaire commis ;

7° Sur les jugements ou arrêts prononçant l'homologation de liquidations ou de partages et sur les sentences arbitrales ayant le même objet.

Quels sont les caractères de la nouvelle taxe ? Elle ne représente pas un impôt nouveau ; elle correspond à l'ancien droit proportionnel des condamnations, collocations ou liquidations ; toutefois son champ d'application a été notablement élargi. On peut dire qu'en somme c'est un véritable droit d'enregistrement, soumis aux règles habituelles en la matière en ce qui concerne la liquidation et le paiement du droit proportionnel, sauf dans les cas où il y a été dérogé (1).

1. Cf. Rapport de M. BOULANGER, page 210 ; et *J. off.* du 20 janvier 1892, Sénat, débats, page 52, col. 3.

Le droit proportionnel qui a été établi par l'article 15 est destiné d'abord à remplacer les taxes supprimées ou réduites par les articles 4 à 14. Il est substitué à tous les droits de condamnation, fixes ou proportionnels, qui étaient antérieurement perçus sur les jugements ou arrêts rendus en matière civile ou commerciale. C'est ainsi que, d'après la loi de 1892, tous les droits fixes qui, jadis, étaient exigés sur les jugements et arrêts des juridictions civiles et commerciales disparaissent chaque fois que la décision donne ouverture aux droits proportionnels, sauf application du minimum de la taxe fixé par l'article 17.

Cependant, si la loi de 1892 a remplacé les droits de condamnation fixes ou proportionnels par la nouvelle taxe proportionnelle, elle n'a pas aboli le droit de titre qui était prévu par les articles 69, § 2, n° 9, de la loi du 22 frimaire an VII et 22 de la loi du 11 juin 1859. Cet impôt n'ayant pas été modifié en 1892, demeure assujéti aux mêmes règles que par le passé (1). On entend par droit de titre un droit qui est perçu seulement lorsque le jugement forme le titre d'un mouvement de valeurs qui n'a pas encore été soumis aux droits. Il se cumule avec la taxe des frais de justice (2-3). Un jugement est passible du droit de

1. *J. off.* du 13 déc. 1891, Chambre, débats, page 2598, col. 1; 20 janv. 1892, Sénat, page 52, col. 3.

2. Cf. WAHL, *Traité de Droit fiscal*, tome I, 1902, n° 620.

3. Le droit de titre c'est le droit qui est perçu toutes les fois que la décision rendue est fondée sur une demande éta-

titre dans deux hypothèses principales: 1° Lorsqu'il intervient pour donner une sanction à un mouvement de valeurs provenant d'une opération juridique antérieure, mais qui n'a pas encore été soumis aux droits exigibles en raison de sa nature. Par exemple le jugement fournit aux parties le titre d'une obligation antérieure, qui n'avait pas déjà supporté le droit proportionnel que comportait sa nature. D'autre part, le jugement donne encore lieu au droit de titre, lorsqu'il contient un mouvement de valeurs. C'est alors sur la mutation tout entière, et non pas seulement dans la mesure où la décision forme titre, que le droit dont il s'agit est perçu. Elle est en effet l'acte constitutif de la mutation, qui est constatée comme dans un contrat. C'est pour ce motif que les jugements d'adjudication sont passibles du droit de vente. Pour la même raison, un jugement qui constate la

blie par un titre non enregistré et susceptible de l'être, ou sur une convention verbale dont elle reconnaît l'existence et ordonne l'exécution. Le droit est le même que celui auquel l'objet de la demande aurait donné lieu s'il avait été convenu par acte public. Par exemple, un jugement qui condamne un particulier à payer à un entrepreneur le prix de travaux exécutés pour son compte en vertu d'une convention verbale, donne ouverture non seulement au droit de condamnation, mais encore au droit de marché, qui doit être perçu comme si le traité passé entre les intéressés était relaté dans un acte soumis à l'enregistrement. C'est ce second droit qui est qualifié droit de titre. (Cf. J. CAILLAUX. *Les impôts en France*, p. 181.)

réalisation de la condition suspensive, à laquelle était subordonnée une transmission de propriété, légitime la perception d'un droit de mutation (1). De même le droit de main-levée est exigible sur le jugement qui ordonne la radiation d'une hypothèque (2):

Quant aux décisions rendues en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, la nouvelle taxe proportionnelle, et les droits minima établis par l'article 17, n'ont aucune application la plupart du temps, car ils se restreignent en principe aux décisions de la juridiction civile ou commerciale. Ce serait seulement dans l'hypothèse où une décision criminelle, correctionnelle ou de police prononcerait des dommages et intérêts, que la taxe des frais de justice deviendrait exigible. D'autre part, la taxe des frais de justice demeure étrangère aux arrêts de la Cour de cassation, aux décisions du Conseil d'État et des autres tribunaux administratifs.

Section I.

TAXE SUR LES JUGEMENTS

D'après l'article 15, n° 1, le nouveau droit proportionnel est exigible, pour les jugements et sentences d'arbitres, sur le montant des condamnations ou liqui-

1. Cass., 25 mars 1872, S., 72. 1. 193.

2. Cf. WAHL, n° 622.

dations prononcées et les intérêts. D'après l'article 16, § 4 à 6, la taxe est de 1 0/0 sur les jugements des juges de paix et des conseils de prud'hommes, de 1,25 0/0 sur les jugements, arrêts et sentences arbitrales rendus en matière commerciale; de 2 0/0 sur les jugements des tribunaux de première instance, les arrêts de Cours d'appel et les sentences d'arbitres en matière civile. Il ne s'agit ici que des décisions portant condamnation et liquidation de sommes et valeurs mobilières; la quotité du droit est différente pour les dommages et intérêts qui sont assujettis à un tarif spécial, que nous examinerons *infra*.

Quelle est la base de la perception de la nouvelle taxe? Elle se rattache à trois chefs : 1° les jugements portant condamnation; 2° les jugements qui opèrent une liquidation; 3° les jugements de collocation. Tout ce qui se réfère aux jugements de cette dernière catégorie sera étudié à propos des ordres et contributions, car, au sens de la loi de 1892, les jugements de collocation s'entendent des distributions de prix réglées à l'audience.

§ I. — *Des jugements de condamnation.* — « Dans son sens juridique comme dans son sens vulgaire, la condamnation est l'injonction de payer, c'est-à-dire de livrer une valeur à titre définitif(1). » La condamnation de sommes et valeurs mobilières s'entend donc

1. WAHL, *Traité*, tome 1, n° 651.

de toute décision judiciaire qui forme titre en faveur de l'une des parties contre l'autre, c'est à-dire qui lui permet d'assurer, par les moyens de coercition attachés aux décisions de justice, l'exécution d'une obligation préexistante, mais neutralisée par la contradiction du défendeur (1).

Comme la loi du 22 frimaire an VII, la loi de 1892 ne soumet au droit proportionnel que les condamnations ou liquidations de sommes ou valeurs mobilières. On a abandonné le système proposé dans le projet voté par la Chambre, et qui soumettait au droit compensateur toute instance ayant pour objet la propriété, l'usufruit ou la jouissance de biens immeubles. (Cette disposition, qui dérogeait complètement aux principes généraux de la loi de l'an VII, n'a été conservée qu'à l'égard des jugements d'adjudication et de ceux qui homologuent un partage, qui sont assujettis à la taxe, même lorsqu'ils portent sur des immeubles.) La condamnation ne suppose pas nécessairement qu'il y ait eu contestation entre les parties et il suffit que l'exercice du droit du demandeur ait été paralysé par le mauvais vouloir ou l'inaction du défendeur. Un jugement contient condamnation si, sous une forme quelconque, il autorise une personne à réclamer une prestation à une autre per-

1. Cass., 20 fév. 1883, S., 84.1.241 ; D., 83.1.235. Inst. 2683 § 1, 30 déc. 1884. Inst. 2716 § 3.

sonne. L'emploi de termes formels, tel que le mot de « condamnation », n'est pas nécessaire. Ainsi sont passibles du droit de condamnation les jugements qui ont créé au profit du demandeur un titre en vertu duquel ce dernier peut désormais exiger le paiement d'une somme ou la livraison d'une valeur mobilière. Le droit de condamnation ne présente en effet, à aucun titre, le caractère d'un droit de mutation ; il est la conséquence de l'injonction émanée de la justice.

Pour le calcul de la taxe, il faut tenir compte des condamnations prononcées, c'est-à-dire des sommes et valeurs autres que les dépens et des intérêts au paiement desquels le défendeur est condamné. Si le montant des sommes et valeurs n'est pas déterminé par le jugement, les parties ou leurs avoués sont tenus de déterminer la base de la perception au moyen d'une déclaration affirmative souscrite dans la forme indiquée par l'article 16 de la loi de frimaire. L'Administration décide d'ailleurs, que le mandat judiciaire dont l'avoué est investi, est suffisant pour lui permettre de souscrire une déclaration opposable aux parties (1). (Il en serait différemment pour un notaire, et, ce dernier ne serait pas fondé à estimer, au nom de ses clients, la valeur qu'il convient d'attribuer aux prestations passibles d'un droit propor-

1. *Traité alphabétique*, v^o *Déclaration estimative*, n^o 12.

tionnel.) Ici, conformément aux principes généraux, on ne doit recourir à une déclaration estimative qu'en l'absence de tout autre procédé certain d'évaluation (1). Notamment pour les valeurs de Bourse, dont le prix varie suivant les fluctuations du marché, c'est nécessairement la cote de ces valeurs, au cours officiel de la Bourse, qui fournit à l'Administration la base de l'impôt (2). L'Administration possède la faculté de contrôler la sincérité de la déclaration qui a été fournie, par exemple, en matière de séparation de biens, la liquidation ultérieure serait utilisable pour contrôler les évaluations fournies pour la perception du droit de condamnation.

Ce n'est pas seulement sur le principal de la condamnation, mais encore sur les intérêts alloués au demandeur par le tribunal, que se liquide la taxe des frais de justice. On sait, à cet égard, que l'article 464, du Code de procédure civile, permet aux parties de demander en appel les intérêts, arrérages, loyers et autres accessoires échus depuis le jugement de première instance ; mais, à défaut d'une amende de cette nature, et en l'absence d'une condamnation formelle ou implicite, la perception d'un droit proportionnel de condamnation, sur ces intérêts, arrérages ou loyers, manquerait de base, et ne pourrait être maintenue.

1. Cass., 26 avril 1861. Inst. 2201, § 5.

2. Cass., 20 fév. 1883, précité,

Mais, à la différence de la loi du 22 frimaire an VII, qui comprenait les dépens parmi les sommes et valeurs passibles du droit de condamnation, la loi de 1892 ne désigne comme devant servir à la perception de la taxe, que le montant des liquidations ou condamnations prononcées et les intérêts; les dépens ne doivent donc pas, même liquidés, être ajoutés au montant des condamnations, pour le calcul de l'impôt. Ce point a été mis en dehors de toute discussion lors des travaux préparatoires (1). On entend par dépens les frais qu'un plaideur a été contraint d'exposer pour arriver à la reconnaissance ou à la constatation de son droit (2). Ce sont ces frais qui sont exemptés de la taxe nouvelle, alors même que la condamnation aux dépens aurait été prononcée expressément pour tous dommages et intérêts; en effet, quel que soit le motif de la condamnation, cette disposition de jugement n'en a pas moins trait à des dépens. C'est en vertu de cette règle, que la pratique administrative dispense de toute taxe les dispositions du jugement d'homologation d'un partage qui liquide les honoraires du notaire commis en vertu de l'article 969 du Code de procédure civile, attendu que ces honoraires font partie des frais du procès et constituent dès lors de véritables dépens d'instance.

1. *J. off.*, Chambre, séance du 15 décembre 1891, p. 2640, col. 1 et 2.

2. DALLOZ, *Jur. Gén.*, v^o *Dépens*, n^o 1.

Par suite de la dérogation apportée par la loi nouvelle à celle de l'an VII, les exécutoires de dépens cessent de donner lieu au droit de 0 fr.50 0/0, le tarif de 1 fr.50 auxquels ils sont assujettis, constitue désormais un droit fixe (1).

En principe, la condamnation aux dépens ne comprend pas les droits simples et en sus de timbre et d'enregistrement afférents aux actes en cours d'instance (2). Toutefois, une disposition spéciale du jugement pourrait mettre ces frais à la charge de la partie condamnée aux dépens, en se fondant non pas seulement sur l'article 130 du Code de procédure civile, mais sur l'article 1382 du Code civil (3). Dans ce cas la condamnation au paiement, à titre de dommages et intérêts, des droits et amendes sur les actes produits en justice, donnerait ouverture au droit de 3 0/0 (tarif des dommages et intérêts), mais seulement sur les sommes qui ne devaient pas être légalement supportées par la partie condamnée (4).

Même s'il est inutile, et ne confère au demandeur aucun droit qui ne résulte d'un acte antérieur ou d'une autre disposition du jugement, le jugement est

1. Cf. Sol., 29 juillet 1896, *R. E.*, 1529. DALLOZ, *Jur. Gén.*, v^o *Dépens*, n^o 850. Instr. 2816, p. 18.

2. Cass., 27 janvier 1885, S., 85.1.165; D., 85.1.363. Cass., 12 août 1891. *R. E.*, 382.

3. Cass., 3 mars 1863, S., 63.1.228.

4. Cf. *Dict. de l'Enr.*, 2^e supplément, v^o *Dépens*, n^o 191.

passible du droit de condamnation. « Cela est démontré par le caractère même du droit de condamnation qui est un droit établi sur un fait... Dès lors que le jugement prononce une condamnation, il confère aux parties un titre sur lequel elles peuvent s'appuyer et la loi n'en demande pas davantage (1). » C'est ainsi qu'un jugement qui ordonne la remise de titres est passible de la taxe sans qu'il y ait à distinguer entre les titres nominatifs et les titres au porteur (2). C'est le cours officiel de la Bourse, au jour du jugement, qui sert de base à la perception du droit de condamnation. Quant aux valeurs qui n'ont pas été admises à la cote officielle de la Bourse, mais qui se négocient en banque, les cours, s'ils ne fournissent pas *à priori* une base légale d'évaluation des titres, permettent cependant d'en apprécier la valeur intrinsèque. Toutefois, le droit de condamnation ne serait pas dû lorsque les titres à restituer sont dépourvus de valeur et ne constituent que des pièces justificatives d'un compte; il ne saurait être réclamé davantage sur les valeurs immobilières, telles que les actions de la Banque de France immobilisées; la condamnation à restituer des valeurs de cette nature échappe au droit proportionnel, comme l'injonction de remettre des immeubles par nature.

1. WAHL, t. I, n° 652.

2. Cass., 5 nov. 1901, S., 02. 1. 199. Inst. 3080, § 10. Seine, 26 mars 1904, *Rép. pér. de l'Enregistrement*, n° 10768,

Les jugements de séparation de biens sont soumis, par la loi de 1892 (1), au droit proportionnel de 2 0/0, à percevoir sur le montant des condamnations, lorsqu'ils contiennent condamnation de sommes ou valeurs (2). Il importe peu qu'un jugement de cette nature ne confère au demandeur qu'un droit qui lui appartenait déjà en vertu de son contrat de mariage et de la loi, car l'obligation pour le mari de restituer à la femme ses reprises est imposée au mari par le fait même de la séparation de biens, sans qu'une condamnation soit nécessaire. Cependant la taxe proportionnelle est due dès que l'injonction de payer les reprises de la femme résulte d'une manière non équivoque des termes employés par les juges (3). La taxe proportionnelle serait due même sur le jugement de séparation qui porte que la femme reprendra à l'avenir la libre administration des biens qu'elle a apportés en dot et de ceux qui lui sont échus par la suite et qui condamne le mari à lui restituer le montant de ses reprises dotales. La taxe doit être liquidée en pareil cas à la fois sur les reprises en nature et sur l'intégralité des reprises en deniers (4). Il n'y a pas à se préoccuper, à ce point de vue, de

1. Article 16, § 6.

2. Sinon, ils ne seraient passibles que d'un droit fixe minimum de 22 fr. 50.

3. Cass., 7 juillet 1851, S., 51. 1. 450. Inst. 1900, § 6.

4. Roanne, 14 août 1885, *J. E.*, 22598,

la question de savoir si la femme exerce ses reprises en qualité de propriétaire ou de créancière ; c'est dans la condamnation prononcée contre son mari, qu'elle puise le droit de le contraindre à lui rendre ce qui lui appartient ou à lui payer ce qui lui est dû (1).

Le jugement de séparation de biens serait toutefois affranchi du droit proportionnel, si, en l'absence de toute contestation par le défendeur, il se bornait à énoncer la somme à laquelle s'élèvent les reprises de la femme sans porter injonction d'en payer le montant.

Il convient d'ajouter qu'en matière de séparation de biens, il est rare que les jugements qui la prononcent, déterminent le chiffre des reprises ou indemnités dont ils ordonnent le remboursement au profit de la femme. C'est donc d'après la déclaration estimative des parties qu'est liquidée la taxe des frais de justice, mais cette perception n'est que provisoire, et, lorsqu'un acte postérieur, tel, par exemple, que l'état liquidatif dressé en exécution du jugement de séparation de biens, fixe le montant des reprises de la femme, il est procédé par l'Administration à la liquidation définitive de la taxe.

Est encore passible du droit de condamnation le jugement validant une saisie-arrêt, car il implique

1. Seine, 4 juillet 1857, *J. E.*, 16597.

nécessairement la condamnation du débiteur saisi envers le saisissant (1). En validant la saisie-arrêt, le tribunal se prononce nécessairement sur le fond : il affirme l'existence de la dette du saisi et la reconnaissance, intervenant dans ces conditions, équivaut à une condamnation implicite du saisi. Cependant si la saisie-arrêt est fondée sur un titre authentique, l'Administration reconnaît que le jugement de validité n'est passible que du droit fixe, par le motif que ce jugement n'ajoute rien aux moyens d'exécution que le créancier possédait déjà en vertu de son titre (2). Le droit de condamnation est, en toute hypothèse, perçu sur le montant intégral de la créance du saisissant, alors même que ce montant serait supérieur au chiffre de la somme saisie-arrêtée ; la raison en est que le jugement de validité emporte condamnation implicite contre le débiteur saisi jusqu'à concurrence de la créance expressément reconnue par cette décision.

Le jugement qui déclare le débiteur déchu du bénéfice du terme (3) doit être également considéré comme contenant une condamnation implicite passible du droit proportionnel, soit que les juges aient autorisé le créancier à poursuivre le recouvrement de la dette,

1. Cass., 1^{er} août 1881, S., 82.1.337. Sol., 12 juin 1899, R. E., n° 2330.

2. D. M. F. 6 août 1823.

3. Article 1188, Code civil.

soit qu'ils aient ordonné au débiteur de se libérer (1). Il en est ainsi tout au moins, lorsque le titre de la dette est un acte sous seing privé. Mais, pour les actes authentiques, la Cour de cassation décide que les jugements qui se bornent à écarter les exceptions proposées par un débiteur contre l'exécution d'un titre authentique, sont exempts du droit proportionnel de condamnation (2). Sont donc exempts du droit de condamnation, comme n'ajoutant rien aux moyens d'exécution que le créancier possédait en vertu de son titre primitif, les jugements prononçant la déchéance du terme stipulé dans un acte authentique et autorisant à poursuivre le remboursement du principal et des intérêts échus. Cette autorisation n'empêche pas que le poursuivant doive forcément se prévaloir de son titre primitif pour exercer les poursuites autorisées ; elle n'emporte pas absolument condamnation.

Les nouveaux tarifs établis par la loi de 1892 sont applicables aux condamnations prononcées au profit de l'État, qui étaient auparavant passibles du droit proportionnel de condamnation. Cette règle vise les jugements des tribunaux en matière de contributions publiques ou locales et autres sommes

1. *Dic. Enr.*, v^o *Jugement*, n^o 587. Trib. Nantes, 17 nov. 1899, S., 1900, 2, 254.

2. Cass., 26 mars 1889, *J. E.*, 23186.

dues à l'Etat et aux établissements locaux (1). Par conséquent les jugements portant débouté d'opposition à contrainte sont sujets aux droits proportionnels, lorsqu'ils contiennent en outre condamnation formelle au paiement de l'objet de la contrainte (2). L'Administration n'a pas en effet à se préoccuper de l'utilité des dispositions que renferment les actes et jugements présentés à la formalité ; alors même qu'une condamnation aurait été prononcée sans nécessité, sans profit pour le demandeur et en dehors de ses conclusions elle serait passible de la taxe (3). Mais le droit fixe est seul exigible sur les jugements portant débouté d'opposition à contrainte purement et simplement, ou qui se bornent à ordonner soit son exécution, soit la continuation des poursuites.

Le droit de condamnation, étant exclusivement attaché à l'injonction du juge, doit être exigé autant de fois que cette injonction vient à se produire ; il est encouru chaque fois qu'une condamnation est prononcée, fut-ce contre une personne déjà condamnée par un jugement antérieur (4), ou contre une personne obligée à la dette pour laquelle un jugement précédent a condamné un autre individu. « On ne peut

1. Article 39, loi du 28 avril 1816.

2. Délib. du 28 mars 1834.

3. *Dict. Enreg.*, v° *Jugement*, n°s 598 et 960.

4. Cf. Note WAHL, Trib. Seine, 21 nov. 1890, S., 92.2.92 et 26 mars 1900, *Rép. pér. de l'Enreg.*, n° 9902.

objecter la maxime *Non bis in idem*, puisqu'il s'est produit deux faits distincts. La preuve, que la pluralité des condamnations emporte pluralité des droits, c'est que la loi a jugé nécessaire de décider le contraire pour les condamnations après opposition et appel » (1). Toutefois, pour atténuer ce que cette règle générale peut présenter de rigoureux, la loi de 1892, article 15, n° 1, admet, conformément à la loi de frimaire, article 69, § 2, n° 9, que lorsque le droit proportionnel aura été acquitté pour un jugement rendu par défaut, la perception sur le jugement contradictoire n'aura lieu que sur le supplément des condamnations, collocations ou liquidations. En conséquence, le droit fixe est seul dû si la condamnation contradictoire n'ajoute rien à la condamnation par défaut; il en est ainsi même dans l'hypothèse où le jugement par défaut serait, faute d'exécution dans les six mois, atteint par la péremption.

Le droit fixe est perçu dans cette hypothèse, attendu qu'il est seul dû, par application de l'article 68, § 1, n° 7, de la loi de frimaire, « sur les actes refaits pour cause de nullité ou autre motif, sans aucun changement qui ajoute aux objets des conventions ou à leur valeur ». Donc si un jugement par défaut a été annulé pour incompétence, et que, sur la nouvelle instance introduite par le demandeur devant le

1. Cf. WAHL, t. I, n° 656.

tribunal compétent, il intervienne un second jugement, également par défaut, qui prononce la même condamnation contre les mêmes parties, cette nouvelle décision ne donne pas ouverture à un nouveau droit de condamnation (1). Toutefois l'imputation doit être limitée expressément aux droits de condamnation, de collocation ou de liquidation. C'est ainsi qu'il n'y a pas lieu de tenir compte des droits de titre perçus lors de l'enregistrement d'un jugement annulé en appel, lorsque la Cour a basé sa décision sur une convention distincte ; les deux conventions particulières comportent des droits de titre différents.

D'autre part, le principe général, d'après lequel toute décision portant condamnation doit donner lieu à une taxe spéciale, reprend son empire lorsqu'il ne s'agit pas de jugements par défaut, de jugements frappés d'appel ou de décisions provisoires. Par exemple, dans l'hypothèse où un débiteur solidaire, condamné envers un créancier, exerce son recours contre ses co-débiteurs, le jugement qui accueille ce recours donne ouverture aux droits de condamnation, sans imputation de celui qui a été perçu sur le premier jugement rendu au profit du créancier (2). A plus forte raison, la pluralité des droits de condamnation s'applique lorsque les condamnations de

1. *D. M. F.* 18 mai 1836. *Inst.* 1528, § 9.

2. *Seine*, 28 décembre 1877, *J. E.*, 20650.

sommes prononcées contre le même débiteur émanent de deux juridictions différentes, le tribunal civil et le tribunal de commerce par exemple. Chacun de ces jugements comporte l'application du droit proportionnel de condamnation.

Quelle que soit la généralité des termes de l'article 15, n° 1, de la loi de 1892, il est certain que la taxe ne peut pas être exigée sur tous les jugements. C'est ainsi que les jugements qui se bornent à débouter le débiteur de son opposition à un commandement échappent, aujourd'hui comme sous la législation antérieure, à la taxe proportionnelle de condamnation. Ces décisions n'ont en effet d'autre résultat que d'ordonner la continuation des poursuites commencées en vertu du titre primitif et elles n'ajoutent rien aux moyens d'exécution que le créancier trouvait déjà dans ce titre (1). Ils ne comportent dès lors que le droit fixe, au taux réglé par l'article 17 de la loi de 1892. D'autre part, le jugement qui enjoint à une personne de rendre compte de son mandat et, d'une manière plus générale, tous ceux qui tendent à assurer l'exécution d'une obligation de faire, susceptible de se résoudre en dommages et intérêts à défaut d'accomplissement, sont passibles seulement du droit fixe. C'est ainsi que le jugement portant condamnation à prendre livraison de marchandises n'engendre

1. Cass., 26 mars 1889, *J. E.*, 23186.

que le droit fixe, tandis que celui qui condamnera le défendeur à livrer des denrées ou des marchandises qu'il s'était engagé à fournir, serait passible du droit proportionnel (1).

Règles spéciales concernant les dommages et intérêts. — La loi du 26 janvier 1892 a édicté un tarif spécial relativement aux dommages et intérêts. Pour les dommages et intérêts qui sont prononcés, soit en matière de police pour les juridictions correctionnelle ou criminelle, soit en matière civile ou commerciale, par les tribunaux de première instance civils ou de commerce, les arbitres et les Cours d'appel, le tarif est de 3 0/0 (2). En ce qui concerne les dommages et intérêts prononcés par les juges de paix en matière civile et de police, et par les conseils de prud'hommes, la quotité du droit est maintenue au taux de 2 0/0. La taxe est établie pour les dommages et intérêts prononcés par les tribunaux.

Quant aux conditions d'exigibilité du tarif spécial aux dommages et intérêts, elles restent ce qu'elles étaient avant la loi de 1892, le taux du droit seul est modifié. Il faut donc continuer à appliquer la distinction antérieurement établie par la Cour de cassation entre les dommages et intérêts et la simple indem-

1. Sol., 15 novembre 1895, *R. E.*, 1442.

2. Article 16, § 7.

nité (1). D'après la règle posée par ces arrêts, une condamnation a le caractère de dommages et intérêts et elle est passible du droit de 3 0/0 toutes les fois qu'elle représente la réparation d'un préjudice causé par une faute, sans distinguer suivant que la faute résulte d'un délit ou d'un quasi-délit, ou de l'inexécution d'un contrat (2). Il ya bien un texte, l'article 69, § 2, n° 8, de la loi de frimaire, qui tarifie à 0 fr. 50 0/0 les indemnités de sommes et objets mobiliers ; mais la Cour de cassation a reconnu, par l'arrêt de 1875 précité, que ce texte ne concerne que les indemnités stipulées accessoirement à un contrat et est étranger aux indemnités judiciaires, dont le tarif est réglé non par le paragraphe 2, n° 8, de l'article 69 de la loi de l'an VII, mais par le paragraphe 2, n° 9 et 5 du même article, relatifs à la matière des jugements. Ainsi toute cause manque à la perception du droit majoré, lorsque l'obligation de réparer le dommage résulte d'une convention antérieure à l'acte judiciaire et ne découle pas nécessairement du jugement. En pareil cas, en effet, le tribunal n'a pas eu à faire application de l'article 1382 du Code civil, ni des articles 1146 et

1. Cass. Chambres réunies, 23 juin 1875, S., 75.1.430 ; D., 75.1.421. Cass., 20 nov. 1889, S., 90.1.353 ; D., 90.1.201.

2. DALLOZ, *Jur. Gén., Supplément*, v° *Enregistrement*, n° 807. NAQUET, *Traité des droits d'Enregistrement*, 2° édition, tome 2, n° 544. WAHL, *Traité du droit fiscal*, tome I, n° 500 à 503.

suivants relatifs à l'inexécution et au retard dans l'exécution des obligations conventionnelles. Il n'a pas eu à apprécier les agissements qui ont occasionné le préjudice dont il était dû réparation, ni à évaluer l'importance de cette réparation. Le tribunal s'est borné à consacrer une convention qui, prévoyant l'éventualité d'un dommage, établissait l'obligation de le réparer. Par suite, la somme promise à titre d'indemnité éventuelle tombe sous le coup du nouveau tarif et ne supporte que la taxe proportionnelle des frais de justice, c'est-à-dire suivant les juridictions, les droits de 1 franc, 1 fr. 25 ou 2 fr. 0/0. Peut-être serait-il dû en outre un droit de titre pour reconnaissance de dette (1 0/0 sur la somme promise). En conséquence la taxe des frais de justice serait seule exigible sur le jugement condamnant un caissier à payer une somme pour déficit de caisse et pour détournement(1); mais, au contraire, le tarif des dommages et intérêts a été appliqué à un jugement portant condamnation à payer, à titre de restitution une somme représentant la valeur d'obligations de la Ville de Paris détournées par un dépositaire (2).

Certaines hypothèses ont soulevé des difficultés ; c'est ainsi qu'on avait soutenu que le jugement qui

1. Cf. Le Havre, 13 mars 1879, *J. E.*, 21678.

2. Cf. *Dict. Enreg.*, 2^e supplément, *v*° *Jugement*, n° 417.

condamne un locataire à indemniser une Compagnie d'assurances, subrogée aux droits du propriétaire, des conséquences d'un incendie survenu, par la faute de ce locataire, à un immeuble occupé par lui, ne donnait lieu qu'à la taxe des frais de justice, par le motif que la condamnation dérive d'une clause accessoire d'indemnité sous-entendue dans le contrat de bail (1). Cependant la jurisprudence la plus récente admet la perception du droit de 3 0/0, parce que l'incendie de l'immeuble implique inexécution du bail, dans le sens des articles 1146 et suivants, et constitue une faute imputable au locataire; par suite les sommes allouées comme représentant la valeur de l'immeuble dégradé par l'incendie, représentent, d'après l'article 1149, des dommages et intérêts, car ils sont attribués à la Compagnie d'assurances en réparation du préjudice résultant d'une faute du locataire (2). Il ne s'agit plus, dans cette hypothèse, d'une indemnité qui aurait été fixée d'avance, comme en cas de résiliation dans le contrat de bail (la condamnation, reposant alors sur une convention préexistante, qu'il s'agit seulement de ramener à exécution, n'engendrerait que la taxe des frais de justice). La condamnation qui intervient relative-

1. Article. 1773, Code civil.

2. Nîmes, 4 août 1900, *R. E.*, 2488. Cass., 4 mai 1905, *R. E.*, 3838.

ment à l'indemnité à verser à la Compagnie d'assurances ne dérive plus d'un contrat, mais de l'obligation générale, que la loi impose à toute personne, de réparer le préjudice causé par sa faute, et c'est pour ce motif que le tarif spécial de dommages et intérêts est applicable.

Le même droit serait encouru en cas de condamnation d'un notaire, qui a servi d'intermédiaire pour la négociation d'un prêt, à indemniser le prêteur du dommage qu'il éprouve, par suite de l'insolvabilité de l'emprunteur (3 0/0) (1).

Enfin, il arrive fréquemment qu'une pension alimentaire est attribuée à une femme, en vertu des articles 212 et 214 du Code civil, par un jugement prononçant séparation de corps. Cette allocation comporte uniquement la perception du droit ordinaire de condamnation. Elle représente, en effet, l'exécution d'un devoir d'assistance qui est indépendant de toute faute, la pension pouvant être accordée aussi bien à l'époux qui a obtenu la séparation de corps qu'à l'autre époux, aux torts duquel elle a été prononcée. Le droit de 3 0/0 ne deviendrait exigible que si le tribunal avait motivé l'allocation de la pension sur une faute imputable à l'époux qui doit en avoir la charge (2). Mais la pension qui est allouée au moment du divorce,

1. Caen, 3 mars 1897, *R. E.*, 1489.

2. Cass., 3 janv. 1893, D., 93.1.126. Seine, 16 mai 1893, D., 93.2.393.

en vertu de l'article 301 du Code civil, à l'époux qui a obtenu gain de cause, procède d'un titre nouveau : la jurisprudence la fonde sur une application spéciale de l'article 1382, qui oblige l'époux perdant à réparer le préjudice matériel et moral occasionné à son conjoint et le tarif des dommages et intérêts (3 0/0) est encouru devant les tribunaux de première instance (1).

Section II

DROIT DE LIQUIDATION

Le mot *liquidation* désigne, d'une manière générale, l'action par laquelle on débrouille, on règle et on fixe ce qui était embarrassé et incertain en matière d'affaires (2). « Liquider, dit M. Naquet, c'est régler d'une manière fixe et précise la situation juridique des parties (3). » Telle est aussi l'interprétation qui se dégage de la jurisprudence (4). La liquidation soumise à l'impôt suppose l'existence d'une valeur incertaine, indéterminée dans sa quotité, que le tribunal est appelé à dégager d'éléments plus ou moins obscurs et nombreux. C'est là la matière de la liqui-

1. Sol., 25 février 1899, *R. E.*, 2092 ; *J. E.*, 25735.

2. MERLIN, *Rép.*, v^o *Liquidation*.

3. *Traité des droits d'Enreg.*, 2^e édition, tome II.

4. Cass., 25 mai 1875, S., 75.1.377 ; D., 75.1.426.

dation, sur laquelle se concentre l'examen du tribunal, des experts ou des arbitres commis pour la préciser et la représenter par un chiffre, qui sera désormais à l'abri de la discussion des parties.

La liquidation passible du droit proportionnel, fixé par l'article 15, n° 1, de la loi de 1892, au même tarif que le droit de condamnation implique, par conséquent, comme tout débat judiciaire, l'idée d'une contestation. La loi fiscale laisse en dehors de son domaine les opérations de simple calcul qui consistent à réunir ou à rapprocher des sommes admises par tous les plaideurs, pour en tirer un total ou une différence. Ainsi comprise, la liquidation se trouvera souvent réunie dans un même jugement avec une condamnation s'appliquant à la même valeur ; par exemple le tribunal, après avoir arrêté le montant, jusque-là incertain, d'une dette, condamne au paiement de l'intégralité de cette dette. Alors les deux parties de la décision se fondent en une opération unique et la liquidation, au point de vue fiscal, disparaît devant la condamnation. Mais il se peut qu'il en soit différemment et que l'objet de la liquidation diffère de celui de la condamnation. Par exemple, après exécution partielle d'une obligation au moyen de versements d'acomptes, le tribunal est appelé à apprécier l'étendue totale de l'obligation et à en assurer la complète exécution. En semblable hypothèse, la liquidation s'étend au montant intégral de l'obligation, tan-

dis que la condamnation ne peut porter que sur la différence entre ce montant et les acomptes versés. c'est-à-dire sur le solde.

Le droit de liquidation est dû sur toutes les sommes dont la quotité était incertaine au moment du litige, alors même que la fixation de ces sommes a principalement pour but de dégager un reliquat à la charge de l'une des parties en cause. Toutefois, il y a des tribunaux qui se bornent à exiger la taxe sur le reliquat (1). Le droit est dû sur toutes les sommes qui étaient contestées au dernier moment de la procédure, dans les dernières conclusions prises par les parties en litige. Mais il n'y a plus lieu à la perception du droit proportionnel de liquidation sur le jugement qui, au lieu de fixer entre les parties des valeurs jusque-là incertaines et discutées, n'a d'autre résultat que de confirmer une liquidation antérieure et s'applique à des sommes ou valeurs déjà déterminées et exemptes de toute contestation. En effet, pour qu'il y ait liquidation, il faut que le tribunal dégage un résultat certain et définitif d'une situation jusque-là embrouillée.

1. Cf. Oran, 17^e février 1896, *Répertoire périodique de l'Enreg.*, 9084.

Section III

DROIT DE COLLOCATION

Ce droit est, d'après la loi du 26 janvier 1892 reproduisant sur ce point les dispositions antérieures, celui qui est perçu sur les ordres amiables ou judiciaires, les distributions de prix réglées à l'audience, conformément à l'article 773 du Code de procédure et les contributions judiciaires (1).

Il en sera traité *infra* sous la rubrique : « Taxes diverses » (section V).

Section IV

TARIF DES DÉCISIONS SUR APPEL

La loi du 26 janvier 1892 soumet les décisions sur appel à deux tarifs distincts :

1° Le droit ordinaire de condamnation qui est de 1 fr. 25 0/0 pour les arrêts des Cours d'appel en matière commerciale (2), de 2 0 0 sur les jugements et arrêts rendus sur appel en matière civile (3) et de

1. Article 4 de la loi du 22 frimaire an VII. Article 5 de la loi du 28 février 1872 ; et articles 15, n° 2, et 16, § 3 et 4, n° 2, loi du 26 janvier 1892.

2. Article 16, § 5.

3. Article 16, § 6, n° 1.

3 0 0 lorsqu'il s'agit de dommages et intérêts (1). Pour la perception de ces droits, il y a lieu de tenir compte des condamnations résultant de la décision du premier juge ; la sentence rendue sur appel n'y donne ouverture que jusqu'à concurrence du supplément de condamnation ou de la condamnation nouvelle qu'elle prononce.

2° Une taxe spéciale de 0 fr. 50 0/0, exigible tant sur les décisions confirmant sur appel un jugement rendu en premier ressort, que sur les sentences infirmatives de jugement de débouté (2). Pour examiner comment ces taxes sont perçues, c'est-à-dire si elles s'appliquent séparément ou concurremment, il faut envisager deux hypothèses et se placer successivement dans le cas d'une décision confirmative et d'une décision infirmative du jugement rendu en premier ressort :

α) Lorsque le jugement ou l'arrêt rendu sur appel confirme la décision du premier juge, il ne peut pas être question d'assujettir au droit ordinaire de 1 fr. 25 ou de 2 0/0, cette sentence confirmative, puisque ce droit a déjà été perçu sur le jugement de première instance. En conséquence, la taxe spéciale de 0 fr. 50 0/0 est seule due sur le montant des condamnations confirmées par le tribunal d'appel. Exemple : un tri-

1. Article 16, § 7.

2. Article 16, § 2.

bunal civil, statuant en matière commerciale, condamne le défendeur à payer une somme de 50.000 francs pour prix de marchandises. D'après l'article 16, § 5, de la loi de 1892, cette décision donne ouverture, indépendamment du droit de titre s'il y a lieu, au droit de 1 fr. 25 0/0 sur 50.000 francs (1). Si, frappée d'appel, cette décision est confirmée, l'arrêt confirmatif est passible d'un second droit qui doit être également calculé sur 50.000 francs, mais au taux réduit de 0 fr. 50 0/0. Si la confirmation est partielle, par exemple si la condamnation n'est maintenue que jusqu'à concurrence de 40.000 francs la taxe de 0 fr. 50 0/0 n'est exigible que sur cette dernière somme (2). Cette règle s'applique sans qu'il y ait à distinguer entre le cas où l'appel est interjeté par le condamné et celui où il émane du demandeur.

Toutefois, dans l'hypothèse où le demandeur qui a triomphé en première instance trouve la condamnation insuffisante et va en appel, si la sentence rendue en premier ressort est purement et simplement confirmée, ce n'est pas le tarif des déboutés qui s'applique, c'est seulement le droit de 0 fr. 50 0/0 qui doit être perçu.

β) Dans l'hypothèse inverse, où une demande rejetée en première instance est accueillie en appel, alors la condamnation ou liquidation résultant de la sen-

1. Article 16, § 5.

2. Instr. 2816, page 21.

tence infirmative est assujettie, non seulement à la taxe de 0 fr. 50 0/0, mais encore au droit ordinaire de 1 fr. 25, de 2 0/0 ou de 3 0/0. De sorte que le total de l'impôt égale le montant des droits qui eussent été perçus successivement si la condamnation avait été prononcée par les premiers juges et confirmée en appel (1). Exemple une demande en paiement de 50.000 francs en dommages et intérêts est rejetée en première instance. Le jugement de rejet ne donne lieu qu'au droit fixe. Mais, sur l'appel du demandeur, la Cour réforme la décision et condamne l'intimé au paiement de la somme réclamée. Cette dernière condamnation donne ouverture, non seulement au droit de 3 0/0 (2), mais encore à la taxe de 0 fr. 50 0/0 sur 50.000 francs. Si la même demande, accueillie en première instance jusqu'à concurrence de 20.000 francs est rejetée pour le surplus, le jugement doit supporter le droit de 3 0/0 sur 20.000 francs. Enfin, dans l'hypothèse où, sur l'appel simultané du demandeur et du défendeur, qui ont tous deux succombé sur une partie de leurs prétentions, la Cour élève la condamnation à 30.000 francs, l'arrêt comporte le droit de 0 fr. 50 sur 30.000 francs et celui de 3 0/0 sur le supplément de condamnation, c'est-à-dire sur 10.000 francs.

1. Article 16, § 2, n° 2.

2. Article 16, § 7.

Il se peut encore que le tribunal d'appel réforme et annule complètement la condamnation prononcée en première instance. Quel est le droit auquel il convient d'assujettir une semblable décision infirmative ? D'après la pratique de l'Administration, c'est toujours le droit des déboutés de demande, 7 fr. 50 ou 25 francs suivant la juridiction, qui doit être perçu en pareille hypothèse. La perception du droit de débouté est justifiée par cette considération que la décision du tribunal d'appel, par cela même qu'elle infirme la condamnation prononcée en première instance, entraîne à l'encontre du demandeur originaire toutes les conséquences d'un débouté de demande. Comme, en définitive, le tribunal d'appel rejette la demande accueillie par les premiers juges, il place l'intimé dans la même situation que s'il eût été débouté de sa demande en première instance. En conséquence la décision d'appel donnera simplement ouverture aux droits fixes ordinaires de 7 fr. 50 ou de 25 francs, suivant que la sentence infirmative émanera d'un tribunal civil ou d'une Cour d'appel.

Il convient d'ajouter que les décisions rendues sur appel ne comporte la taxe additionnelle de 0 fr. 50 qu'autant qu'elles ont trait à une demande accueillie ou rejetée en première instance. Que si le tribunal d'appel statue sur une demande dont les premiers juges n'avaient pas été saisis, ce n'est pas la taxe de 0 fr. 50 0/0, mais le droit ordinaire de

1 fr. 25 ou de 2 0/0 qui est seul applicable à cette partie de la décision. Ce serait donc le tarif ordinaire qui deviendrait exigible, si les parties, en appel, demandaient, par des conclusions additionnelles, des intérêts arriérés ou autres accessoires échus depuis le jugement de première instance (1).

En cas de rejet d'une demande tant en première instance qu'en appel, le droit fixe est seul dû sur la décision confirmative de même que sur le premier jugement (2).

Enfin il faut noter que la taxe de 0 fr. 50 0/0 se restreint aux décisions sur appel en matière civile ou commerciale, elle est donc sans application aux appels correctionnels, même lorsqu'il s'agit de dommages-intérêts. En outre, de même que le droit principal auquel elle s'ajoute, la taxe de confirmation de 0 fr. 50 ne frappe que des condamnations de sommes ou valeurs mobilières et ne peut être perçue sur les dépens adjugés soit en première instance soit en appel.

Section V

TAXES DIVERSES, DROITS MINIMA ET DROITS FIXES

En dehors du droit de condamnation, l'impôt établi par la loi de 1892 pour remplacer les anciennes

1. Code de procédure, art. 464.

2. Instr. 2816, page 21.

taxes d'enregistrement, de greffe et de timbre comporte : 1° un droit sur les ordres et contributions ; 2° un droit sur les répartitions en matière de faillite ; 3° un droit sur les ventes judiciaires ; 4° une taxe d'homologation des partages ; 5° enfin il y a les droits minima et les droits fixes.

*1° Droits sur les ordres et contributions ou
droits de collocation.*

Le droit de collocation est, d'une manière générale, celui qui frappe les distributions de sommes opérées entre créanciers (1).

La loi du 26 janvier 1892 assujettit au droit proportionnel les ordres amiables et judiciaires, les distributions de prix réglées à l'audience conformément à l'article 773 du Code de procédure et les contributions judiciaires (2). Ce droit, exigible sur le montant des sommes mises en distribution, est fixé à 0fr. 75 0/0 pour les ordres amiables et à 1 fr. 0/0 pour les ordres judiciaires, les contributions de même nature et les distributions de prix réglées à l'audience ; la nouvelle taxe est due soit sur les jugements qui règlent la distribution du prix en exécution à l'article 773, soit sur l'acte par lequel le juge commissaire

1. WAHL, *Traité de droit fiscal*, t. I, p. 662.

2. Articles 15, n° 2 ; et 16, § 3 et 4, n° 2.

effectue la délivrance des bordereaux ou mandements aux créanciers utilement colloqués. D'ailleurs il n'y a point de délai de rigueur pour l'enregistrement des procès-verbaux d'ordre ou de contribution; il suffit que ces actes soient soumis à la formalité avant la délivrance des bordereaux ou mandements de collocation (1).

La loi de 1892 laisse en dehors de son empire l'ordre consensuel et la contribution amiable, qui restent soumis au droit de 0 fr. 50 0/0 (2). On sait que l'ordre consensuel est celui qui est réglé du consentement unanime des créanciers inscrits, par acte sous seing privé ou par contrat notarié, sans l'intervention de l'autorité judiciaire. L'ordre amiable proprement dit nécessite au contraire la participation d'un juge spécial.

En cas de règlement partiel, comme dans l'hypothèse prévue par l'article 758 du Code de procédure, la nouvelle taxe doit être liquidée seulement sur les sommes qui ont fait l'objet d'une attribution définitive, à l'exclusion de celles qui sont réservées pour désintéresser les créanciers contestés et sur lesquels le droit ne sera perçu qu'au moment de leur distribution effective (3).

1. Instr. 2816, p. 23.

2. Article 5, loi du 21 février 1872.

3. Instr. 2816, p. 23.

2^o Répartitions en matière de faillite.

Pour les faillites et liquidations judiciaires, toutes les répartitions faites aux créanciers sont assujetties à un droit proportionnel de 0 fr. 25 0/0, qui est liquidé sur le montant des sommes mises en distribution, c'est-à-dire lorsqu'il y a attribution privative à chacun des ayants droit de la part qui lui revient dans l'actif commun ; en d'autres termes, la distribution s'opère entre les créanciers par les soins des syndics et porte sur tout ou partie de l'actif.

L'exigibilité de la taxe dépend d'une double condition : il faut, pour qu'elle puisse être légitimement perçue, qu'il s'agisse de distributions faites par les syndics ou liquidateurs dans les formes prescrites par le Code de commerce et par la loi du 4 mars 1889, et que les attributions soient consenties au profit des créanciers. Par suite, le droit n'est pas dû sur le paiement effectué par le débiteur qui a obtenu un concordat pur et simple, parce qu'alors c'est le débiteur lui-même qui, après avoir été remplacé à la tête de ses affaires procède au paiement en exécution des arrangements pris avec ses créanciers, et on n'est plus en face d'une distribution au sens juridique du mot (1).

1. Cf. déclaration de M. LIOTARD-VOGT, séance du 29 janvier 1892. *J. off.* du 29, Sénat, page 55, colonne 20.

3° *Adjudications et ventes judiciaires.*

Les articles 15, n° 3 et 4, et 16, § 1, n° 3, de la loi de 1892, soumettent à une taxe de 0 fr. 25 0/0 les jugements ou procès-verbaux judiciaires portant adjudications de meubles ou immeubles renvoyées devant notaire commis par décision de justice. La taxe proportionnelle s'applique dès lors aux ventes sur saisies immobilières, à celles de biens de mineurs, d'interdits ou d'absents, à celles d'immeubles dotaux à celle des biens qui dépendent d'une succession bénéficiaire ou vacante, aux ventes faites par le grevé des biens compris dans la substitution, aux ventes sur conversion de saisie en ventes volontaires, aux ventes sur licitation entre majeurs et mineurs, ou même entre majeurs lorsque les immeubles ne sont pas partageables en nature, ou que l'un des co-licitants, non présent, a été pourvu d'un mandataire judiciaire ; à l'adjudication sur surenchère du dixième sur aliénation volontaire.

La taxe de 0 fr. 25 0/0 ne s'applique qu'aux ventes qui s'effectuent à la barre du tribunal et à celles qui, devant avoir lieu à l'audience des criées, sont renvoyées par le tribunal devant un notaire commis à cet effet (1). La taxe ne concerne pas les ventes qui

1. Instr. 2816, p. 25.

sont autorisées par devant notaire, en vertu non d'un jugement, mais d'une simple ordonnance (1).

La taxe porte sur les ventes judiciaires de meubles de même que sur celles d'immeubles. Mais, comme la plupart du temps, les adjudications de meubles se réalisent sans l'intervention du tribunal, elles n'offrent que très rarement le caractère de ventes judiciaires et par suite échappent à la taxe de 0 fr. 25 0/0, laquelle ne saurait atteindre les ventes par suite de saisie mobilière, les ventes de meubles après faillite et les ventes de marchandises neuves ordonnées ou autorisées par les tribunaux consulaires.

En outre, toutes les ventes judiciaires au-dessous de 2.000 francs sont exemptées de la taxe, sans distinguer les ventes mobilières et les ventes immobilières (2). En cas d'adjudication par lots, si le chiffre de 2.000 francs est atteint pour l'ensemble des lots qui ont trouvé acquéreur, chaque adjudication partielle, quel qu'en soit le prix particulier, est passible du droit (3). Pour savoir si le prix de l'adjudication est inférieur à 2.000 francs et doit être, en conséquence, exempté de la taxe, il convient de ne pas ajouter au prix principal les frais antérieurs à la

1. Sol., 19 août 1863, *R. E.*, 549.

2. Article 16, § 1^{er} n°, 3.

3. Instr. 2816.

vente, dont le paiement est mis à la charge de l'adjudicataire (1).

D'après l'article 15, n^{os} 3 et 4, le droit de 0 fr. 25 est calculé sur le prix de la vente augmenté de toutes les charges en conséquence. Lorsqu'une adjudication comprend, outre un immeuble et le fonds de commerce qui y est exploité, le droit au bail des lieux, à la charge de payer les loyers à courir, la taxe spéciale est due sur le montant de ces loyers, l'obligation de les acquitter imposée à l'acquéreur présentant le caractère d'une charge de l'adjudication du droit au bail (2). La loi de 1892 n'établit aucune distinction entre l'adjudication sur licitation et les autres ventes judiciaires ; elle les englobe toutes dans une disposition unique ; la taxe de 0 fr. 25 0/0 est donc perçue sur la totalité du prix sans qu'il y ait lieu d'en déduire la part qui revient à l'adjudicataire ; la loi de 1892 n'a pas eu en effet pour but de créer un droit de mutation complémentaire destiné à augmenter celui qui existait déjà ; elle a simplement voulu frapper tout jugement définitif d'une taxe proportionnelle à l'affaire. Or ce résultat ne pouvait être atteint qu'en donnant pour assiette à la taxe judiciaire le prix de l'immeuble licité et non pas seulement, comme pour le droit de

1. Sol., 31 août 1893, *R. E.*, 624.

2. *Dict. Enreg.*, 2^e supplément, v^o *Vente judiciaire*, n^o 781.

mutation, la part acquise par l'adjudicataire (1).

Enfin, en matière d'adjudication sur surenchère, la taxe de 0 fr. 25 0/0 n'est due que dans le cas où le droit de mutation est lui-même exigible ; en d'autres termes, si la première adjudication a été enregistrée, la revente sera passible du droit fixe ou d'un complément de taxe, suivant qu'elle aura lieu pour un prix non supérieur ou supérieur à celui de la précédente adjudication.

4° Taxes d'homologation des partages.

Les articles 15, n° 5, et 16, § 1^{er}, n° 2, de la loi de 1892, assujettissent aux droits de 0 fr. 25 0/0 les jugements, sentences d'arbitres ou arrêts de Cours d'appel prononçant l'homologation d'un partage ou d'un état liquidatif, sur le montant de l'actif net partagé ou liquidé.

Du moment que l'actif net est seul imposé, il faut, pour le calcul de la taxe, exclure de la masse partagée les dettes, soultes et charges quelconques susceptibles de diminuer l'importance de l'actif réel. En outre, si les états liquidatifs ou les partages homologués comprennent des prix de meubles ou d'immeubles qui ont supporté le droit proportionnel établi

1. Quimper, 17 mars 1898, *R. E.*, 1741. Seine, 2 novembre 1901, *R. E.*, 2878. Rouen, 30 juin 1903, *R. E.*, 3423.

sur les adjudications judiciaires, ces prix doivent être déduits de l'actif net, pour la perception de la taxe de 0 fr. 25 0/0 applicable au jugement d'homologation (1).

Il résulte de l'article 16, n° 2, de la même loi, que le droit de 0 fr. 25 0/0 applicable au jugement d'homologation est perçu indépendamment de ceux auxquels les liquidations et partages sont assujettis. Donc la nouvelle taxe est perçue concurremment avec le droit de partage de 0 fr. 20 0/0, le droit de soulte, le droit d'obligation ou de libération et les autres taxes d'enregistrement auxquelles peut donner ouverture le jugement d'homologation. Il n'y a pas contradiction entre les diverses règles de perception, car le fait imposable n'est pas le même dans les deux cas, la cause de l'exigibilité de la taxe des frais de justice est l'intervention de l'autorité judiciaire ; quant aux droits d'enregistrement sur les contrats, c'est la mutation ou l'obligation définitivement constatée qui les rend exigibles (2).

Il y a des hypothèses dans lesquelles les actes échappent à la taxe : ainsi, lorsque l'homologation est requise en raison de l'opposition de l'un des créanciers d'un copartageant, la taxe n'est pas exigible sur le jugement, car les créanciers ne sauraient contrain-

1. Article 15, n° 5, loi de 1892.

2. Seine, 16 décembre 1899, *R. E.*, 2293.

dre les co-partageants à faire un partage judiciaire. Si le partage est maintenu, le jugement n'ajoute rien à sa valeur et à ses effets juridiques entre les co-héritiers ; il le rend seulement exécutoire à l'égard des créanciers contestants ; la décision judiciaire ne saurait donc, dans cette hypothèse, être assimilée à un jugement d'homologation passible de la taxe de 0 fr. 25 0/0 (1).

Lorsqu'un jugement d'homologation a trait à des biens qui font l'objet d'un partage testamentaire et à d'autres biens, la taxe de 0 fr. 25 0/0 n'est pas exigible sur les biens partagés par testament, attendu que le partage testamentaire n'est pas sujet à homologation même quand il intéresse des mineurs (2). La liquidation opérée dans le partage testamentaire est considérée uniquement comme le préliminaire de la répartition du surplus de l'hérédité, en vue d'établir que les attributions faites par le testateur n'excédaient pas la quotité disponible. Le jugement qui approuve cette opération n'a donc pas prononcé une homologation au sens légal. Il en serait ainsi, à *fortiori*, s'il s'agissait d'une donation à titre de partage anticipé présentant un caractère transactionnel (3). Enfin, les rapports d'experts se bornant à estimer

1. Sol., 27 novembre 1894, *J. E.*, 24790.

2. AUBRY et RAU, tome 8, § 729, p. 10.

3. Sol., 17 janvier 1899, *R. E.*, 1955.

purement et simplement les immeubles héréditaires, sans lotissement, ne sont ni des partages ni des états liquidatifs au sens de la loi de 1892, par conséquent les jugements qui homologuent ces rapports échappent à la taxe de 0 fr. 25 0/0.

La taxe de 0 fr. 25 0/0 est due sur l'actif net partagé et liquidé, c'est-à-dire sur les valeurs dont la fixation a été l'objet de l'instance ; pour déterminer cet objet il convient d'examiner avec soin l'étendue de la mission dont a été investie le notaire commis. Ainsi le droit n'est dû que sur les valeurs composant l'actif de la communauté dans une liquidation de communauté de succession, alors même que le notaire aurait établi dans son travail que les reprises de la veuve excèdent l'actif. Toutefois, si l'instance avait pour objet direct de fixer les reprises de la veuve, ce qui serait le cas pour une femme renonçant à la communauté ou judiciairement séparée de biens, la taxe serait due même sur les reprises de la veuve (1). D'ailleurs, pour l'assiette de la taxe, il n'y pas lieu de tenir compte des droits de mutations par décès, des rapports fictifs, des frais de liquidation ou des legs particuliers faits à des non successibles (2). Quant au legs particulier fait à un successible, il doit être considéré comme un passif déductible de la masse, alors même que le bé-

1. Bar-le-Duc, 24 décembre 1902, *R. E.*, 3336.

2. *Traité alphabétique*, v^o *Partage*, n^o 157.

néficiaire serait l'un des co-partageants, le seul droit auquel donnerait ouverture ce legs particulier serait celui de délivrance de legs, 0 fr. 20 0/0, à l'exclusion du droit de partage et de la taxe des frais de justice (1). L'article 15 *in fine* décide, d'ailleurs, que si les états liquidatifs ou les partages comprennent des prix de meubles ou d'immeubles qui ont déjà supporté le droit proportionnel sur une adjudication judiciaire antérieure, ces prix doivent être déduits du chiffre d'actif net qui sert de base à la taxe de 0 fr. 25 0/0. Fréquemment, en effet, les adjudications ont été présentées à l'enregistrement avant les jugements prononçant l'homologation des partages et la taxe a déjà été perçue sur le prix des biens distribués ; le but du législateur a donc été d'éviter la superposition d'une double taxe de 0 fr. 25 0/0 sur les mêmes valeurs.

D'après la jurisprudence les droits auxquels les dispositions d'un partage donnent ouverture ne deviennent exigibles que lorsque cette taxe est enregistrée et ils sont dus alors sur le jugement qui, contenant l'homologation, réalise le partage d'une manière définitive (2) ; en conséquence, c'est le receveur chargé de l'enregistrement des actes judiciaires qui est tenu d'assurer le paiement des droits dus sur le partage, au moment où le jugement d'homologation est présenté à la formalité.

1. Nancy, 22 avril 1902, *R. E.*, 3015.

2. Cassation, 19 juillet 1880, *S.*, 81.1.38; *D.*, 81.1.85.

5° *Droits minima et droits fixes.*

Enfin l'article 17 de la loi de 1892 détermine, pour les décisions sujettes au droit proportionnel, le minimum de la taxe à percevoir, et pour celles qui sont passibles seulement du droit fixe, la quotité du droit exigible.

Voici les principales règles qui résultent de ce texte :

I.—*Justices de paix et conseils de prud'hommes.*— Les jugements des juges de paix, les procès-verbaux de conciliation ou de non conciliation dressés par ces magistrats et les sentences des prud'hommes doivent être tarifés à un droit d'au moins 1 franc en principal (1 fr. 25 avec les décimes). Ce droit n'est exigible qu'autant que la décision ne donne pas ouverture à un impôt proportionnel plus élevé. Tous les jugements sont assujettis à cet règle. Quant aux ordonnances des juges de paix, elles demeurent, comme jadis, passibles du droit inférieur de 1 fr. 50.

II.—*Tribunaux de première instance et Cours d'appel.* — La loi de 1892 ne se préoccupe pas, comme autrefois, de la distinction entre le premier et le dernier ressort du jugement ; à ce point de vue, toutes les décisions sont placées sur la même ligne ; elle prend seulement en considération le caractère préparatoire ou définitif du jugement et la nature civile

ou commerciale de l'instance. Les jugements préparatoires ou interlocutoires des tribunaux de première instance en matière civile ou commerciale ou rendus par des arbitres sont soumis à un droit minimum de 4 fr. 50 en principal. Quant aux jugements provisoires, étant définitifs quant au point qu'ils règlent, ils sont assujettis au tarif des jugements définitifs, qui est, quel que soit le ressort, de 7 fr. 50 en matière civile et de 5 francs en matière commerciale (en principal) (1).

III. — Pour les arrêts des Cours d'appel, le droit minimum est de 7 fr. 50 pour les arrêts interlocutoires ou préparatoires et de 25 francs lorsqu'il s'agit d'un arrêt définitif.

On sait qu'un jugement est définitif lorsqu'il donne la solution finale du litige (2). Le jugement provisoire est celui qui, en attendant la solution du procès, pourvoit à certains intérêts qui peuvent rester en souffrance. Il n'a pas pour objet de mettre la cause en état d'être jugée, mais seulement de détacher du procès un chef de demande particulièrement urgent et d'y donner une solution avant la décision relative à l'ensemble (3). Enfin les jugements préparatoires sont ceux qui, sans rien préjuger sur le fond ordonnent

1. Avec les décimes, 9 fr. 38 ou 6 fr. 25.

2. DALLOZ, *Jur. Gén., Supplément*, v^o *Jugement*, n^o 17. GARSONNET, *Cours de procédure*, tome III, § 433, p. 92.

3. DALLOZ, *op. cit.*, v^o *Jugements d'avant dire droit*, n^o 20.

une mesure d'instruction et tendent à mettre la cause en état. Les jugements interlocutoires ordonnent aussi des mesures d'instruction, mais ils préjugent le fond ; la distinction de ces deux catégories de jugements, souvent délicate en procédure, n'offre aucun intérêt au point de vue fiscal, puisque les jugements préparatoires, comme les jugements interlocutoires, supportent le même tarif.

On s'est demandé dans quelle catégorie il convient de placer les jugements qui ordonnent l'adjudication sur licitation d'immeubles indivis et qui commettent un notaire pour procéder à l'opération. Il semble que la distinction suivante doit être adoptée : si la demande en licitation et partage est formée entre parties majeures et maitresses de leurs droits, le jugement qui statue sur elle constitue une décision définitive. Au contraire, lorsque le partage intéresse des mineurs et des majeurs, l'homologation du tribunal est obligatoire, si le travail du notaire commis n'est pas approuvé par toutes les parties majeures ou par le tuteur des mineurs ; donc, en pareil cas le jugement qui ordonne le partage et qui commet un notaire pour procéder à l'opération ne fait que prescrire des mesures pour parvenir à un partage héréditaire ; c'est donc une décision préparatoire, passible uniquement du droit de 4 fr. 50 (1).

1. DALLOZ, *Jur. Gén.*, v^o *Jugement*, n^o 12, et v^o *Succession*, n^o 1833.

Enfin, il est admis sans difficulté que la décision ordonnant une enquête constitue en thèse générale un jugement préparatoire ou interlocutoire passible du droit fixe de 4 fr. 50 ; au contraire le jugement statuant sur une exception d'incompétence a, le plus souvent, un caractère définitif (1).

Il y a quelques tarifs spéciaux : les jugements et arrêts de débouté sont soumis, d'après l'article 17, n^{os} 5 et 7, de la loi de 1892, à un droit fixe de 10 francs, pour les jugements des tribunaux de première instance portant débouté de demande en matière commerciale, quel que soit le ressort ; de 20 francs pour les déboutés de demande prononcés en matière civile par les mêmes tribunaux ; et de 30 francs pour les arrêts des Cours d'appel portant déboutés de demande. Quant aux jugements de débouté prononcés par les juges de paix, n'ayant pas été soumis à un tarif spécial par la loi de 1892, ils ne comportent qu'un droit principal de 1 franc (2).

La taxe sur les déboutés de demande est un droit fixe majoré, parce que le législateur a voulu punir les plaideurs téméraires. Elle offre le caractère d'une sorte de peine privée.

Les décisions portant interdiction, séparation de biens ou séparation de corps sont tarifées, en pre-

1. *Dict. Enr.*, v^o *Jugement* n^{os} 95 et 41.

2. 1 fr. 25 avec les décimes.

mière instance à 22 fr. 50, et pour les Cours d'appel à 37 fr. 50 (en principal). En outre, sont soumis à un droit de 75 francs les jugements de première instance déclarant qu'il y a lieu à adoption ou prononçant un divorce, et à 150 francs les arrêts des Cours d'appel confirmant une adoption ou prononçant un divorce.

Quant aux actes judiciaires non compris dans l'énumération de la loi de 1892, ils restent soumis aux tarifs antérieurs ; c'est ainsi que les ordonnances sur requêtes demeurent assujetties au droit de 1 fr. 50, 4 fr. 50 ou de 7 fr. 50, en principal, suivant qu'elles émanent d'un juge de paix, d'un juge du tribunal civil ou d'un magistrat de la Cour d'appel ; les ordonnances de référé restent tarifées à 4 fr. 50 lorsqu'elles émanent du président du tribunal et à 1 fr. 50 si elles sont rendues par un juge de paix (1).

Enfin la nouvelle taxe proportionnelle et les droits minima ne concernent pas les décisions rendues par les tribunaux répressifs ; par exemple, les arrêts correctionnels, même prononçant des dommages-intérêts, sont simplement passibles du droit de 1 fr. 50 en principal (2).

Notons enfin que les jugements et arrêts sont affranchis, en vertu de l'article 11 de la loi de 1892, de la pluralité des droits édictés par la loi de frimaire

1. Sol., 20 août 1892, *R. E.*, n° 229.

2. Article 4, loi du 28 février 1872.

an VII pour les dispositions indépendantes. Il a été reconnu, toutefois, que dans les jugements portant résiliation de bail, les condamnations au paiement de loyers arriérés donnent ouverture: 1° au droit de titre sur le bail; 2° au droit de 0 fr. 20 0/0 pour résiliation (avec maximum de 1 franc ou de 7 fr. 50 suivant la juridiction); et 3° au droit de condamnation sur le montant des loyers arriérés avec minimum de 1 franc ou de 7 fr. 50 suivant la juridiction. Il est, en effet, de principe que le droit de résiliation peut se cumuler avec le droit de condamnation (1).

D'autre part, l'Administration décide que la disposition d'un jugement portant rétrocession de bail doit être assujettie au droit principal de 0 fr. 20 0/0 sur le montant des loyers restant à courir, sans qu'il y ait lieu à faire application du droit maximum (2).

1. *Traité alphabétique*, v° *Jugement*, nos 152 à 156.

2. Sol., 24 août 1900, *Revue pratique de l'Enregistrement*, n° 4872.

APPENDICE

OBLIGATIONS IMPOSÉES A CERTAINS OFFICIERS MINISTÉRIELS

Certaines obligations ont été imposées par la loi de 1892 à divers officiers ministériels. L'article 18 porte, en effet, que les originaux des conclusions respectivement signifiées, bien que dispensés de la formalité du timbre et de l'enregistrement par l'article 5, devront néanmoins être présentés par l'huissier instrumentaire au receveur de l'enregistrement dans les quatre jours de la signification. Nous avons précédemment étudié cette obligation.

De plus, l'article 19 de la même loi impose aux huissiers l'obligation de tenir sur un registre non timbré, mais coté et parafé par le Président du tribunal civil, un répertoire à colonnes, sur lequel ils doivent inscrire, jour par jour, sans blanc ni interligne, et par ordre de numéros, tous les exploits de leur ministère qui sont dispensés par la loi nouvelle des

formalités du timbre et de l'enregistrement. Les actes à inscrire sur ce répertoire spécial sont uniquement ceux que la loi du 26 janvier 1892 a dispensés du timbre et de l'enregistrement. Cette prescription réglementaire ne concerne donc que les significations d'avoué à avoué, puisque ces exploits sont les seuls auxquels la loi de 1892 ait concédé l'immunité absolue prononcée par l'article 19. Toute contravention à la règle posée par l'article 19 est punie d'une amende de 10 francs en principal. La même pénalité serait due en cas d'omission ou d'intercalation.

Ce répertoire, qui est dispensé du timbre, doit être coté et parafé par le Président du tribunal civil, même pour les huissiers audienciers des Cours d'appel. Il indique, pour chaque article, son numéro, la date de l'acte, sa nature, les nom et prénoms des parties et leur domicile. Aux termes de l'article 20, le répertoire créé par l'article 19 doit être présenté au visa du Receveur chargé de l'enregistrement des actes d'huissiers, les 1^{er}, 6, 11, 16, 21 et 26 de chaque mois, ou le lendemain du jour fixé, si ce dernier est un dimanche ou un jour férié, à peine d'une amende de 10 francs. Il est enjoint au Receveur d'énoncer dans son visa le numéro du dernier acte inscrit. Ce sont les huissiers audienciers, c'est-à-dire ceux qui sont chargés dans une ville des significations d'avoué à avoué, qui sont seuls astreints à l'obligation imposée par l'article 20.

L'article 19 prescrit aux greffiers, de même qu'aux huissiers, de tenir un répertoire spécial non timbré, destiné à recevoir l'inscription des actes rédigés par eux et qui ont été dispensés du timbre et de l'enregistrement par la loi de 1892. Les seuls actes à inscrire par les greffiers sur ce répertoire sont ceux qu'ils rédigent en exécution des lois sur la faillite et la liquidation judiciaire et que l'article 10 de la loi de 1892 affranchit de toute formalité. Les articles 19 et 20 imposent aux greffiers, pour la tenue de ce répertoire spécial, les mêmes obligations que celles qui incombent aux huissiers. La seule différence consiste en ce que le répertoire spécial des greffiers n'est présenté au visa du receveur que deux fois par mois seulement, le 1^{er} et le 16, ou le lendemain si le 1^{er} ou le 16 est un dimanche ou un jour férié. Enfin, aux termes de l'article 21, les états de frais dressés par les avoués, huissiers, notaires commis devront faire ressortir distinctement, dans une colonne spéciale, et pour chaque débours, le montant des droits de toute nature payés au Trésor. Toute contravention sera punie d'une amende de 10 francs en principal, qui sera recouvrée comme en matière d'enregistrement (1). Le législateur a voulu donner aux parties le moyen de se rendre exactement compte de la somme pour laquelle l'impôt figure dans le montant total des frais.

1. Inst., 2816.

CONCLUSION

Les lois de 1892 et de 1893 ont réalisé un notable progrès, en rendant plus équitable la perception des droits par le Trésor sur les actes judiciaires. La taxe étant graduée suivant les juridictions et proportionnelle à l'importance du litige, les justiciables les plus fortunés sont frappés en considération de l'importance du procès qu'ils engagent. Rien n'est plus rationnel. Désormais les impôts iniques qui pesaient jadis si lourdement sur le plaideur pauvre ont disparu avec les droits fixes et leur pluralité, et l'accès du tribunal n'est plus empêché par la perspective d'avoir à exposer des frais élevés pour obtenir une satisfaction légitime. Assurément, les inégalités choquantes, que l'on constatait autrefois entre les justiciables favorisés de la fortune et les plaideurs obérés qui payaient si cher la protection de la loi, ne se rencontrent plus aujourd'hui, et les impôts judiciaires ne sont plus exagérés sur les petits procès.

Les lois de 1892 et 1893 n'ont pas été seulement

avantageuses aux contribuables ; elles ont été favorablement appréciées même par les agents de l'Administration, à qui elles ont procuré une notable diminution de travail ; la suppression d'un grand nombre de formalités et la simplification de la perception permettent en effet aux agents de se dispenser d'enregistrements fastidieux et superflus, et de consacrer ainsi leur temps et leurs aptitudes à une tâche plus intéressante, par exemple à la recherche des droits cédés.

Les rapports des receveurs avec le public ont été également facilités, car les principes de la perception ont été remaniés et rendus plus clairs, les conflits entre les contribuables et le fisc ont été apaisés.

Enfin la réforme du Code de procédure civile a été préparée par les lois de 1892 et 1893 ; tout au moins la révision n'est plus arrêtée par aucune objection d'ordre fiscal, car la plupart des actes dont la suppression est proposée ne sont plus assujettis à la formalité de l'enregistrement et par suite ne sont plus l'objet pour l'État d'une source de recettes. A un autre point de vue, la révision du Code de procédure peut être plus aisément entreprise par suite de l'obligation pour les officiers ministériels de distinguer dans leurs états de frais les sommes payées au Trésor de celles qui sont versées aux auxiliaires de la justice. Le législateur est ainsi mieux à même d'apprécier quels sont les frais de justice qui sont encore trop élevés et qu'il faut réduire.

En définitive, la réforme de 1892 présente un caractère profondément démocratique ; elle a supprimé les taxations arbitraires et par là même tari les contestations entre les contribuables et les agents de perception. Au surplus, la preuve que cette loi a produit des résultats favorables est attestée par le petit nombre d'instances qui se sont élevées à son sujet, à la différence des autres lois fiscales qui sont quotidiennement une source inépuisable de difficultés et de procès. Le dégrèvement des frais de justice est accusé par le tableau suivant :

Les droits fixes d'enregistrement perçus avant la réforme s'élevaient :

Sur les actes judiciaires à	9.681.000
Sur les actes extra-judiciaires à	<u>16.257.000</u>
TOTAL	25.938.000

Les droits fixes perçus en 1902 s'élèvent

pour les actes judiciaires à 3.722.000	<u>11.486.000</u>
Les actes extra-judiciaires à 7.764.000	
DÉGRÈVEMENT	14.452.000

Auquel il faut ajouter

1° Les droits de greffe supprimés	7.968.000	} 13.468.000
2° Le timbre des actes du palais et des expéditions de la justice de paix.	5.500.000	
TOTAL	27.920.000	

Il est vrai toutefois que les droits proportionnels perçus sur les décisions judiciaires en 1902 s'élèvent à 9.000.000 au lieu de 4.000.000 ; d'où une différence, à retrancher du dégrèvement, de 5.000.000

De sorte que, finalement, le dégrèvement annuel est de près de 23 millions. 22.920.000¹

C'est là un dégrèvement des plus appréciables, surtout si l'on considère qu'il coïncide avec une plus équitable répartition des frais de justice, puisque le nouveau droit proportionnel ne frappe que les litiges importants, les petits procès n'étant que légèrement taxés. La réforme opérée en 1892 et 1893 est donc à la fois simple et démocratique.

1. *Bulletin de statistique et de législation du ministère des finances*, de 1903.

Vu : le Président de la thèse

ALGLAVE

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-recteur de l'Académie de Paris

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

PRINCIPAUX OUVRAGES ET PÉRIODIQUES

I. — Ouvrages :

CHAMPIONNIÈRE ET RIGAUD. — Traité des droits d'Enregistrement, 5 volumes (1847-1852).

DEMANTE — Principes de l'Enregistrement, 4^e édition (1890).

DICTIONNAIRE DES DROITS D'ENREGISTREMENT. — 6 volumes, 3^e Édition (1874-1886).

DUJARDIN. — Des droits d'Enregistrement, de timbre et de greffe au point de vue de la proportionnalité de l'impôt (1886).

FRAVATON ET DESRIBES. — L'impôt sur les formalités et les décisions judiciaires (1905).

GARNIER. — Répertoire Général de l'Enregistrement, 6 volumes, 7^e édition (1890-1892) et Supplément (1904) (1 volume).

NAQUET. — Traité d'Enregistrement, 3 volumes, 2^e édition (1899).

MAGUÉRO. — Traité alphabétique des droits d'Enregistrement, 3 volumes (1897-1898) et Supplément, 2^e édition (1906).

WAHL. — Traité de droit fiscal, 3 volumes (1902-1903).

II. — Périodiques :

JOURNAL DE L'ENREGISTREMENT, depuis l'an VII.

RÉPERTOIRE PÉRIODIQUE DE L'ENREGISTREMENT, depuis
1892.

REVUE DE L'ENREGISTREMENT, depuis 1892.

REVUE PRATIQUE DE L'ENREGISTREMENT, de 1881 à 1901.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — Historique de la réforme.	5
CHAPITRE II. — Suppression des droits de greffe. . .	73
CHAPITRE III. — Actes d'avoué à avoué.	80
CHAPITRE IV. — Bulletins du casier judiciaire. . . .	89
CHAPITRE V. — Dégrèvement des exploits et des actes extra-judiciaires	93
CHAPITRE VI. — Ordres, contributions et ventes judi- ciaires.	105
CHAPITRE VII. — Faillites et liquidations judiciaires.	114
CHAPITRE VIII. — Dégrèvement des avis de parents.	144
CHAPITRE IX. — Exonération du timbre des expédi- tions et bordereaux.	151
CHAPITRE X. — Taxes établies en remplacement. .	157
SECTION I. — <i>Taxe sur les jugements.</i>	163
SECTION II. — <i>Droit de liquidation.</i>	184
SECTION III. — <i>Droit de collocation.</i>	187
SECTION IV. — <i>Tarif des décisions sur appel.</i> . .	187
SECTION V. — <i>Taxes diverses. Droits minima et</i> <i>droits fixes.</i>	192
Appendice. — Obligations imposées à certains offi- ciers ministériels.	210
Conclusion.	213
Bibliographie.	217

